



RAPPORT DE GESTION

**POUR L'EXERCICE CLOS LE
31 DÉCEMBRE 2022**

RAPPORT DE GESTION

Table des matières

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs	2
Aperçu des activités	2
Stratégie de la Société	6
Perspectives	7
Analyse des résultats pour l'exercice clos le 31 décembre 2022	10
Principales informations financières annuelles.....	21
Analyse des résultats pour le trimestre clos le 31 décembre 2022	23
Principales informations financières trimestrielles	33
Analyse du portefeuille.....	34
Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS.....	45
Situation financière	56
Situation de trésorerie et sources de financement	57
Actions en circulation et dividendes	60
Engagements, garanties et éventualités.....	62
Facteurs de risque.....	62
Instruments financiers.....	73
Estimations comptables critiques	73
Changements de méthodes comptables et informations à fournir	73
Contrôles internes.....	74

Date : Le 15 février 2023

Le rapport de gestion qui suit présente une analyse de la situation financière consolidée de goeasy Ltd. et de ses filiales (collectivement, « goeasy » ou la « Société ») au 31 décembre 2022, comparativement au 31 décembre 2021, et les résultats d'exploitation consolidés pour les trois mois et l'exercice clos le 31 décembre 2022, comparativement aux périodes correspondantes de 2021. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Société et les notes annexes pour l'exercice clos le 31 décembre 2022. L'information financière fournie dans le présent rapport de gestion a été préparée selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »), à moins d'indication contraire. Tous les montants en dollars sont exprimés en milliers \$ canadiens, sauf indication contraire.

Le rapport de gestion est la responsabilité de la direction. Le conseil d'administration a approuvé le présent rapport de gestion à la recommandation du comité d'audit de la Société, qui est composé exclusivement d'administrateurs indépendants, et du comité de l'information financière de la Société.

Le rapport de gestion fait référence à certaines mesures financières qui ne sont pas définies selon les IFRS. Bien que ces mesures n'aient pas de signification normalisée et qu'elles ne peuvent être comparées à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés, leur sens est défini dans les présentes ou peut être déterminé par renvoi aux états financiers consolidés de la Société. La Société utilise ces mesures parce qu'elle est d'avis qu'elles facilitent la compréhension de ses résultats d'exploitation et de sa situation financière.

Les documents que la Société a déposés auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada, notamment sa notice annuelle, contiennent d'autres renseignements. Ces documents sont accessibles sur SEDAR au www.sedar.com et sur le site Web de la Société au www.goeasy.com.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs concernant goeasy qui visent, sans s'y limiter, ses activités commerciales, sa stratégie, ainsi que sa performance et sa situation financières prévues. Les énoncés prospectifs comprennent, sans s'y limiter, les énoncés à propos des prévisions de croissance des prêts à la consommation, des prévisions annuelles de croissance des produits, des initiatives stratégiques, des nouvelles offres de produits et des nouveaux canaux de distribution, des économies de coûts anticipées, des dépenses d'investissement planifiées, des besoins en capitaux anticipés et de la capacité de la Société à mobiliser suffisamment de capitaux, des liquidités de la Société, des plans relatifs à des activités et à des résultats futurs, des estimations comptables critiques, des rendements futurs prévus et des taux de radiation nets sur les prêts, du nombre estimatif de nouveaux établissements à ouvrir, des relations avec les concessionnaires, de la taille et des caractéristiques du marché canadien du prêt à risque et de l'arrivée constante sur le marché de concurrents de taille et de type différents. Dans certains cas, les énoncés prospectifs sont des énoncés de nature prédictive, qui dépendent d'événements ou de situations futurs ou qui y renvoient ou qui incluent des termes comme « s'attendre », « continuer », « anticiper », « avoir l'intention », « viser », « planifier », « croire », « budgéter », « estimer », « prévoir », « entrevoir », « cibler » ou la forme négative de ces expressions et d'autres expressions similaires, ou qui indiquent que certaines mesures, ou certains événements ou résultats « peuvent », « pourraient », ou « devraient », respectivement être pris, se produire ou être atteints.

Les énoncés prospectifs sont fondés sur des facteurs et des hypothèses, y compris à l'égard de la croissance attendue, des résultats d'exploitation et des perspectives d'affaires et sont, par leur nature, assujettis à des risques, incertitudes et hypothèses concernant les activités de la Société, des facteurs économiques et l'industrie en général. Rien ne garantit que les énoncés prospectifs s'avéreront exacts, étant donné que les résultats réels et les événements futurs pourraient différer nettement de ceux exprimés ou sous-entendus dans les énoncés prospectifs de la Société. Parmi les facteurs importants qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent nettement de ceux exprimés dans les énoncés prospectifs notons, sans s'y limiter, la capacité de la Société de conclure de nouveaux contrats de location ou de financement, de percevoir les paiements aux termes des contrats de location et de financement existants, d'ouvrir de nouveaux établissements selon des modalités favorables, d'offrir des produits qui intéressent les clients à des prix concurrentiels, de réagir aux modifications législatives, de réagir aux incertitudes liées à des mesures réglementaires, de mobiliser des capitaux moyennant des modalités favorables, d'être compétitive, de gérer l'incidence de litiges (y compris ceux relatifs aux actionnaires), de contrôler les coûts à tous les niveaux de l'organisation et de maintenir et améliorer le système de contrôles internes.

La Société met en garde le lecteur que la liste des facteurs précédents n'est pas exhaustive. Ces facteurs et d'autres facteurs pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des attentes que nous exprimons dans les énoncés prospectifs. D'autres renseignements et descriptions sur ces facteurs sont présentés dans le présent rapport de gestion, y compris dans la section « Facteurs de risque ».

Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et de ne pas se fier indûment aux énoncés prospectifs, qui pourraient ne pas être appropriés à d'autres fins. Rien n'oblige la Société (et elle rejette expressément une telle obligation) à mettre à jour ni à modifier les énoncés prospectifs en raison de nouveaux éléments d'information ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, sauf si la loi l'exige.

Aperçu des activités

goeasy Ltd., société canadienne dont le siège social se situe à Mississauga, en Ontario, fournit des services de location et de prêts à risque par l'intermédiaire des marques easyhome, easyfinancière et LendCare. Soutenue par plus de 2 400 employés, la Société offre une large gamme de produits et de services financiers, entre autres des prêts garantis et non garantis remboursables par versements, du financement à des commerçants dans divers marchés verticaux et des articles en location-achat. Les clients peuvent effectuer des transactions en toute transparence grâce à un modèle omnicanal qui comprend des plateformes en ligne et mobiles, plus de 400 établissements dans tout le Canada, ainsi que des services de financement au point de vente offerts dans les marchés verticaux du commerce de détail, des sports motorisés, de l'automobile, de la rénovation domiciliaire et des soins de santé, par l'intermédiaire d'environ 6 500 commerçants partenaires au Canada. Au cours de son histoire, la Société a servi en interne environ 1,3 million de Canadiens et a octroyé quelque 10,1 milliards \$ de prêts.

Comptant 32 années d'expérience dans le domaine de la location et du crédit, goeasy a acquis une connaissance approfondie du consommateur canadien qui a recourt aux prêts à risque. Parmi les 30,4 millions de Canadiens ayant un dossier de crédit actif au 31 décembre 2022, 8,5 millions avaient une cote de crédit de moins de 720 et sont jugés comme des emprunteurs à risque, soit une augmentation par rapport à 8,2 millions en 2021, en raison de la normalisation des cotes de crédit des consommateurs après la fin des mesures de relance soutenues par le gouvernement et la reprise des dépenses de consommation. Collectivement, ces Canadiens ont une dette de 193,6 milliards \$ non liée à des prêts hypothécaires, en hausse par rapport à 186,6 milliards \$ en 2021, et constituent le marché cible de la Société. Ces consommateurs, dont bon nombre ne peuvent pas obtenir de crédit auprès des banques et des institutions financières traditionnelles, se tournent vers goeasy comme source fiable de crédit à la consommation pour leurs besoins financiers quotidiens. goeasy aspire à aider les consommateurs à risque à rebâtir leur crédit et à les mettre sur la voie d'un avenir financier meilleur. En permettant aux consommateurs d'obtenir des taux d'intérêt qui diminuent graduellement parce qu'ils effectuent leurs paiements à temps, et en les aidant à devenir éventuellement à nouveau admissibles à des prêts à taux préférentiels, goeasy occupe une place privilégiée afin de concrétiser sa vision d'aider chaque jour les Canadiens à s'engager sur la voie d'un avenir meilleur, dès aujourd'hui.

goeasy finance ses activités au moyen d'instruments de capitaux propres et d'instruments d'emprunt variés, notamment un billet de premier rang non garanti de 550 millions \$ US, un billet de premier rang non garanti de 320 millions \$ US et une facilité de crédit renouvelable de 270 millions \$. En outre, la Société détient une facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation de 1,4 milliard \$, souscrite par un grand syndicat de cinq grandes banques canadiennes. En décembre 2022, la Société a aussi conclu une nouvelle facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation de 200 millions \$, souscrite par l'une de ses grandes banques partenaires. La Société demeure persuadée que la capacité dont elle dispose aux termes de ses facilités de financement existantes et sa capacité à obtenir du financement par emprunt additionnel sont suffisantes pour financer ses prévisions de croissance interne. Les billets de premier rang non garantis de goeasy sont notés respectivement BB- et Ba3, avec une tendance stable, par les agences de notation Standard and Poor's et Moody's. Les actions ordinaires de goeasy (« actions ordinaires ») sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole boursier « GSY ».

Accréditée par le Better Business Bureau, goeasy est fière d'avoir reçu de nombreux prix en reconnaissance de sa culture exceptionnelle et de sa croissance continue, notamment les suivants : le Most Admired Corporate Cultures de Waterstone Canada; la liste de référence 2022 Report on Business « Women Lead Here » pour la diversité des genres au sein de la direction; une place au classement Report on Business des entreprises les plus florissantes du Canada; une place au palmarès du TSX30; le prix Greater Toronto Top Employers; et a été certifiée Great Place to Work®. La Société est représentée par une équipe diversifiée comptant plus de 78 nationalités dont les membres croient fermement à l'importance de redonner aux collectivités au sein desquelles ils exercent leurs activités. À ce jour, goeasy a recueilli et remis plus de 4,8 millions \$ pour soutenir le partenariat de longue date qu'elle entretient avec BGC Canada, Habitat pour l'humanité et de nombreux autres organismes de bienfaisance locaux.

Secteurs à présenter

Aux fins du rapport de gestion, la Société comprend deux secteurs à présenter : easyfinancière et easyhome. La Société regroupe les activités de ses marques easyfinancière et LendCare dans un seul secteur à présenter nommé easyfinancière, en raison de la similarité entre leurs caractéristiques économiques, le profil de leur clientèle, la nature de leurs produits et leur environnement réglementaire. Se reporter aux états financiers consolidés audités de la Société et aux notes annexes pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 pour plus de renseignements.

Aperçu d'easyfinancière

En 2006, easyfinancière, secteur des prêts à la consommation à risque de la Société, a commencé à exercer ses activités en ayant comme objectif de combler l'écart entre les institutions financières traditionnelles et les onéreux prêteurs sur salaire. En 2021, la Société a fait l'acquisition de LendCare Capital Inc., société canadienne spécialisée dans le crédit à la consommation au point de vente et les technologies. Le secteur des prêts à la consommation de la Société est un des principaux fournisseurs de crédit à risque au Canada et exerce ses activités par l'entremise des marques easyfinancière et LendCare.

Historiquement, la demande pour les prêts à risque au Canada était comblée par les divisions de prêts à la consommation de plusieurs importantes institutions financières internationales. Aujourd'hui, les institutions financières traditionnelles sont souvent réticentes à offrir des solutions de crédit ou dans l'incapacité de le faire aux clients qui sont jugés à plus haut risque en raison de leur situation financière ou d'un historique de crédit qui laisse à désirer. C'est pourquoi une grande variété de participants du marché répondent actuellement à cette demande en offrant différents produits comme des prêts automobiles, des cartes de crédit, des prêts remboursables par versements, des programmes de financement au détail, des prêts aux petites entreprises et des prêts immobiliers garantis. Généralement, les participants du secteur ont tendance à se concentrer sur un seul produit plutôt que d'offrir aux clients une vaste gamme intégrée de produits et services financiers. Par conséquent, easyfinancière fait partie d'un petit nombre de sociétés nationales dont l'objectif est de servir l'ensemble du marché du crédit à risque.

Le modèle économique d'easyfinancière est fondé sur le prêt de capitaux sous forme de crédit à la consommation non garantis ou garantis principalement à des emprunteurs à risque qui n'ont généralement pas accès au crédit offert par des sources traditionnelles comme les grandes banques. Les prêts octroyés, d'au plus 100 000 \$, sont assortis de taux d'intérêt de 9,9 % à 46,9 % et sont remboursables par des versements fixes. Lorsqu'un prêt est garanti, la garantie fournie par l'emprunteur peut comprendre un immeuble résidentiel, une automobile, un véhicule récréatif ou un bien de particulier. Chaque paiement effectué par un emprunteur fait l'objet d'une déclaration auprès des agences d'évaluation du crédit afin d'aider les clients à rebâtir leur crédit. easyfinancière offre également plusieurs produits accessoires optionnels, entre autres un programme de protection pour les clients qui offre de l'assurance crédit, un programme d'avantages habitation et automobile qui offre de l'assistance routière, une garantie d'écart qui protège acheteur et prêteur en cas de demande d'indemnisation pour perte totale, une garantie couvrant certains produits financiers, et un outil de surveillance et d'optimisation du crédit qui permet aux clients de bien comprendre les mesures qu'ils doivent prendre pour rebâtir leur crédit.

La Société perçoit des intérêts sur les prêts qu'elle consent à ses clients et peut recevoir également des commissions sur les ventes de produits accessoires optionnels offerts par l'intermédiaire de fournisseurs tiers. Les intérêts, les commissions additionnelles et les différents honoraires représentent l'ensemble du rendement total du portefeuille de prêts de la Société. Le rendement total du portefeuille de la Société, par rapport au coût du capital et aux pertes sur prêts, est un indicateur principal de la rentabilité.

Comme prêteur, la Société s'attend à subir des pertes de crédit liées aux clients qui n'arrivent pas à rembourser leurs prêts. Étant donné le risque de crédit plus élevé que constituent les emprunteurs à risque, les taux d'intérêt plus élevés exigés par la Société sont le reflet des pertes de crédit. Les modèles de crédit et de souscription personnalisés de la Société lui permettent de fixer le risque au niveau qu'elle est disposée à prendre. La Société pourrait réduire le risque de crédit qu'elle prend et ses pertes sur prêts, ce qui aurait toutefois pour effet de diminuer le volume rentable de prêts. De même, la Société pourrait prendre plus de risques afin de favoriser la croissance et la rentabilité, ce qui toutefois augmenterait les pertes de crédit et pourrait avoir des répercussions sur le coût du capital et l'accès à celui-ci. Ultimement, l'objectif de la Société est d'optimiser le rendement des placements et les marges d'exploitation en trouvant le bon équilibre entre la vitesse d'octroi des prêts (les demandeurs qu'elle approuve) et le taux de pertes du portefeuille.

La Société offre ses produits et ses services par l'intermédiaire d'un modèle économique omnicanal, y compris un réseau de succursales de détail, des commerçants partenaires et des partenariats avec des prêteurs indirects. Au 31 décembre 2022, la Société exploitait 302 établissements easyfinancière (dont 2 kiosques dans les magasins easyhome et 3 centres d'activités) dans dix provinces canadiennes. En plus du réseau de succursales de détail, les clients peuvent également effectuer leurs transactions en ligne, mode de transactions qui demeure une source importante d'acquisition de nouveaux clients. La Société octroie également des prêts par l'intermédiaire de son canal de points de vente qui compte environ 6 500 commerçants partenaires au Canada.

Bien que la Société tire parti de multiples canaux de distribution afin d'attirer de nouveaux clients, la majorité des prêts sont gérés à partir des succursales locales. Forte de ses nombreuses années d'expérience dans le marché du prêt à risque, la Société est d'avis qu'un modèle omnicanal optimise l'acquisition de nouveaux clients, le rendement et la rentabilité des prêts, tout en offrant une expérience client personnalisée et de proximité. La fidélité des clients établie à l'aide de ces relations personnelles directes entretenues avec des emprunteurs à risque plus élevé contribue à accroître la longévité de la relation avec les clients et à améliorer le remboursement des prêts, ce qui en fin de compte mène à une diminution des radiations et à une hausse de la valeur à vie des clients.

En plus de son modèle omnicanal unique, la Société se démarque également de ses concurrents en raison de l'expérience qu'elle offre à ses clients, tout particulièrement en les aidant à rebâtir leur crédit et à redevenir admissibles à des emprunts à taux préférentiel. Grâce à sa large gamme de produits, la Société permet aux clients d'obtenir des taux d'intérêt qui diminuent graduellement, ainsi que d'accéder à des documents de littérature financière gratuits et à des outils et services qui les aident à mieux comprendre et gérer leur cote de crédit. Que le client cherche à établir, à rétablir, à bâtir ou à renforcer son profil de crédit en empruntant des fonds, à faire l'achat d'une automobile ou d'un véhicule récréatif, à utiliser la valeur de sa maison pour obtenir un prêt d'un montant supérieur afin d'effectuer des travaux de rénovation ou de réparation domiciliaire, easyfinancière offre des solutions de prêt qui répondent mieux aux besoins de chaque personne.

Forte de ses nombreuses années d'expérience et de son approche rigoureuse à l'égard de la croissance et de la gestion des risques, easyfinancière présente un historique de crédit stable et constant. Depuis la centralisation de l'approbation du crédit au sein d'easyfinancière en 2011, la Société a réussi à maintenir les taux de radiations nets annualisés dans sa fourchette cible de façon constante à chacun de ses exercices. Les décisions relatives à l'octroi des prêts sont prises en utilisant des modèles de crédit et de souscription personnalisés qui font appel aux techniques statistiques et d'apprentissage machine ainsi qu'aux sources de données les plus récentes, afin d'optimiser l'équilibre entre le volume de prêts et les pertes de crédit. Ces modèles ont été élaborés et peaufinés au fil du temps en tirant parti des données tirées du grand nombre de demandes reçues des clients, des données démographiques, des données sur les emprunts et les remboursements ainsi que des données bancaires des clients qui servent à établir leur solvabilité, leur limite de crédit et le taux d'intérêt qui leur est accordé. Ces modèles permettent de prédire avec plus de précision le risque de défaut d'un client à risque et sont 200 % plus prédictifs qu'une cote de crédit traditionnelle le ferait. Le risque de crédit est atténué encore davantage grâce aux meilleures pratiques de souscription du secteur qui comprennent la préqualification, l'approbation du crédit, le calcul de la capacité financière, la vérification centralisée de prêts et de documents, et le remboursement par le client au moyen de débits électroniques préautorisés directement dans son compte bancaire le jour où il reçoit sa paie régulière. La Société exige également que les demandeurs qui obtiennent directement un prêt à la consommation fournissent des pièces justificatives. Avec les modèles d'évaluation du crédit personnalisés exclusifs à la Société et les relations personnelles que nouent les employés avec les clients dans les succursales, la Société croit qu'elle a trouvé le bon équilibre entre croissance, gestion prudente du risque et souscription.

Aperçu d'easyhome

Plus importante marque de location-achat au Canada, easyhome exerce ses activités depuis 1990 et offre à ses clients de l'ameublement, des électroménagers et des appareils électroniques de marque aux termes de contrats de location flexibles. En 2022, easyhome a contribué à hauteur de 15 % aux produits consolidés (18 % en 2021) et les produits tirés de la location ont représenté 73 % des produits d'easyhome (80 % en 2021).

À partir des 154 établissements, dont 34 établissements franchisés, ou de sa plateforme de commerce électronique, les Canadiens choisissent easyhome comme une solution de rechange à l'achat ou au financement de leurs achats. Sans exiger de mise de fonds ni procéder à la vérification du crédit, easyhome offre une solution souple aux consommateurs qui leur permet d'obtenir les biens dont ils ont besoin, tout en ayant la possibilité de mettre fin à leur contrat de location en tout temps et sans pénalité.

En 2017, easyhome a commencé à offrir des produits de prêts non garantis. Au 31 décembre 2022, easyhome comptait 117 établissements où ses produits de prêts non garantis étaient offerts aux clients. Cette croissance a permis à la Société d'étendre encore plus la distribution de ses produits de services financiers en tirant parti de ses établissements existants et de ses employés. Cette transition a permis aux établissements d'easyhome de diversifier leur offre de produits et de répondre à un plus grand nombre de besoins des clients en matière de financement.

En 2019, easyhome a commencé à déclarer les paiements effectués par ses clients aux agences d'évaluation du crédit, de sorte à s'ancrer encore davantage dans sa vision d'offrir à ses clients une voie vers un avenir meilleur, dès aujourd'hui. En effectuant leurs paiements à temps, les clients d'easyhome peuvent bâtir leur crédit et utiliser chaque transaction avec easyhome comme une étape pour obtenir d'autres produits et services financiers offerts par easyfinancière.

Stratégie de la Société

La Société a élaboré une stratégie qui repose sur quatre piliers stratégiques clés. Ces priorités sont demeurées constantes depuis 2017 et s'alignent sur les initiatives stratégiques de la Société, puisqu'elles renforcent sa vision de devenir la seule source de crédit pour les consommateurs à risque. En plus d'offrir un accès à des produits financiers responsables, la Société vise à aider ses clients à améliorer leur crédit et à réduire graduellement leurs coûts d'emprunt.

Les quatre piliers stratégiques de la Société sont de mettre l'accent sur le développement d'un vaste éventail de produits de crédit, d'étendre ses canaux et ses points de distribution, de diversifier sa présence géographique et, finalement, de se concentrer à améliorer le bien-être financier des clients au moyen de ses produits, de ses prix, de ses outils et services accessoires et de ses relations avec les clients.

Gamme de produits

L'objectif de la Société est de pouvoir proposer une gamme complète de produits de crédit pour les consommateurs à risque, laquelle comprend actuellement des produits de prêts non garantis et de prêts garantis à taux d'intérêt ajustés en fonction du risque ainsi qu'un éventail complet de services accessoires à valeur ajoutée. Au 31 décembre 2022, la Société offre des prêts non garantis remboursables par versements traditionnels, des prêts remboursables par versements garantis par un bien immobilier, du financement de véhicules automobiles et des prêts pour financer l'achat au détail de biens, d'articles de sports motorisés et de véhicules récréatifs, et de produits et services de rénovation domiciliaire et de soins de santé. À long terme, la Société continuera à étendre et à accroître son offre de produits en ayant comme objectif de permettre aux consommateurs à risque d'accéder aux mêmes choix et options que ceux offerts aux consommateurs de premier ordre par une banque traditionnelle. À mesure que la Société met sur le marché de nouveaux produits, elle tiendra compte des produits conventionnels existants et développera de nouvelles formes de crédit qui répondent aux besoins uniques de ses clients.

Expansion des canaux

La Société exerce ses activités à partir de trois canaux de distribution et d'acquisition distincts et complémentaires, qui comprennent 416 succursales offrant des services de financement (dont 299 succursales easyfinancière et 117 magasins easyhome où des prêts sont offerts depuis le 31 décembre 2022), ses plateformes en ligne (Web et mobile) et son financement au point de vente accessible auprès d'environ 6 500 établissements concessionnaires et commerçants partenaires. Selon le volume en unités des demandes et des octrois de prêts pour le plus récent trimestre, le canal des succursales au détail a représenté 18 % du volume de demandes et 48 % des octrois de prêts, le canal en ligne, 56 % du volume de demandes et 27 % des octrois de prêts, et le financement au point de vente, 26 % du volume de demandes et 25 % des octrois de prêts. De l'ensemble des prêts octroyés, 59 % ont été financés ou gérés par une succursale, 30 % ont été financés ou gérés par l'entremise du canal des points de vente, tandis que les 11 % restant ont été gérés par le centre national des services partagés de la Société. L'expansion des canaux de distribution est une priorité stratégique clé alors que la Société cherche de nouvelles façons de rendre le crédit accessible de manière pratique pour ses clients. La Société continuera de poursuivre de nouvelles possibilités, comme l'expansion de son réseau de succursales de détail, l'amélioration de l'expérience numérique pour la rendre plus dynamique et personnalisée au moyen de services mobiles, l'ajout de nouveaux établissements concessionnaires d'automobiles et de véhicules de sports motorisés, l'ajout de nouveaux commerçants partenaires et la recherche de nouvelles sources de financement auprès de prêteurs tiers ou de partenaires de référencement. Le marché des points de vente demeure une occasion extrêmement intéressante étant donné que les consommateurs tendent à étaler leurs paiements selon un modèle acheter maintenant, payer plus tard.

Diversification géographique

Le Canada constituera encore un important marché de croissance pour goeasy pour de nombreuses années avec plus de 8,5 millions d'emprunteurs canadiens à risque, pour qui l'accès au crédit est limité. Le marché est en grande partie mal servi, ce qui offre à la Société de la marge de manœuvre pour prendre de l'expansion. Même si elle comptait déjà 302 établissements easyfinancière à la fin de 2022, la Société estime pouvoir encore en augmenter graduellement le nombre jusqu'à environ 325 à l'échelle du Canada dans les années à venir. La Société continuera d'ouvrir progressivement de nouvelles succursales dans des marchés choisis afin d'étendre sa présence. En particulier, l'augmentation du nombre de succursales de détail se concentrera sur la province du Québec,

laquelle représente un débouché important, et sur une présence accrue dans des marchés urbains importants comme Toronto et Vancouver. La Société continue également de miser sur l'ajout de nouveaux concessionnaires et commerçants partenaires partout au Canada afin d'accroître la distribution de ses produits et de les rendre plus accessibles à l'ensemble des Canadiens.

La Société est aussi d'avis que les marchés internationaux offrent des possibilités, et que le modèle économique d'easyfinancière pourrait y être reproduit avec succès. Les deux marchés qu'elle considère comme les plus attirants sont ceux des États-Unis et du Royaume-Uni. On estime qu'il y a plus de 100 millions de consommateurs à risque aux États-Unis et plus de 12 millions de consommateurs à risque au Royaume-Uni. Les consommateurs dans ces marchés utilisent des produits de crédit semblables à ceux offerts par la Société au Canada. La Société continue d'explorer les occasions d'acquisitions potentielles au sein du secteur canadien des services financiers ainsi que dans ces marchés internationaux.

Bien-être financier

La Société se démarque de ses concurrents sur un seul point, soit l'accent qu'elle met sur le bien-être financier de ses clients, plus particulièrement le fait qu'elle offre à ses clients la possibilité de réduire graduellement leur taux d'intérêt, d'améliorer leur crédit et de retrouver l'accès aux emprunts à taux préférentiel. Comme le Canada compte 8,5 millions d'emprunteurs à risque, dont 72 % se sont fait refuser du crédit par les banques et d'autres institutions financières, goeasy joue un rôle très important dans le système financier. En donnant accès au crédit et une deuxième chance à ses clients, la Société leur sert de tremplin en les aidant à rebâtir leur crédit au moyen de produits dont chaque paiement fait l'objet d'un rapport auprès des agences d'évaluation du crédit. La Société offre également aux consommateurs la possibilité de réduire leurs coûts d'emprunt en donnant progressivement accès à des produits dont les taux d'intérêt sont plus faibles à ses clients qui effectuent leurs paiements à temps. De 2017 à 2022, la Société a réduit les intérêts moyens pondérés perçus sur ses prêts de 46 % à 30,5 %.

La Société s'est toujours démarquée de la concurrence en voyant au-delà de la première transaction avec un client, en misant plutôt sur les relations personnelles fondées sur la confiance et le respect pour la situation unique de chaque client. La Société est fière d'offrir gratuitement à tous les Canadiens des ressources en littératie financière qui comprennent des centaines d'articles et d'outils pour aider les clients à mieux comprendre et à mieux gérer leurs finances personnelles.

À mesure que la Société continue d'évoluer, il est essentiel pour elle de s'assurer que sa gamme de produits et de services est conçue pour répondre aux besoins de ses clients dans l'ensemble du marché du crédit. goeasy considère ses activités comme un écosystème de prêts pour les emprunteurs canadiens à risque, un guichet unique où ils peuvent avoir accès à des solutions répondant à tous leurs besoins d'emprunt auprès d'un seul fournisseur de confiance. En 2022, la Société a mis au point un portail numérique en libre-service accessible au moyen d'une application mobile qui permet aux clients d'accéder à la gamme complète de produits et de services de goeasy et de présenter de façon dynamique aux clients des offres de prêts adaptées à leur profil de crédit et à leurs besoins d'emprunt. Le portail numérique permettra d'extraire une valeur supplémentaire de la gamme complète de produits de la Société et d'améliorer l'expérience client. Que le client tente d'établir son crédit à titre de nouveau Canadien ou de rétablir son crédit après avoir vécu un événement marquant, la gamme de produits progressifs de goeasy permet à tous les clients d'accéder à des solutions de prêt honnêtes et responsables.

Perspectives

L'information présentée dans la présente rubrique est visée dans son intégralité par la rubrique « Mise en garde concernant les énoncés prospectifs » du présent rapport de gestion.

Mise à jour des prévisions pour 2022

Alors que les répercussions de la pandémie de COVID-19 s'atténuent en 2022, la Société a affiché une solide performance commerciale, notamment une performance en matière de crédit stable, une amélioration du levier d'exploitation, et un résultat net ajusté et un résultat dilué par action ajusté qui ont atteint des niveaux records. La Société a terminé l'exercice en bonne position financière, grâce à une croissance interne record et à l'amélioration de la qualité du crédit du portefeuille de prêts à la consommation de la Société. En outre, la Société est demeurée bien capitalisée tout au long de l'exercice avec des liquidités et une capacité de financement totalisant environ 928 millions \$ ainsi qu'un levier financier utilisé de manière appropriée. L'entreprise a également continué de démontrer sa force et sa résilience dans un contexte de volatilité économique.

Les prévisions de la Société pour 2022 ainsi que les hypothèses et facteurs de risque ont été présentés dans le rapport de gestion au 31 décembre 2021. Depuis, la Société a connu une hausse des demandes de la part des consommateurs et de sa performance opérationnelle pour bon nombre de ses produits et dans bon nombre de ses canaux d'acquisition de nouveaux clients, ce qui a entraîné une croissance accélérée de son portefeuille de prêts à la consommation. Par conséquent, la Société a révisé les prévisions qu'elle a présentées dans le rapport de gestion au 30 juin 2022. La performance de la Société par rapport à ces prévisions révisées pour l'exercice 2022 se détaille comme suit :

	Résultats réels pour 2022	Prévisions mises à jour pour 2022	Résultat
Portefeuille de prêts à la consommation bruts à la fin de l'exercice	2,79 milliards \$	2,60 milliards \$ à 2,80 milliards \$	Conforme aux prévisions
Nouveaux établissements d'easyfinancière ouverts au cours de l'exercice	10	10 - 15	Conforme aux prévisions
Total des produits de la Société	1,02 milliard \$	1,00 milliard \$ à 1,04 milliard \$	Conforme aux prévisions
Rendement total des prêts à la consommation (y compris les produits accessoires) ¹	37,7 %	36,5 % à 38,5 %	Conforme aux prévisions
Radiations nettes exprimées en pourcentage de la moyenne des prêts à la consommation bruts	9,1 %	8,5 % à 10,5 %	Conforme aux prévisions
Total de la marge d'exploitation de la Société (réel/ajusté ^{1,2})	32,6 %/36,2 %	35 % +	Conforme aux prévisions
Rendement des capitaux propres (réel/ajusté ^{1,2})	17,6 %/24,2 %	22 % +	Conforme aux prévisions

¹ Le rendement total des prêts à la consommation (y compris les produits accessoires), le total de la marge d'exploitation de la Société ajusté, et le rendement des capitaux propres ajusté sont des ratios non conformes aux IFRS. Les ratios non conformes aux IFRS ne sont pas définis selon les IFRS, n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, pourraient ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres entités. Voir la description dans les rubriques « Analyse du portefeuille » et « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS ».

² Pour l'exercice, la Société a enregistré des éléments d'ajustement qui ne sont pas survenus dans le cours normal des activités commerciales, d'un montant important, qui ont une grande portée, ce qui, selon la direction, ne reflète pas le rendement sous-jacent des activités. Ces éléments d'ajustement comprennent les coûts d'intégration de LendCare, l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition, la radiation ponctuelle d'une immobilisation incorporelle, les coûts de développement du siège social et les pertes sur placements. Ces éléments d'ajustement sont présentés à la rubrique « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS ».

Prévisions sur trois ans

La Société poursuit la mise en œuvre d'une stratégie à long terme qui consiste à élargir sa gamme de produits, à développer ses canaux de distribution et à tirer parti d'une tarification fondée sur le risque pour réduire les coûts d'emprunt pour les consommateurs et ainsi prolonger ses relations avec les clients. Par conséquent, le rendement total tiré de son portefeuille de prêts à la consommation diminuera graduellement, tandis que les taux de radiations nets demeurent stables et que les marges d'exploitation s'accroissent.

Grâce à son solide profil financier, la Société est en bonne position pour poursuivre sa longue feuille de route d'atteinte de ses objectifs de croissance. La Société a communiqué de nouvelles prévisions sur trois ans pour les exercices 2023 à 2025. Les prévisions pour 2023 et 2024 ont été mises à jour pour refléter les plus récentes perspectives.

Les prévisions présentées ci-dessous tiennent compte du plan de croissance interne prévu de la Société et ne tiennent pas compte de l'incidence de fusions ou d'acquisitions futures ni des profits ou des pertes associés à ses participations.

	Prévisions pour 2023	Prévisions pour 2024	Prévisions pour 2025
Portefeuille de prêts à la consommation bruts à la fin de l'exercice	3,40 milliards \$ à 3,60 milliards \$	4,10 milliards \$ à 4,30 milliards \$	4,70 milliards \$ à 5,00 milliards \$
Total des produits de la Société	1,15 milliard \$ à 1,25 milliard \$	1,38 milliard \$ à 1,48 milliard \$	1,56 milliard \$ à 1,70 milliard \$
Rendement total des prêts à la consommation (y compris les produits accessoires) ¹	34,5 % à 36,5 %	33,5 % à 35,5 %	33,0 % à 35,0 %
Radiations nettes exprimées en pourcentage de la moyenne des prêts à la consommation bruts	8,5 % à 10,5 %	8,0 % à 10,0 %	8,0 % à 10,0 %
Total de la marge d'exploitation de la Société	36 % +	37 % +	38 % +
Rendement des capitaux propres	22 % +	22 % +	22 % +

¹ Le rendement total des prêts à la consommation (y compris les produits accessoires) est un ratio non conforme aux IFRS. Les ratios non conformes aux IFRS ne sont pas définis selon les IFRS, n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, pourraient ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres entités. Voir la description à la rubrique « Analyse du portefeuille ».

Ces prévisions sont assujetties à des hypothèses importantes utilisées pour élaborer ces énoncés prospectifs et aux facteurs de risque identifiés ci-après.

Hypothèses clés

Pour formuler les indications présentées ci-dessus, la Société pose une série d'hypothèses qui comprennent notamment ce qui suit :

Contexte

- La stabilité du contexte économique.
- La demande continue de prêts à risque sur le marché.

Croissance du portefeuille

- La Société met en œuvre les initiatives de croissance décrites dans son plan stratégique, y compris l'expansion des produits de prêts, l'expansion géographique au Canada et la pénétration accrue de ses produits de prêts indirects aux points de vente et de ses produits de prêts garantis.
- Les produits générés par les activités d'easystone de la Société sont stables, et les prêts à la consommation d'easystone continuent de croître.

Liquidité et financement

- La Société continue d'avoir accès à du capital de croissance à des taux raisonnables.

Rendement des produits

- La Société s'attend à une diminution du rendement total du portefeuille sur la période des perspectives, en raison d'une modification de la composition des produits et de la croissance du financement indirect au point de vente et des produits de prêts garantis.
- Le rendement effectif obtenu à la vente de produits accessoires diminue graduellement à mesure que la taille moyenne des prêts augmente.
- Le rendement total du portefeuille et les taux de pertes nettes des produits de prêts sont conformes aux estimations budgétaires et au plan stratégique de la Société.

Performance en matière de crédit

- Les radiations nettes sont conformes au budget de la Société et aux prévisions générées grâce à ses modèles d'évaluation du crédit personnalisés exclusifs.
- La composition des clients acquis par l'intermédiaire de chacun des canaux d'acquisition de la Société et la composition des emprunteurs nouveaux et existants sont conformes aux estimations dans les prévisions de la Société.

Rendement des placements

- La juste valeur des placements est présumée inchangée, car aucune prévision n'a été faite à l'égard des variations de la valeur comptable ou du calendrier de réalisation du portefeuille de placements.

Fusions et acquisitions

- Aucune fusion ou acquisition n'a été envisagée dans les prévisions.

Principaux facteurs de risque

Ces prévisions sont exposées à des risques inhérents qui sont présentés ci-après ainsi qu'aux risques dont il est question à la rubrique « Facteurs de risque » du présent rapport de gestion.

Contexte et conjoncture de marché

- L'incertitude concernant la demande globale des consommateurs dans une période de perturbation des activités.
- Augmentation du taux de chômage ou instabilité économique.
- Les conditions commerciales sont dans des limites acceptables en ce qui a trait à la demande, à la concurrence et aux marges.

Immobilier

- La capacité de la Société de renouveler les contrats de location actuels et d'ouvrir de nouveaux établissements.

Accès à du capital et à du financement

- Un accès continu au capital et au financement requis.

Contexte réglementaire

- Des modifications aux réglementations régissant les produits offerts par la Société.

Rendement en matière de crédit

- Une augmentation importante des taux de radiations nettes.

Partenariats conclus avec des détaillants et canal de points de vente

- La capacité de la Société de continuer à conclure et à maintenir des partenariats avec des commerçants en financement automobile et à maintenir son canal de points de vente.

Analyse des résultats pour l'exercice clos le 31 décembre 2022**Faits saillants financiers et réalisations**

- En janvier 2022, la Société a augmenté sa facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation par l'intermédiaire de la fiducie goeasy Securitization Trust (la « facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation I »), la faisant passer de 600 millions \$ à 900 millions \$, et l'a de nouveau augmentée pour la faire passer à 1,4 milliard \$ en juin 2022. La facilité demeure souscrite par la National Bank Financial Markets (« BNMF »), avec l'ajout de nouveaux prêteurs au sein du syndicat de prêteurs. La facilité vient à échéance le 30 août 2024 et continue de porter intérêt sur les avances payables à un taux correspondant au taux offert en dollar canadien (Canadian Dollar Offered Rate ou « CDOR ») à un mois majoré de 185 points de base (« pdb »).

- En outre, en janvier 2022, la Société a modifié son entente de facilité de crédit renouvelable de façon à réduire le montant maximal pouvant être emprunté, qui est passé de 310 millions \$ à 270 millions \$, à repousser l'échéance au 27 janvier 2025 et à augmenter l'option de type accordéon pour la faire passer de 75 millions \$ à 100 millions \$. Les modifications comprennent aussi des modifications clés, notamment des taux d'avance améliorés, des clauses moins restrictives et un syndicat de banques élargi. Le taux d'intérêt sur les avances portant intérêt au taux préférentiel du prêteur a été réduit de 125 pdb, passant du taux préférentiel majoré de 200 pdb au taux préférentiel majoré de 75 pdb. Le taux d'intérêt sur les prélèvements qui seront effectués au taux des acceptations bancaires canadiennes a été réduit de 75 pdb, passant du taux des acceptations bancaires canadiennes majoré de 300 pdb au taux des acceptations bancaires majoré de 225 pdb.
- En 2022, la Société a conclu un partenariat commercial stratégique et a investi un total de 40 millions \$ dans des billets convertibles à recevoir de 1195407 B.C. Ltd. (« Canada Drives »). Canada Drives est la plus importante plateforme d'achat de véhicule et de livraison à domicile entièrement en ligne au Canada. Les billets convertibles à recevoir viennent à échéance le 15 juin 2025, portent intérêt au taux annuel de 5 % et sont convertibles en actions privilégiées selon des conditions définies. Dans le cadre du partenariat commercial stratégique, goeasy offre du financement automobile à une partie déterminée des emprunteurs à risque qui achètent et financent un véhicule par l'entremise de la plateforme Canada Drives.
- Le 21 novembre 2022, la Société a émis 488 750 actions ordinaires, dont 63 750 actions ordinaires émises dans le cadre de l'exercice intégral par le syndicat de preneurs fermes de l'option de surallocation accordée par la Société, au prix de 118,50 \$ l'action ordinaire, pour un produit brut total de 57,9 millions \$. goeasy a utilisé le produit net pour soutenir la croissance du portefeuille de prêts à la consommation et les besoins généraux de la Société.
- Le 16 décembre 2022, la Société a conclu une nouvelle facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation de 200 millions \$ par l'intermédiaire de goeasy Securitization Trust II, structurée et souscrite par la Banque de Montréal (la « facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation II »). La facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation II est garantie par des prêts automobiles aux consommateurs octroyés par les filiales en propriété exclusive de goeasy, easyfinancial Services Inc. et LendCare. La facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation II vient à échéance le 16 décembre 2024 et porte intérêt au taux CDOR à un mois, majoré de 185 pdb.
- Au 31 décembre 2022, la Société avait une situation de trésorerie de 62,7 millions \$, dont un montant de 39,7 millions \$ de trésorerie soumise à restrictions découlant de la facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation et de la réserve détenue à titre de sûreté pour les emprunts garantis. Au 31 décembre 2022, la Société avait une capacité d'emprunt de 590 millions \$ en vertu de sa facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation I, de 200 millions \$ en vertu de sa facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation II et de 120 millions \$ en vertu de sa facilité de crédit renouvelable. Si l'on exclut l'option de type accordéon de 100 millions \$ en vertu de sa facilité de crédit renouvelable, la Société disposait de liquidités totales de 972,7 millions \$ au 31 décembre 2022. Le total des liquidités actuel, excluant les améliorations futures ou la diversification des sources de financement, procure à la Société un capital de croissance suffisant pour mettre en œuvre ses prévisions de croissance interne.
- La Société a comptabilisé des produits records de 1,02 milliard \$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2022, une hausse de 192,6 millions \$, ou 23,3 % par rapport à 2021. La hausse s'explique principalement par la croissance interne record du portefeuille de prêts à la consommation de la Société.
- Le portefeuille de prêts à la consommation bruts est passé de 2,03 milliards \$ au 31 décembre 2021 à 2,79 milliards \$ au 31 décembre 2022, en hausse de 764,4 millions \$ ou 37,6 %. L'augmentation des prêts à la consommation est attribuable à la forte demande pour la gamme de produits et les canaux d'acquisition de la Société, notamment les prêts non garantis, les prêts sur valeur domiciliaire, ainsi que le financement dans les catégories des sports motorisés et de l'automobile.

- Les radiations nettes pour l'exercice, en pourcentage des prêts à la consommation bruts moyens, se sont établies à 9,1 %, en hausse de 30 pdb par rapport à 8,8 % en 2021. L'augmentation des radiations nettes reflète l'avantage tiré des mesures de soutien gouvernementales liées à la pandémie et la réduction des dépenses de consommation observée en 2021. Par ailleurs, les radiations nettes de la Société ont été conformes à la fourchette de 8,5 % à 10,5 % visée pour 2022.
- Pour l'exercice, la variation nette de la provision pour pertes de crédit futures a augmenté de 53,3 millions \$ en raison d'une croissance plus importante du portefeuille de prêts, par rapport à 2021. Le taux de provision pour l'exercice a diminué pour s'établir à 7,62 %, contre 7,87 % en 2021, ce qui s'explique principalement par l'amélioration continue de la composition des produits et du crédit du portefeuille de prêts.
- Pour l'exercice 2022, le secteur à présenter easyfinancière a enregistré un résultat d'exploitation de 394,0 millions \$, contre 324,8 millions \$ en 2021, une augmentation de 69,2 millions \$ ou 21,3 %. L'amélioration du résultat d'exploitation est attribuable à la croissance interne constante du portefeuille de prêts de la Société. Par conséquent, les produits d'easyfinancière ont augmenté de 193,2 millions \$, ce qui a été contrebalancé en partie par une augmentation de 87,1 millions \$ de la charge au titre des créances irrécouvrables et une augmentation de 36,9 millions \$ de dépenses supplémentaires afin de soutenir la croissance du nombre de clients et d'améliorer l'offre de produits. La marge d'exploitation d'easyfinancière pour l'exercice a été de 45,3 %, contre 48,0 % en 2021. La diminution de la marge d'exploitation est attribuable principalement à une provision pour pertes de crédit plus élevée découlant de la croissance des prêts record observée au cours de l'exercice et à l'augmentation des radiations nettes par rapport à l'exercice précédent, alors que l'on avait profité des mesures de soutien gouvernementales liées à la pandémie et de la réduction des dépenses de consommation.
- Le résultat d'exploitation du secteur à présenter easyhome s'est chiffré à 34,6 millions \$ pour 2022, comparativement à 36,9 millions \$ en 2021, soit une diminution de 2,3 millions \$ ou 6,2 %. La diminution est attribuable principalement à la baisse des produits locatifs en raison de la diminution de la taille du portefeuille de contrats de location et aux coûts liés au volume de prêts additionnels ainsi qu'à l'exploitation et à la gestion de l'expansion du portefeuille de prêts d'easyhome, le tout contrebalancé en partie par la hausse des produits provenant des prêts octroyés en raison de la croissance du portefeuille de prêts à la consommation. La marge d'exploitation d'easyhome pour l'exercice s'est établie à 23,1 %, en légère baisse par rapport à 24,5 % en 2021.
- Le résultat d'exploitation total de la Société en 2022 a atteint 332,4 millions \$, soit une hausse de 51,4 millions \$, ou 18,3 %, par rapport à 2021. La marge d'exploitation de la Société pour l'exercice s'est établie à 32,6 %, en baisse par rapport à 34,0 % pour 2021. Pour l'exercice, la Société a enregistré des éléments d'ajustement hors du cours normal des activités commerciales, d'un montant important et d'une grande portée, ce qui, selon la direction, ne reflète pas le rendement sous-jacent des activités de la Société. Ces éléments d'ajustement comprennent les coûts d'intégration liés à l'acquisition de LendCare, l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises de LendCare, les coûts ponctuels de développement du siège social et la radiation ponctuelle d'une immobilisation incorporelle. Ces éléments d'ajustement sont présentés à la rubrique « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS ». Compte non tenu de l'incidence des éléments d'ajustement, le résultat d'exploitation ajusté¹ de la Société pour l'exercice s'est chiffré à 369,4 millions \$, en hausse de 52,7 millions \$, ou 16,6 %, par rapport à 2021. La marge d'exploitation ajustée¹ de la Société pour l'exercice a été de 36,2 %, en baisse par rapport à 38,3 % pour 2021. La diminution de la marge d'exploitation est attribuable principalement à une provision pour pertes de crédit plus élevée découlant de la croissance des prêts record observée au cours de l'exercice et à l'augmentation des radiations nettes par rapport à l'exercice précédent, alors que l'on avait profité des mesures de soutien gouvernementales liées à la pandémie et de la réduction des dépenses de consommation.
- La juste valeur de la participation de la Société dans Affirm Holdings Inc. (« Affirm ») de 6,1 millions \$ au 31 décembre 2022 a donné lieu à une perte latente de réévaluation à la juste valeur de 47,4 millions \$ pour l'exercice clos à cette date.

Depuis le placement initial dans Affirm, effectué le 1^{er} janvier 2021, la Société a comptabilisé des profits réalisés sur la tranche non conditionnelle de la participation et les swaps sur le rendement total connexes de 66,3 millions \$, un profit réalisé sur le swap sur le rendement total lié à la tranche conditionnelle de la participation dans Affirm de 25,4 millions \$ et une perte latente de réévaluation à la juste valeur sur la tranche conditionnelle de la participation dans Affirm de 9,2 millions \$.

Compte tenu de la trésorerie reçue à la vente initiale de PayBright Inc. (« PayBright ») à Affirm, les profits réalisés et latents, montant net, ont totalisé 104,2 millions \$ par rapport à un placement initial de 34 millions \$ réalisé en 2019.

- Le résultat net de la Société pour 2022 s'est chiffré à 140,2 millions \$, soit un résultat net dilué par action de 8,42 \$, respectivement en baisse de 42,8 % et de 42,4 % par rapport à 244,9 millions \$ et 14,62 \$ pour 2021. La baisse du résultat net est principalement attribuable aux coûts ponctuels de développement du siège social, à la radiation ponctuelle d'une immobilisation incorporelle et aux pertes de réévaluation à la juste valeur sur les placements, par rapport à des profits importants de réévaluation à la juste valeur sur les placements en 2021. Si l'on exclut l'incidence des éléments d'ajustement mentionnés à la rubrique « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS », la Société a enregistré un résultat net ajusté¹ et un résultat dilué par action ajusté¹ records de respectivement 192,3 millions \$ et 11,55 \$ pour 2022. Sur cette base, le résultat net ajusté et le résultat dilué par action ajusté ont augmenté respectivement de 10,0 % et de 10,7 %. L'augmentation du résultat net ajusté est essentiellement attribuable aux produits records, contrebalancés en partie par les coûts liés aux volumes de prêts additionnels et les charges financières connexes nécessaires pour soutenir l'expansion du portefeuille de prêts.
- Le rendement des capitaux propres s'est chiffré à 17,6 % pour 2022, comparativement à 36,7 % pour 2021. La baisse du rendement des capitaux propres découle principalement de la baisse du résultat net mentionnée précédemment. Le rendement des capitaux propres ajusté¹ s'est chiffré à 24,2 % pour l'exercice, en baisse par rapport à 26,2 % en 2021. La baisse du rendement des capitaux propres ajusté s'explique principalement par le niveau plus élevé de capitaux propres moyens attribuables à l'augmentation du goodwill moyen et à l'augmentation des immobilisations incorporelles acquises moyennes, par rapport à 2021. Si l'on exclut le goodwill et les immobilisations incorporelles acquises, le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté¹ s'est établi à 36,4 %, en hausse par rapport à 35,3 % en 2021. L'augmentation du rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté s'explique essentiellement par la hausse du résultat net ajusté tiré d'un portefeuille de prêts à la consommation de plus grande taille.
- Compte tenu de l'amélioration des résultats en 2022 et du fait que la Société est persuadée qu'elle continuera de croître et d'avoir accès à du capital, le conseil d'administration a approuvé une hausse de 5,5 % du dividende annuel, qui passe de 3,64 \$ par action à 3,84 \$ par action en 2023.

¹ Le résultat d'exploitation ajusté et le résultat net ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS. La marge d'exploitation ajustée, le résultat dilué par action ajusté, le rendement des capitaux propres ajusté ainsi que le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS et les ratios non conformes aux IFRS ne sont pas définis selon les IFRS, n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, pourraient ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres entités. Voir les descriptions à la rubrique « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS ».

Sommaire des résultats financiers et indicateurs de rendement clés

(en milliers \$, sauf le résultat par action et les pourcentages)	Exercices clos les		Variation \$/pdb	% de variation
	31 décembre 2022	31 décembre 2021		
Sommaire des résultats financiers				
Produits	1 019 336	826 722	192 614	23,3 %
Créances irrécouvrables	272 893	182 084	90 809	49,9 %
Autres charges d'exploitation	332 730	284 749	47 981	16,9 %
BAIIA ¹	351 507	438 921	(87 414)	(19,9)%
Marge du BAIIA ¹	34,5 %	53,1 %	(1 860 pdb)	(35,0)%
Amortissements	81 306	78 886	2 420	3,1 %
Résultat d'exploitation	332 407	281 003	51 404	18,3 %
Marge d'exploitation	32,6 %	34,0 %	(140 pdb)	(4,1)%
Autres (charges) produits	(28 659)	114 876	(143 535)	(124,9)%
Charges financières	107 972	79 025	28 947	36,6 %
Taux d'imposition effectif	28,4 %	22,7 %	570 pdb	25,1 %
Résultat net	140 161	244 943	(104 782)	(42,8)%
Résultat dilué par action	8,42	14,62	(6,20)	(42,4)%
Rendement des actifs	4,8 %	11,5 %	(670 pdb)	(58,3)%
Rendement des capitaux propres	17,6 %	36,7 %	(1 910 pdb)	(52,0)%
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ¹	28,4 %	50,7 %	(2 230 pdb)	(44,0)%
Résultats financiers ajustés^{1, 2}				
Autres charges d'exploitation	342 422	307 931	34 491	11,2 %
Ratio d'efficacité	33,6 %	37,2 %	(360 pdb)	(9,7)%
Résultat d'exploitation	369 362	316 652	52 710	16,6 %
Marge d'exploitation	36,2 %	38,3 %	(210 pdb)	(5,5)%
Résultat net	192 261	174 759	17 502	10,0 %
Résultat dilué par action	11,55	10,43	1,12	10,7 %
Rendement des actifs	6,6 %	8,2 %	(160 pdb)	(19,5)%
Rendement des capitaux propres	24,2 %	26,2 %	(200 pdb)	(7,6)%
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires	36,4 %	35,3 %	110 pdb	3,1 %
Indicateurs de rendement clés				
Résultats financiers par secteur				
Produits d'easyfinancière	869 528	676 351	193 177	28,6 %
Marge d'exploitation d'easyfinancière	45,3 %	48,0 %	(270 pdb)	(5,6)%
Produits d'easyhome	149 808	150 371	(563)	(0,4)%
Marge d'exploitation d'easyhome	23,1 %	24,5 %	(140 pdb)	(5,7)%
Indicateurs du portefeuille				
Prêts à la consommation bruts	2 794 694	2 030 339	764 355	37,6 %
Croissance des prêts à la consommation ³	764 355	783 499	(19 144)	(2,4)%
Prêts bruts octroyés	2 377 606	1 594 480	783 126	49,1 %
Rendement total des prêts à la consommation (y compris les produits accessoires) ¹	37,7 %	42,1 %	(440 pdb)	(10,5)%
Radiations nettes exprimées en pourcentage de la moyenne des prêts à la consommation bruts	9,1 %	8,8 %	30 pdb	3,4 %
Flux de trésorerie disponibles liés aux activités d'exploitation avant la croissance nette des prêts à la consommation bruts ¹	258 474	260 104	(1 630)	(0,6)%
Produits locatifs mensuels potentiels ¹	7 868	8 193	(325)	(4,0)%

¹ Le BAIIA, les autres charges d'exploitation ajustées, le résultat d'exploitation ajusté, le résultat net ajusté et les flux de trésorerie disponibles liés aux activités d'exploitation avant la croissance nette des prêts à la consommation bruts sont des mesures non conformes aux IFRS. La marge du BAIIA, le ratio d'efficacité, la marge d'exploitation ajustée, le résultat dilué par action ajusté, le rendement des capitaux propres ajusté, le rendement des actifs ajusté, le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires comme présenté et le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté, ainsi que le rendement total des prêts à la consommation (y compris les produits accessoires) sont des ratios non conformes aux IFRS. Voir la description dans les rubriques « Analyse du portefeuille », « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS » et « Situation financière ».

² Les éléments d'ajustement sont présentés à la rubrique « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS ».

³ La croissance des prêts à la consommation pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 comprend les prêts bruts de 444,5 millions \$ acquis dans le cadre de l'acquisition de LendCare.

Sommaire des établissements

	Établissements au 31 décembre 2021	Établissements ouverts au cours de l'exercice	Établissements fermés au cours de l'exercice	Conversions	Établissements au 31 décembre 2022
easyfinancière					
Kiosques (en magasin)	5	-	-	(3)	2
Établissements autonomes	286	10	(2)	3	297
Centres d'activités	3	-	-	-	3
Total des établissements d'easyfinancière	294	10	(2)	-	302
easyhome					
Magasins détenus par la Société	124	-	(4)	-	120
Magasins franchisés	34	-	-	-	34
Total des magasins d'easyhome	158	-	(4)	-	154
Siège social					
Bureaux administratifs	1	-	-	-	1
Total du siège social	1	-	-	-	1

Sommaire des résultats financiers par secteur

(en milliers \$, sauf le résultat par action)	Exercice clos le 31 décembre 2022			
	easyfinancière	easyhome	Siège social	Total
Produits				
Produits d'intérêts	668 779	29 371	-	698 150
Produits locatifs	-	103 414	-	103 414
Commissions gagnées	184 013	13 146	-	197 159
Frais et honoraires	16 736	3 877	-	20 613
Charges d'exploitation	869 528	149 808	-	1 019 336
Créances irrécouvrables	261 997	10 896	-	272 893
Autres charges d'exploitation	180 867	61 748	90 115	332 730
Amortissements	32 668	42 586	6 052	81 306
	475 532	115 230	96 167	686 929
Résultat d'exploitation	393 996	34 578	(96 167)	332 407
Autres pertes				(28 659)
Charges financières				(107 972)
Résultat avant impôts sur le résultat				195 776
Impôts sur le résultat				55 615
Résultat net				140 161
Résultat dilué par action				8,42

(en milliers \$, sauf le résultat par action)	Exercice clos le 31 décembre 2021			
	easyfinancière	easyhome	Siège social	Total
Produits				
Produits d'intérêts	512 810	22 828	-	535 638
Produits locatifs	-	112 371	-	112 371
Commissions gagnées	152 485	11 249	-	163 734
Frais et honoraires	11 056	3 923	-	14 979
Charges d'exploitation	676 351	150 371	-	826 722
Créances irrécouvrables	174 936	7 148	-	182 084
Autres charges d'exploitation	148 445	61 558	74 746	284 749
Amortissements	28 219	44 804	5 863	78 886
	351 600	113 510	80 609	545 719
Résultat d'exploitation	324 751	36 861	(80 609)	281 003
Autres produits				114 876
Charges financières				(79 025)
Résultat avant impôts sur le résultat				316 854
Impôts sur le résultat				71 911
Résultat net				244 943
Résultat dilué par action				14,62

Rendement du portefeuille

Prêts à la consommation

Le portefeuille de prêts à la consommation bruts est passé de 2,03 milliards \$ au 31 décembre 2021 à 2,79 milliards \$ au 31 décembre 2022, en hausse de 764,4 millions \$ ou 37,6 %. Les prêts octroyés pour l'exercice se sont chiffrés à 2,38 milliards \$, en hausse de 49,1 % par rapport à 2021. L'augmentation des prêts à la consommation est attribuable à la forte demande pour la gamme de produits et les canaux d'acquisition de la Société, notamment les prêts non garantis, les prêts sur valeur domiciliaire, le financement dans les catégories des sports motorisés et de l'automobile ainsi que les activités de vente croisée pour l'ensemble de sa clientèle.

Le rendement total annualisé, y compris les intérêts sur les prêts, les honoraires et les produits accessoires, réalisé par la Société sur les prêts à la consommation moyens a été de 37,7 % pour l'exercice considéré, une baisse de 440 pdb par rapport à 2021. La baisse du rendement total annualisé est attribuable à : i) la croissance interne de certains produits dont les taux d'intérêt sur les prêts sont plus faibles, notamment les prêts sur valeur domiciliaire, le financement dans la catégorie de l'automobile, le financement au point de vente dans la catégorie des sports motorisés, de la rénovation domiciliaire, des soins de santé et du commerce de détail; ii) l'intensification des activités de prêt dans la province du Québec, où les taux d'intérêt sur les prêts sont plus bas; iii) une plus forte proportion de prêts à des montants plus élevés, ce qui a réduit le prix de certains produits accessoires; iv) une légère réduction des taux de pénétration des produits accessoires et v) la stratégie de la Société visant à récompenser les emprunteurs qui effectuent leurs paiements à temps en réduisant progressivement le taux d'intérêt appliqué.

Les créances irrécouvrables se sont élevées à 272,9 millions \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, comparativement à 182,1 millions \$ en 2021, en hausse de 90,8 millions \$ ou 49,9 %. Le tableau suivant présente les composantes des créances irrécouvrables.

(en milliers \$)	Exercices clos les	
	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Provisions établies en raison des radiations nettes	219 614	147 998
Incidence de la croissance du portefeuille de prêts	53 617	24 739
Provision pour pertes sur prêts au jour 1 liée aux prêts acquis de LendCare	-	14 252
Incidence de la variation du taux de provision au cours de l'exercice	(338)	(4 905)
Variation nette de la provision pour pertes de crédit	53 279	34 086
Créances irrécouvrables	272 893	182 084

L'augmentation de 90,8 millions \$ des créances irrécouvrables est attribuable aux facteurs suivants :

- Les radiations nettes sont passées de 148,0 millions \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 à 219,6 millions \$ pour l'exercice considéré, en hausse de 71,6 millions \$. Les radiations nettes pour l'exercice, en pourcentage des prêts à la consommation bruts moyens, se sont établies à 9,1 %, en hausse par rapport à 8,8 % en 2021. L'augmentation des radiations nettes reflète l'avantage tiré des mesures de soutien gouvernementales liées à la pandémie et la réduction des dépenses de consommation observée en 2021. Les radiations nettes de la Société ont été conformes à la fourchette visée de 8,5 % à 10,5 % pour 2022.
- L'acquisition de LendCare le 30 avril 2021 a entraîné une hausse de 14,3 millions \$ de la provision pour créances irrécouvrables en raison du portefeuille de prêts acquis de 444,5 millions \$. Si l'on exclut le portefeuille de prêts acquis, le portefeuille de prêts de la Société a augmenté de 339,0 millions \$ en 2021, compte tenu des octrois de prêts de LendCare pour huit mois. La croissance du portefeuille de prêts en 2021 a entraîné un provisionnement de 24,7 millions \$. En 2022, la croissance du portefeuille de prêts de 764,4 millions \$ a entraîné un provisionnement additionnel de 53,6 millions \$.
- L'incidence des variations du taux de provision pour l'exercice a entraîné une baisse des créances irrécouvrables de 0,3 million \$, comparativement à une baisse de 4,9 millions \$ en 2021. Pour l'exercice, le taux de provision a diminué, passant de 7,87 % à 7,62 %, en raison surtout de l'amélioration continue de la composition des produits et du crédit du portefeuille de prêts.

Portefeuille de contrats de location d'easyhome

Au 31 décembre 2022, le portefeuille de contrats de location, évalué selon les produits locatifs mensuels potentiels, se chiffrait à 7,9 millions \$, en baisse par rapport à 8,2 millions \$ au 31 décembre 2021. Les activités de location d'easyhome sont des activités bien établies dont le volume de ventes a ralenti progressivement à long terme, alors que les consommateurs ont opté pour d'autres formes de financement d'achats d'articles ménagers courants.

Produits

Les produits pour l'exercice se sont chiffrés à 1,02 milliard \$, en hausse de 192,6 millions \$ ou 23,3 % par rapport à 2021. La hausse des produits s'explique principalement par la croissance interne record du portefeuille de prêts à la consommation de la Société.

easyfinancière – Les produits en 2022 se sont chiffrés à 869,5 millions \$, une hausse de 193,2 millions \$ ou 28,6 % par rapport à 2021. Les composantes de la hausse des produits comprennent :

- i) la hausse des produits d'intérêts de 156,0 millions \$, ou 30,4 %, attribuable à la croissance de 37,6 % du portefeuille de prêts, qui comprend la hausse des prêts non garantis, des prêts sur valeur domiciliaire, du financement dans les catégories des sports motorisés et de l'automobile, du financement au point de vente et des activités de vente croisée pour l'ensemble de la clientèle de la Société, le tout contrebalancé en partie par une baisse des rendements en intérêt;
- ii) l'augmentation de 31,5 millions \$, ou 20,7 %, des commissions gagnées sur les ventes de produits et de services accessoires attribuable à la croissance du portefeuille de prêts à la consommation et à la baisse des coûts des réclamations dans le cadre du programme de protection d'assurance prêt de la Société;
- iii) l'augmentation de 5,7 millions \$ des frais et honoraires.

easyhome – Les produits pour 2022 se sont chiffrés à 149,8 millions \$, une baisse de 0,6 million \$, ou 0,4 %, par rapport à 2021. Les produits provenant des prêts octroyés dans les magasins d'easyhome ont augmenté de 9,0 millions \$ par rapport à 2021. Les produits locatifs traditionnels ont diminué de 9,6 millions \$ par rapport à 2021. Les composantes de la hausse des produits comprennent :

- i) l'augmentation de 6,5 millions \$ des produits d'intérêts attribuable à la croissance du portefeuille de prêts à la consommation provenant des activités d'easyhome;
- ii) la diminution de 9,0 millions \$ des produits locatifs en raison d'un portefeuille de contrats de location plus petit;
- iii) l'augmentation de 1,9 million \$ des commissions gagnées sur la vente de produits accessoires, attribuable principalement à l'augmentation des produits tirés du programme de protection d'assurance prêt de la Société;
- iv) le maintien des frais et honoraires à un niveau relativement stable par rapport à 2021.

Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation pour l'exercice se sont élevées à 332,7 millions \$, en hausse de 48,0 millions \$, ou 16,9 %, par rapport à 2021. L'augmentation des autres charges d'exploitation est principalement attribuable à la radiation d'une immobilisation incorporelle, contrebalancée en partie par les coûts de transaction et d'intégration ponctuels liés à l'acquisition de LendCare engagés en 2021.

easyfinancière – Les autres charges d'exploitation se sont élevées à 180,9 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 32,4 millions \$, ou 21,8 %, par rapport à 2021. L'augmentation des autres charges d'exploitation s'explique par l'augmentation des coûts liés au volume de prêts additionnels ainsi qu'à l'exploitation et à la gestion de l'expansion du portefeuille de prêts et par l'augmentation des dépenses de publicité et de marketing pour accroître la notoriété de la marque et soutenir la croissance de l'octroi de prêts. Le nombre d'établissements d'easyfinancière a augmenté, passant de 294 établissements au 31 décembre 2021 à 302 au 31 décembre 2022.

easyhome – Les autres charges d'exploitation se sont élevées à 61,7 millions \$ pour l'exercice, ce qui est relativement stable par rapport à 2021.

Siège social – Le total des charges d’exploitation avant amortissements s’est élevé à 90,1 millions \$ pour l’exercice clos le 31 décembre 2022, en hausse de 15,4 millions \$, ou 20,6 %, par rapport à 2021. La hausse est principalement attribuable à la radiation ponctuelle d’une immobilisation incorporelle, aux coûts ponctuels de développement du siège social engagés au premier trimestre de 2022 et à la hausse des coûts des technologies, le tout contrebalancé en partie par les coûts de transaction et d’intégration ponctuels liés à l’acquisition de LendCare engagés en 2021. Si l’on exclut l’incidence des éléments d’ajustement mentionnés à la rubrique « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS », les charges du siège social avant amortissements ont représenté 6,5 % des produits en 2022, contre 7,5 % des produits en 2021.

Amortissements

La dotation aux amortissements pour l’exercice s’est chiffrée à 81,3 millions \$, une hausse de 2,4 millions \$, ou 3,1 %, par rapport à 2021, principalement attribuable aux immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l’acquisition de LendCare, dont l’amortissement a été plus élevé. Globalement, la dotation aux amortissements a représenté 8,0 % des produits pour 2022, une baisse par rapport à 9,5 % pour 2021.

easyfinancière – La dotation aux amortissements s’est élevée à 32,7 millions \$ pour l’exercice, en hausse de 4,4 millions \$, ou 15,8 %, par rapport à 2021. La hausse est principalement attribuable à l’augmentation de l’amortissement des actifs au titre de droits d’utilisation, en raison surtout des nouveaux contrats de location visant des locaux de détail conclus au cours de l’exercice, et à l’augmentation de l’amortissement des immobilisations incorporelles attribuable à l’acquisition de LendCare.

easyhome – La dotation aux amortissements s’est élevée à 42,6 millions \$ pour l’exercice, en baisse de 2,2 millions \$, ou 5,0 %, par rapport à 2021, en raison surtout de la diminution du portefeuille de biens loués.

Siège social – La dotation aux amortissements s’est élevée à 6,1 millions \$ pour 2022, ce qui est relativement stable par rapport à 2021.

Résultat d’exploitation (résultat avant charges financières et impôts sur le résultat)

Le résultat d’exploitation pour l’exercice s’est élevé à 332,4 millions \$, une hausse de 51,4 millions \$, ou 18,3 %, par rapport à 2021. La marge d’exploitation de la Société pour l’exercice a été de 32,6 %, en baisse par rapport à 34,0 % en 2021. Si l’on exclut l’incidence des éléments d’ajustement mentionnés à la rubrique « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS », le résultat d’exploitation ajusté de la Société s’est chiffré à 369,4 millions \$, en hausse de 52,7 millions \$, ou 16,6 %, par rapport à 2021. La marge d’exploitation ajustée de la Société pour l’exercice a été de 36,2 %, en baisse par rapport à 38,3 % pour 2021. La baisse de la marge d’exploitation est attribuable principalement à une provision pour pertes de crédit plus élevée découlant de la croissance des prêts record observée au cours de l’exercice et à l’augmentation des radiations nettes par rapport à l’exercice précédent, alors que l’on avait profité des mesures de soutien gouvernementales liées à la pandémie et de la réduction des dépenses de consommation.

easyfinancière – Le résultat d’exploitation s’est chiffré à 394,0 millions \$ pour l’exercice, en hausse de 69,2 millions \$, ou 21,3 %, par rapport à 2021. L’amélioration du résultat d’exploitation est attribuable à la croissance interne constante du portefeuille de prêts de la Société. Par conséquent, les produits d’easyfinancière ont augmenté de 193,2 millions \$, ce qui a été contrebalancé en partie par une augmentation de 87,1 millions \$ de la charge au titre des créances irrécouvrables et des dépenses supplémentaires de 36,9 millions \$ visant à soutenir la croissance du nombre de clients et à améliorer l’offre de produits. La marge d’exploitation d’easyfinancière pour l’exercice a été de 45,3 %, contre 48,0 % en 2021. La diminution de la marge d’exploitation est attribuable principalement à une provision pour pertes de crédit plus élevée découlant de la croissance des prêts record observée au cours de l’exercice et à l’augmentation des radiations nettes par rapport à l’exercice précédent, alors que l’on avait profité des mesures de soutien gouvernementales liées à la pandémie et de la réduction des dépenses de consommation.

easyhome – Le résultat d’exploitation s’est chiffré à 34,6 millions \$ pour l’exercice, en baisse de 2,3 millions \$, ou 6,2 %, par rapport à 2021. La diminution est attribuable principalement à la baisse des produits locatifs en raison de la diminution de la taille du portefeuille de contrats de location et aux coûts liés au volume de prêts additionnels ainsi qu’à l’exploitation et à la gestion de l’expansion du portefeuille de prêts d’*easyhome*, le tout contrebalancé en partie par la hausse des produits provenant des prêts octroyés en raison de la croissance du portefeuille de prêts à la consommation. La marge d’exploitation d’*easyhome* pour l’exercice s’est établie à 23,1 %, en légère baisse par rapport à 24,5 % en 2021.

Autres produits

La Société a comptabilisé des pertes de placement de 28,7 millions \$ pour l’exercice, principalement attribuables aux pertes nettes de réévaluation à la juste valeur sur la participation de la Société dans Affirm et sur le swap sur le rendement total connexe, comparativement à des profits de réévaluation à la juste valeur de 114,9 millions \$ pour 2021.

Charges financières

Les charges financières pour l’exercice se sont élevées à 108,0 millions \$, en hausse de 28,9 millions \$ par rapport à 2021. Cette hausse est principalement attribuable à l’augmentation des niveaux d’endettement pour financer la croissance des activités de prêt de la Société et à la hausse des coûts d’emprunt. La dette de la Société au 31 décembre 2022 portait intérêt au taux combiné moyen de 5,2 %, en hausse par rapport à 4,9 % au 31 décembre 2021.

Charge d’impôts sur le résultat

Le taux d’imposition effectif pour l’exercice a été de 28,4 %, une hausse par rapport à 22,7 % en 2021. La hausse est principalement attribuable aux pertes de réévaluation à la juste valeur sur les placements, comparativement à d’importants profits de réévaluation à la juste valeur sur les placements en 2021, dont le taux d’imposition effectif sur les gains en capital est plus faible.

Résultat net et résultat dilué par action

Le résultat net de la Société pour l’exercice s’est chiffré à 140,2 millions \$, soit un résultat net dilué par action de 8,42 \$, respectivement en baisse de 42,8 % et de 42,4 % par rapport à 244,9 millions \$ et 14,62 \$ pour 2021. La baisse du résultat net est principalement attribuable aux coûts ponctuels de développement du siège social, à la radiation ponctuelle d’une immobilisation incorporelle et aux pertes de réévaluation à la juste valeur sur les placements, comparativement à des profits importants de réévaluation à la juste valeur sur les placements en 2021. Si l’on exclut l’incidence des éléments d’ajustement mentionnés à la rubrique « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS », la Société a enregistré un résultat net ajusté et un résultat dilué par action ajusté records respectivement de 192,3 millions \$ et 11,55 \$ pour 2022, en hausse respectivement de 10,0 % et 10,7 % par rapport à 2021. L’augmentation du résultat net ajusté est essentiellement attribuable aux produits records, contrebalancés en partie par l’augmentation des coûts liés aux volumes de prêts additionnels et les charges financières connexes nécessaires pour soutenir l’expansion du portefeuille de prêts.

Principales informations financières annuelles

(en milliers \$, sauf les pourcentages et les montants par action)	2022 ³	2021 ³	2020	2019	2018
Prêts à la consommation bruts	2 794 694	2 030 339	1 246 840	1 110 633	833 779
Produits	1 019 336	826 722	652 922	609 383	506 191
Résultat net	140 161	244 943	136 505	64 349	53 124
Résultat net ajusté ¹	192 261	174 759	117 646	80 315	53 124
Rendement des actifs	4,8 %	11,5 %	9,8 %	5,5 %	6,1 %
Rendement des actifs ajusté ¹	6,6 %	8,2 %	8,5 %	6,8 %	6,1 %
Rendement des capitaux propres	17,6 %	36,7 %	36,1 %	20,2 %	21,8 %
Rendement des capitaux propres ajusté ¹	24,2 %	26,2 %	31,1 %	25,3 %	21,8 %
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ^{1, 2}	28,4 %	50,7 %	38,3 %	-	-
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté ^{1, 2}	36,4 %	35,3 %	33,0 %	-	-
Résultat net en pourcentage des	13,8 %	29,6 %	20,9 %	10,6 %	10,5 %
Résultat net ajusté en pourcentage des produits ¹	18,9 %	21,1 %	18,0 %	13,2 %	10,5 %
Dividendes sur actions ordinaires déclarés	58,3	42,3	26,1	17,9	12,5
Dividendes en trésorerie par action ordinaire déclarés	3,64	2,64	1,80	1,24	0,90
Résultat par action					
De base	8,61	15,12	9,21	4,40	3,78
Dilué	8,42	14,62	8,76	4,17	3,56
Dilué ajusté ¹	11,55	10,43	7,57	5,17	3,56

¹ Le résultat d'exploitation ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Le résultat dilué par action ajusté, le rendement des capitaux propres ajusté, le rendement des actifs ajusté et le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires comme présenté et le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté sont des ratios non conformes aux IFRS. Voir les descriptions à la rubrique « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS ». Se reporter à la rubrique « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS » du rapport de gestion du 31 décembre 2021, du rapport de gestion du 31 décembre 2020, du rapport de gestion du 31 décembre 2019 et du rapport de gestion du 31 décembre 2018. Ces rapports de gestion sont accessibles à l'adresse www.sedar.com.

² Les mesures financières comparables du rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires comme présenté et ajusté pour les exercices 2018 et 2019 n'ont pas été publiées.

³ Les principales informations financières annuelles présentées ci-dessus pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2022 incluent l'information financière de LendCare.

Les principales mesures financières des cinq derniers exercices sont présentées dans le tableau précédent et comprennent les prêts à la consommation bruts, les produits, le résultat net, le résultat par action, le rendement des actifs, le rendement des capitaux propres, le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires et le résultat net en pourcentage des produits pour cette période. L'augmentation des produits pour cette période est principalement attribuable à une croissance des prêts à la consommation bruts. L'augmentation des produits, en partie contrebalancée par l'augmentation des créances irrécouvrables et des charges financières, a contribué à la hausse du résultat net ajusté et du résultat dilué par action ajusté de la Société. L'accroissement des activités a aussi contribué à une hausse du résultat net ajusté en pourcentage des produits pour les exercices précédents, ce qui s'est traduit par une baisse pour l'exercice considéré en raison surtout d'une modification de la composition des produits en faveur d'une proportion plus élevée de prêts garantis, qui portent intérêt à des taux moins élevés. Enfin, le rendement des actifs ajusté, le rendement des capitaux propres ajusté et le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a généralement été en hausse pour les exercices précédents, en raison de la hausse du résultat réalisé par la Société. Le rendement des actifs ajusté et le rendement des capitaux propres ajusté ont baissé au cours des deux derniers exercices, en raison de la modification de la composition des produits mentionnée précédemment et de l'augmentation des actifs et des capitaux propres liée à l'acquisition de LendCare en 2021.

Actifs et passifs

(en milliers \$)	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021	Au 31 décembre 2020	Au 31 décembre 2019	Au 31 décembre 2018
Total de l'actif	3 302 889	2 596 153	1 501 916	1 318 622	1 055 676
Prêts à la consommation, montant net	2 627 357	1 899 631	1 152 378	1 040 552	782 864
Trésorerie	62 654	102 479	93 053	46 341	100 188
Total du passif	2 433 201	1 806 240	1 058 404	986 201	754 147
Facilité de crédit renouvelable	148 646	-	198 339	112 563	-
Emprunts garantis	105 792	173 959	-	-	-
Facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation	805 825	292 814	-	-	-
Billets à payer	1 168 997	1 085 906	689 410	701 549	650 481
Déventures convertibles	-	-	-	40 656	40 581

L'augmentation du total de l'actif est principalement attribuable à la croissance interne du portefeuille de prêts à la consommation de la Société et à l'acquisition de LendCare en 2021.

La Société finance la croissance de ses prêts à la consommation au moyen d'emprunts, d'actions ordinaires et des résultats non distribués. En 2018, la Société a émis une tranche des billets de premier rang non garantis à 7,875 % venant à échéance le 1^{er} novembre 2022 (« billets de 2022 ») d'un montant de 150 millions \$ US et relevé le plafond d'emprunt sur sa ligne de crédit renouvelable pour le faire passer à 174,5 millions \$. En 2019, la Société a émis des billets de premier rang non garantis à 5,375 % d'un montant de 550 millions \$ US venant à échéance le 1^{er} décembre 2024 (« billets de 2024 »), remboursé les billets de 2022 et relevé le plafond d'emprunt sur sa ligne de crédit renouvelable pour le faire passer à 310 millions \$. En 2020, la Société a racheté toutes les déventures non converties au 31 juillet 2020 et a établi la facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation I de 200 millions \$. En 2021, la Société a augmenté la facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation I pour la faire passer à 600 millions \$, a acquis des facilités d'emprunt garanties dans le cadre de l'acquisition de LendCare et a émis des billets de premier rang non garantis à 4,375 % d'un montant de 320 millions \$ US venant à échéance le 1^{er} mai 2026 (« billets de 2026 »). En 2022, la Société a augmenté encore plus sa facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation I, la faisant passer à 1,40 milliard \$, et la Société a modifié son entente de facilité de crédit

renouvelable de façon à réduire le montant maximal pouvant être emprunté, qui est passé de 310 millions \$ à 270 millions \$, et à repousser l'échéance au 27 janvier 2025. Le 16 décembre 2022, la Société a établi une facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation II de 200 millions \$. Les facilités de crédit de la Société sont décrites dans les notes des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

À la fin de 2022, le ratio de dette nette (déduction faite des fonds excédentaires en caisse) sur la capitalisation nette de la Société s'élevait à 71 %; un niveau qui est prudent comparativement à celui de plusieurs de ses pairs et qui est conforme à la cible d'environ 70 %.

Analyse des résultats pour le trimestre clos le 31 décembre 2022

Faits saillants du quatrième trimestre

- La Société a comptabilisé des produits records de 273,3 millions \$ pour les trois mois clos le 31 décembre 2022, une hausse de 38,9 millions \$, ou 16,6 %, par rapport à la période correspondante de 2021. La hausse s'explique principalement par la croissance interne record du portefeuille de prêts à la consommation.
- Le portefeuille de prêts à la consommation bruts est passé de 2,03 milliards \$ au 31 décembre 2021 à 2,79 milliards \$ au 31 décembre 2022, en hausse de 764,4 millions \$ ou 37,6 %. L'augmentation des prêts à la consommation est attribuable à la forte demande pour la gamme de produits et les canaux d'acquisition de la Société, notamment les prêts non garantis, les prêts sur valeur domiciliaire, ainsi que le financement dans les catégories des sports motorisés et de l'automobile.
- Les radiations nettes pour les trois mois clos le 31 décembre 2022, en pourcentage annualisé des prêts à la consommation bruts moyens, se sont établies à 9,0 %, en baisse de 60 pdb par rapport à 9,6 % pour la période correspondante de 2021. La diminution du taux de radiation net reflète l'amélioration de la composition des produits et du crédit du portefeuille de prêts ainsi que les améliorations apportées au modèle de crédit et les ajustements à la souscription au cours des dernières périodes, afin de relever la qualité du crédit à long terme du portefeuille de prêts. Les radiations nettes de la Société ont été conformes à la fourchette visée de 8,5 % à 10,5 % pour 2022.
- Pour les trois mois clos le 31 décembre 2022, la variation nette de la provision pour pertes de crédit a augmenté de 16,7 millions \$, principalement en raison de la croissance du portefeuille de prêts par rapport à la période correspondante de 2021. Le taux de provision pour les trois mois clos le 31 décembre 2022 a diminué pour s'établir à 7,62 %, contre 7,87 % à la période correspondante de 2021, ce qui s'explique principalement par l'amélioration continue de la composition des produits et du crédit du portefeuille de prêts.
- Pour les trois mois clos le 31 décembre 2022, le secteur à présenter easyfinancière a enregistré un résultat d'exploitation de 106,3 millions \$, une hausse de 18,6 millions \$, ou 21,3 %, par rapport à la période correspondante de 2021. L'amélioration du résultat d'exploitation est attribuable à la croissance interne constante du portefeuille de prêts de la Société. Les produits d'easyfinancière ont augmenté de 39,9 millions \$, ce qui a été contrebalancé en partie par une augmentation de 19,2 millions \$ de la charge au titre des créances irrécouvrables et une augmentation de 2,1 millions \$ des autres charges d'exploitation afin de soutenir la croissance du nombre de clients et d'accroître l'offre de produits. La marge d'exploitation d'easyfinancière pour le trimestre a été de 45,1 %, contre 44,7 % pour la période correspondante de 2021. L'amélioration de la marge d'exploitation s'explique principalement par l'augmentation des produits et la baisse des créances irrécouvrables en raison de l'amélioration continue de la composition des produits et du crédit du portefeuille de prêts.

- Pour les trois mois clos le 31 décembre 2022, le secteur à présenter easyhome a enregistré un résultat d'exploitation de 8,7 millions \$, ce qui est relativement stable par rapport à la période correspondante de 2021, en hausse de 0,2 million \$ ou 2,8 %. La hausse est attribuable principalement à la hausse des produits provenant des prêts octroyés, contrebalancée en partie par la diminution de la taille du portefeuille de prêts. La marge d'exploitation a été de 23,2 % pour les trois mois clos le 31 décembre 2022, en hausse par rapport à 22,0 % pour la période correspondante de 2021.
- La Société a enregistré un résultat d'exploitation total de 75,9 millions \$ pour les trois mois clos le 31 décembre 2022, une baisse de 3,7 millions \$, ou 4,7 %, par rapport à la période correspondante de 2021. La marge d'exploitation de la Société pour le trimestre a été de 27,8 %, en baisse par rapport à 34,0 % pour la période correspondante de 2021. Pour les trois mois clos le 31 décembre 2022, la Société a enregistré des éléments d'ajustement hors du cours normal des activités commerciales, d'un montant important et d'une grande portée, ce qui, selon la direction, ne reflète pas le rendement sous-jacent des activités de la Société. Ces éléments d'ajustement comprennent les coûts d'intégration liés à l'acquisition de LendCare, l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises de LendCare et la radiation ponctuelle d'une immobilisation incorporelle. Ces éléments d'ajustement sont présentés à la rubrique « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS ». Compte non tenu de l'incidence des éléments d'ajustement, le résultat d'exploitation ajusté comme présenté¹ de la Société pour les trois mois clos le 31 décembre 2022 a atteint un niveau record de 99,7 millions \$, en hausse de 13,4 millions \$, ou 15,5 %, par rapport à la période correspondante de 2021. L'augmentation du résultat d'exploitation ajusté est attribuable principalement à la hausse des produits tirés d'un portefeuille de prêts à la consommation de plus grande taille pour la période, contrebalancée en partie par la hausse des charges d'exploitation. La marge d'exploitation ajustée¹ de la Société pour le trimestre a été de 36,5 %, en baisse par rapport à 36,8 % pour la période correspondante de 2021. La diminution de la marge d'exploitation est attribuable principalement à une hausse des radiations nettes et à une provision pour pertes de crédit plus élevée découlant de la croissance des prêts record observée au cours du trimestre par rapport à la période correspondante de 2021.
- La juste valeur de la participation de la Société dans Affirm, qui s'établissait à 6,1 millions \$ au 31 décembre 2022, a donné lieu à une perte latente de réévaluation à la juste valeur de 6,0 millions \$ pour les trois mois clos à cette date.
- Les trois mois clos le 31 décembre 2022 ont constitué le 86^e trimestre d'affilée où la Société présente un résultat net et un résultat dilué par action positifs. Le résultat net de la Société pour les trois mois clos le 31 décembre 2022 s'est chiffré à 28,6 millions \$, soit un résultat net dilué par action de 1,71 \$, respectivement en baisse de 42,8 % et de 41,0 % par rapport à 50,0 millions \$ et 2,90 \$ pour la période correspondante de 2021. La baisse du résultat net est principalement attribuable à la radiation ponctuelle d'une immobilisation incorporelle et aux pertes de réévaluation à la juste valeur sur les placements, comparativement à des profits de réévaluation à la juste valeur sur les placements pour les trois mois clos le 31 décembre 2021. Si l'on exclut l'incidence des éléments d'ajustement mentionnés à la rubrique « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS », le résultat net ajusté¹ et le résultat dilué par action ajusté¹ de goeasy ont atteint un niveau record de respectivement 51,0 millions \$ et 3,05 \$ pour les trois mois clos le 31 décembre 2022. Le résultat net ajusté et le résultat dilué par action ajusté ont augmenté respectivement de 7,1 % et 10,5 % par rapport à la période correspondante de 2021. L'augmentation du résultat net ajusté est essentiellement attribuable aux produits records, contrebalancés en partie par l'augmentation des coûts liés aux volumes de prêts additionnels et les charges financières connexes nécessaires pour soutenir l'expansion du portefeuille de prêts.
- Le rendement des capitaux propres s'est établi à 13,8 % pour les trois mois clos le 31 décembre 2022, en baisse par rapport à 25,0 % pour la période correspondante de 2021. La baisse du rendement des capitaux propres découle principalement de la baisse du résultat net mentionnée précédemment. Le rendement des capitaux propres ajusté¹ pour les trois mois clos le 31 décembre 2022 s'est établi à 24,6 %, en hausse par rapport à 23,9 % pour la période correspondante de 2021. L'augmentation du rendement des capitaux propres ajusté est essentiellement attribuable à la hausse du résultat net ajusté tiré du portefeuille de prêts à la consommation de plus grande taille.

- Le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires¹ s'est établi à 21,8 % pour les trois mois clos le 31 décembre 2022, en baisse par rapport à 39,8 % pour la période correspondante de 2021. Le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté¹ pour les trois mois clos le 31 décembre 2022 s'est chiffré à 35,9 %, en baisse par rapport à 36,2 % pour la période correspondante de 2021. Cette légère baisse s'explique par le niveau plus élevé de capitaux propres corporels attribuable au placement d'actions par voie de prise ferme de 57,9 millions \$, en partie contrebalancé par l'augmentation du résultat net ajusté tiré d'un portefeuille de prêts à la consommation de plus grande taille.

¹ Le résultat d'exploitation ajusté et le résultat net ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS. La marge d'exploitation ajustée, le résultat dilué par action ajusté, le rendement des capitaux propres ajusté ainsi que le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires comme présenté et le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS et les ratios non conformes aux IFRS ne sont pas définis selon les IFRS, n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, pourraient ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres entités. Voir les descriptions à la rubrique « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS ».

Sommaire des résultats financiers et indicateurs de rendement clés

(en milliers \$, sauf le résultat par action et les pourcentages)	Trois mois clos les		Variation \$/pdb	% de variation
	31 décembre 2022	31 décembre 2021		
Sommaire des résultats financiers				
Produits	273 326	234 430	38 896	16,6 %
Créances irrécouvrables	78 257	58 640	19 617	33,5 %
Autres charges d'exploitation	99 943	74 496	25 447	34,2 %
BAIIA ¹	81 001	100 508	(19 507)	(19,4) %
Marge du BAIIA ¹	29,6 %	42,9 %	(1 330 pdb)	(31,0) %
Amortissements	19 245	21 665	(2 420)	(11,2) %
Résultat d'exploitation	75 881	79 629	(3 748)	(4,7) %
Marge d'exploitation	27,8 %	34,0 %	(620 pdb)	(18,2) %
Autres (charges) produits	(5 609)	8 371	(13 980)	(167,0) %
Charges financières	31 551	22 281	9 270	41,6 %
Taux d'imposition effectif	26,2 %	24,0 %	220 pdb	9,2 %
Résultat net	28 576	49 961	(21 385)	(42,8) %
Résultat dilué par action	1,71	2,90	(1,19)	(41,0) %
Rendement des actifs	3,6 %	7,9 %	(430 pdb)	(54,4) %
Rendement des capitaux propres	13,8 %	25,0 %	(1 120 pdb)	(44,8) %
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ¹	21,8 %	39,8 %	(1 800 pdb)	(45,2) %
Résultats financiers ajustés^{1, 2}				
Autres charges d'exploitation	87 877	80 206	7 671	9,6 %
Ratio d'efficacité	32,2 %	34,2 %	(200 pdb)	(5,8) %
Résultat d'exploitation	99 738	86 353	13 385	15,5 %
Marge d'exploitation	36,5 %	36,8 %	(30 pdb)	(0,8) %
Résultat net	51 026	47 644	3 382	7,1 %
Résultat dilué par action	3,05	2,76	0,29	10,5 %
Rendement des actifs	6,3 %	7,5 %	(120 pdb)	(16,0) %
Rendement des capitaux propres	24,6 %	23,9 %	70 pdb	2,9 %
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires	35,9 %	36,2 %	(30 pdb)	(0,8) %
Indicateurs de rendement clés				
<u>Résultats financiers par secteur</u>				
Produits d'easyfinancière	235 886	196 015	39 871	20,3 %
Marge d'exploitation d'easyfinancière	45,1 %	44,7 %	40 pdb	0,9 %
Produits d'easyhome	37 440	38 415	(975)	(2,5) %
Marge d'exploitation d'easyhome	23,2 %	22,0 %	120 pdb	5,5 %
<u>Indicateurs du portefeuille</u>				
Prêts à la consommation bruts	2 794 694	2 030 339	764 355	37,6 %
Croissance des prêts à la consommation	206 038	133 623	72 415	54,2 %
Prêts bruts octroyés	632 355	506 853	125 502	24,8 %
Rendement total des prêts à la consommation (y compris les produits accessoires) ¹	36,2 %	41,4 %	(520 pdb)	(12,6) %
Radiations nettes exprimées en pourcentage de la moyenne des prêts à la consommation bruts	9,0 %	9,6 %	(60 pdb)	(6,3) %
Flux de trésorerie disponibles liés aux activités d'exploitation avant la croissance nette des prêts à la consommation bruts ¹	66 040	59 452	6 588	11,1 %
Produits locatifs mensuels potentiels ¹	7 868	8 193	(325)	(4,0) %

¹ Le BAIIA, les autres charges d'exploitation ajustées, le résultat d'exploitation ajusté, le résultat net ajusté et les flux de trésorerie disponibles liés aux activités d'exploitation avant la croissance nette des prêts à la consommation bruts sont des mesures non conformes aux IFRS. La marge du BAIIA, le ratio d'efficacité, la marge d'exploitation ajustée, le résultat dilué par action ajusté, le rendement des capitaux propres ajusté, le rendement des actifs ajusté, le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires comme présenté et le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté, ainsi que le rendement total des prêts à la consommation (y compris les produits accessoires) sont des ratios non conformes aux IFRS. Voir la description dans les rubriques « Analyse du portefeuille », « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS » et « Situation financière ».

² Les éléments d'ajustement sont présentés à la rubrique « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS ».

Sommaire des établissements

	Établissements au 30 septembre 2022	Établissements ouverts au cours de la période	Établissements fermés au cours de la période	Conversions	Établissements au 31 décembre 2022
easyfinancière					
Kiosques (en magasin)	3	-	-	(1)	2
Établissements autonomes	295	2	(1)	1	297
Centres d'activités	3	-	-	-	3
Total des établissements	301	2	(1)	-	302
easyhome					
Magasins détenus par la Société	120	-	-	-	120
Magasins franchisés	34	-	-	-	34
Total des magasins d'easyhome	154	-	-	-	154
Siège social					
Bureaux administratifs	1	-	-	-	1
Total du siège social	1	-	-	-	1

Sommaire des résultats financiers par secteur à présenter

(en milliers \$, sauf le résultat par action)	Trois mois clos le 31 décembre 2022			
	easyfinancière	easyhome	Siège social	Total
Produits				
Produits d'intérêts	183 345	7 975	-	191 320
Produits locatifs	-	25 219	-	25 219
Commissions gagnées	48 023	3 366	-	51 389
Frais et honoraires	4 518	880	-	5 398
Charges d'exploitation	235 886	37 440	-	273 326
Créances irrécouvrables	75 224	3 033	-	78 257
Autres charges d'exploitation	47 539	14 948	37 456	99 943
Amortissements	6 846	10 772	1 627	19 245
	129 609	28 753	39 083	197 445
Résultat d'exploitation	106 277	8 687	(39 083)	75 881
Autres pertes				(5 609)
Charges financières				(31 551)
Résultat avant impôts sur le résultat				38 721
Impôts sur le résultat				10 145
Résultat net				28 576
Résultat dilué par action				1,71

(en milliers \$, sauf le résultat par action)	Trois mois clos le 31 décembre 2021			
	easyfinancière	easyhome	Siège social	Total
Produits				
Produits d'intérêts	149 004	6 525	-	155 529
Produits locatifs	-	27 663	-	27 663
Commissions gagnées	42 676	3 234	-	45 910
Frais et honoraires	4 335	993	-	5 328
Charges d'exploitation	196 015	38 415	-	234 430
Créances irrécouvrables	56 058	2 582	-	58 640
Autres charges d'exploitation	43 539	15 981	14 976	74 496
Amortissements	8 775	11 402	1 488	21 665
	108 372	29 965	16 464	154 801
Résultat d'exploitation	87 643	8 450	(16 464)	79 629
Autres produits				8 371
Charges financières				(22 281)
Résultat avant impôts sur le résultat				65 719
Impôts sur le résultat				15 758
Résultat net				49 961
Résultat dilué par action				2,90

Rendement du portefeuille

Prêts à la consommation

Les octrois de prêts pour les trois mois clos le 31 décembre 2022 se sont établis à 632,4 millions \$, en hausse de 24,8 % par rapport à la période correspondante de 2021. Le portefeuille de prêts à la consommation a augmenté de 206,0 millions \$ pour le trimestre, en regard de 133,6 millions \$ à la période correspondante de 2021. Le portefeuille de prêts à la consommation bruts est passé de 2,03 milliards \$ au 31 décembre 2021 à 2,79 milliards \$ au 31 décembre 2022, en hausse de 764,4 millions \$ ou 37,6 %. L'augmentation des prêts à la consommation est attribuable au nombre record de prêts octroyés pour divers produits et canaux d'acquisition de la Société. La Société a affiché un meilleur rendement que prévu des prêts sur valeur domiciliaire, du financement dans la catégorie de l'automobile ainsi que des activités de vente croisée pour l'ensemble de sa clientèle.

Le rendement total annualisé, y compris les intérêts sur les prêts, les honoraires et les produits accessoires, réalisé par la Société sur les prêts à la consommation moyens a été de 36,2 % pour les trois mois clos le 31 décembre 2022, une baisse d'environ 520 pdb par rapport à la période correspondante de 2021. La baisse du rendement total annualisé est attribuable à : i) la croissance interne de certains produits dont les taux d'intérêt sur les prêts sont plus faibles, notamment les prêts sur valeur domiciliaire, le financement dans la catégorie de l'automobile, le financement au point de vente dans la catégorie des sports motorisés, de la rénovation domiciliaire, des soins de santé et du commerce de détail; ii) l'intensification des activités de prêt dans la province du Québec, où les taux d'intérêt sur les prêts sont plus bas; iii) une plus forte proportion de prêts à des montants plus élevés, ce qui a réduit le prix de certains produits accessoires; iv) une légère réduction des taux de pénétration des produits accessoires et v) la stratégie de la Société visant à récompenser les emprunteurs qui effectuent leurs paiements à temps en réduisant progressivement le taux d'intérêt appliqué.

Les créances irrécouvrables se sont élevées à 78,3 millions \$ pour les trois mois clos le 31 décembre 2022, en hausse de 19,6 millions \$, ou 33,5 %, par rapport à 58,6 millions \$ pour la période correspondante de 2021. Le tableau suivant présente les composantes de la charge au titre des créances irrécouvrables.

(en milliers \$)	Trois mois clos les	
	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Provisions établies en raison des radiations nettes	61 511	47 399
Incidence de la croissance du portefeuille de prêts	14 346	10 301
Incidence de la variation du taux de provision au cours de la période	2 400	940
Variation nette de la provision pour pertes de crédit	16 746	11 241
Créances irrécouvrables	78 257	58 640

L'augmentation de 19,6 millions \$ des créances irrécouvrables est attribuable aux facteurs suivants :

- Les radiations nettes ont augmenté de 14,1 millions \$, passant de 47,4 millions \$ pour le quatrième trimestre de 2021 à 61,5 millions \$ pour le trimestre considéré. Les radiations nettes pour le trimestre, en pourcentage des prêts à la consommation bruts moyens sur une base annualisée, se sont établies à 9,0 %, en hausse de 60 pdb par rapport à 9,6 % au trimestre correspondant de 2021. La diminution du taux de radiation net reflète l'amélioration de la composition des produits et du crédit du portefeuille de prêts ainsi que les améliorations apportées au modèle de crédit et les ajustements à la souscription au cours des dernières périodes, afin de relever la qualité du crédit à long terme du portefeuille de prêts. Les radiations nettes de la Société ont été conformes à la fourchette visée de 8,5 % à 10,5 % pour 2022.
- Le portefeuille de prêts de la Société pour les trois mois clos le 31 décembre 2021 avait augmenté de 133,6 millions \$, ce qui avait entraîné une charge liée à la provision de 10,3 millions \$, comparativement à une hausse du portefeuille de prêts de 206,0 millions \$ pour les trois mois clos le 31 décembre 2022, qui a entraîné une charge liée à la provision de 14,3 millions \$.
- L'incidence des variations du taux de provision pour le trimestre a entraîné une baisse des créances irrécouvrables de 2,4 millions \$, comparativement à 0,9 million \$ pour la période correspondante de 2021. Le taux de provision pour le quatrième trimestre de 2022 a diminué pour s'établir à 7,62 %, contre 7,87 % à la période correspondante de 2021, ce qui s'explique principalement par l'amélioration continue de la composition des produits et du crédit du portefeuille de prêts.

Portefeuille de contrats de location d'easyhome

Au 31 décembre 2022, le portefeuille de contrats de location, évalué selon les produits locatifs mensuels potentiels, se chiffrait à 7,9 millions \$, en baisse par rapport à 8,2 millions \$ au 31 décembre 2021. Les activités de location d'easyhome sont des activités bien établies dont le volume de ventes a ralenti progressivement à long terme, alors que les consommateurs ont opté pour d'autres formes de financement d'achats d'articles ménagers courants.

Produits

Les produits pour les trois mois clos le 31 décembre 2022 se sont chiffrés à 273,3 millions \$, une hausse de 38,9 millions \$, ou 16,6 %, par rapport à la période correspondante de 2021. L'augmentation des produits s'explique principalement par la croissance interne du portefeuille de prêts à la consommation de la Société.

easyfinancière – Les produits pour les trois mois clos le 31 décembre 2022 se sont chiffrés à 235,9 millions \$, une hausse de 39,9 millions \$ par rapport à la période correspondante de 2021. Les composantes de la hausse des produits comprennent :

- i) la hausse des produits d'intérêts de 34,3 millions \$, ou 23,0 %, attribuable à la croissance du portefeuille de prêts, qui comprend la hausse des prêts sur valeur domiciliaire, du financement dans la catégorie de l'automobile et des activités de vente croisée pour l'ensemble de la clientèle de la Société, le tout contrebalancé en partie par une baisse des rendements en intérêt;
- ii) l'augmentation de 5,3 millions \$, ou 12,5 %, des commissions gagnées sur la vente de produits et de services accessoires attribuable à la croissance du portefeuille de prêts à la consommation et à la baisse des coûts des réclamations dans le cadre du programme de protection d'assurance prêt de la Société pour le trimestre;
- iii) le maintien des frais et honoraires à un niveau relativement stable par rapport au trimestre correspondant de 2021.

easyhome – Les produits pour les trois mois clos le 31 décembre 2022 se sont chiffrés à 37,4 millions \$, une baisse de 1,0 million \$ par rapport à la période correspondante de 2021. Les produits provenant des prêts octroyés dans les magasins d'easyhome ont augmenté de 1,7 million \$ par rapport au trimestre correspondant de 2021. Les produits locatifs traditionnels, y compris les frais, ont diminué de 2,7 millions \$ par rapport au trimestre correspondant de 2021. Les composantes de la baisse des produits comprennent :

- i) l'augmentation de 1,5 million \$ des produits d'intérêts attribuable à la croissance du portefeuille de prêts à la consommation provenant des activités d'easyhome;
- ii) la diminution de 2,4 millions \$ des produits locatifs en raison de la diminution de la taille du portefeuille de contrats de location;
- iii) le maintien des commissions gagnées sur la vente de produits accessoires à un niveau relativement stable par rapport au trimestre correspondant de 2021.

Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation se sont élevées à 99,9 millions \$ pour les trois mois clos le 31 décembre 2022, en hausse de 25,4 millions \$, ou 34,2 %, par rapport à la période correspondante de 2021. L'augmentation des autres charges d'exploitation est principalement attribuable à la radiation ponctuelle d'une immobilisation incorporelle et à l'augmentation des charges d'exploitation pour soutenir la croissance du portefeuille de prêts, contrebalancées en partie par les coûts d'intégration ponctuels liés à l'acquisition de LendCare engagés à la période correspondante de 2021.

easyfinancière – Les autres charges d'exploitation se sont élevées à 47,5 millions \$ pour les trois mois clos le 31 décembre 2022, en hausse de 4,0 millions \$, ou 9,2 %, par rapport à la période correspondante de 2021. L'augmentation des autres charges d'exploitation s'explique par l'augmentation des coûts liés au volume de prêts additionnels ainsi qu'à l'exploitation et à la gestion de l'expansion du portefeuille de prêts.

easyhome – Les autres charges d'exploitation se sont élevées à 14,9 millions \$ pour les trois mois clos le 31 décembre 2022, en baisse de 1,0 million \$, ou 6,5 %, par rapport à la période correspondante de 2021. L'augmentation des autres charges d'exploitation s'explique par l'augmentation des dépenses de publicité et de marketing pour accroître la notoriété de la marque et l'augmentation des autres coûts des magasins pour soutenir la croissance de l'octroi de prêts.

Siège social – Les autres charges d’exploitation se sont élevées à 37,5 millions \$ pour les trois mois clos le 31 décembre 2022, en hausse de 22,5 millions \$, ou 150,1 %, par rapport à la période correspondante de 2021. La hausse est principalement attribuable à la radiation ponctuelle d’une immobilisation incorporelle et à la hausse des coûts des technologies, le tout contrebalancé en partie par une baisse des coûts d’intégration ponctuels liés à l’acquisition de LendCare en 2021. Si l’on exclut les coûts d’intégration et de la radiation ponctuelle d’une immobilisation incorporelle, les charges du siège social avant amortissements pour le quatrième trimestre de 2022 ont représenté 6,2 % des produits, comparativement à 4,9 % des produits pour le trimestre correspondant de 2021.

Amortissements

La dotation aux amortissements pour les trois mois clos le 31 décembre 2022 s’est chiffrée à 19,2 millions \$, une baisse de 2,4 millions \$, ou 11,2 %, par rapport à la période correspondante de 2021, ce qui s’explique surtout par un amortissement des biens loués et des immobilisations incorporelles moins élevé, en partie contrebalancé par un amortissement des actifs au titre de droits d’utilisation plus élevé en raison des nouveaux contrats de location visant des locaux de détail conclus au cours de la période. Globalement, la dotation aux amortissements a représenté 7,0 % des produits pour les trois mois clos le 31 décembre 2022, comparativement à 9,2 % pour la période correspondante de 2021.

easyfinancière – La dotation aux amortissements pour les trois mois clos le 31 décembre 2022 s’est chiffrée à 6,8 millions \$, une baisse de 1,9 million \$, ou 22,0 %, par rapport à la période correspondante de 2021. La diminution s’explique principalement par la reprise d’une provision pour dépréciation à l’égard du logiciel de gestion des prêts de base existant comptabilisée au cours des périodes précédentes.

easyhome – La dotation aux amortissements pour les trois mois clos le 31 décembre 2022 s’est chiffrée à 10,8 millions \$, une baisse de 0,6 million \$, ou 5,5 %, par rapport à la période correspondante de 2021, en raison surtout de la diminution du portefeuille de biens loués.

Siège social – La dotation aux amortissements pour les trois mois clos le 31 décembre 2022 s’est chiffrée à 1,6 million \$, ce qui est relativement stable par rapport à la période correspondante de 2021.

Résultat d’exploitation (résultat avant charges financières et impôts sur le résultat)

Le résultat d’exploitation pour les trois mois clos le 31 décembre 2022 s’est établi à 75,9 millions \$, une baisse de 3,7 millions \$, ou 4,7 %, par rapport à la période correspondante de 2021. La marge d’exploitation de la Société pour le trimestre a été de 27,8 %, en baisse par rapport à 34,0 % pour la période correspondante de 2021. Si l’on exclut l’incidence des éléments d’ajustement mentionnés à la rubrique « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS », le résultat d’exploitation ajusté comme présenté de la Société pour les trois mois clos le 31 décembre 2022 s’est chiffré à 99,7 millions \$, en hausse de 13,4 millions \$, ou 15,5 %, par rapport à la période correspondante de 2021. L’augmentation du résultat d’exploitation ajusté est attribuable principalement à la hausse des produits tirés d’un portefeuille de prêts à la consommation de plus grande taille pour la période, contrebalancée en partie par la hausse des charges d’exploitation. La marge d’exploitation ajustée¹ de la Société pour le trimestre a été de 36,5 %, en baisse par rapport à 36,8 % pour la période correspondante de 2021. La diminution de la marge d’exploitation est attribuable principalement à une hausse des radiations nettes et à une provision pour pertes de crédit plus élevée découlant de la croissance des prêts record observée au cours du trimestre.

easyfinancière – Le résultat d’exploitation pour les trois mois clos le 31 décembre 2022 a atteint 106,3 millions \$, une hausse de 18,6 millions \$, ou 21,3 %, par rapport à la période correspondante de 2021. L’amélioration du résultat d’exploitation est attribuable à la croissance interne constante du portefeuille de prêts de la Société. Les produits d’easyfinancière ont augmenté de 39,9 millions \$, ce qui a été contrebalancé en partie par une augmentation de 19,2 millions \$ de la charge au titre des créances irrécouvrables et une augmentation de 2,1 millions \$ des autres charges d’exploitation afin de soutenir la croissance du nombre de clients et d’accroître l’offre de produits. La marge d’exploitation d’easyfinancière pour le trimestre a été de 45,1 %, contre 44,7 % pour la période correspondante de 2021. L’amélioration de la marge d’exploitation s’explique principalement par l’augmentation des produits et la baisse des créances irrécouvrables en raison de l’amélioration continue de la composition des produits et du crédit du portefeuille de prêts.

easyhome – Le résultat d'exploitation pour les trois mois clos le 31 décembre 2022 s'est chiffré à 8,7 millions \$, une hausse de 0,2 million \$, ou 2,8 %, par rapport à 8,5 millions \$ pour la période correspondante de 2021. La hausse est attribuable principalement à la hausse des produits provenant des prêts octroyés, contrebalancée en partie par la diminution de la taille du portefeuille de prêts. La marge d'exploitation a été de 23,2 % pour les trois mois clos le 31 décembre 2022, en hausse par rapport à 22,0 % pour la période correspondante de 2021.

Autres produits

Pour les trois mois clos le 31 décembre 2022, la Société a comptabilisé des pertes de placement de 5,6 millions \$ principalement attribuables aux pertes de réévaluation à la juste valeur sur la participation de la Société dans Affirm, comparativement à des produits de placement de 8,4 millions \$ pour la période correspondante de 2021 qui découlaient principalement des profits de réévaluation à la juste valeur sur la participation dans Affirm et sur le swap sur le rendement total connexe.

Charges financières

Les charges financières pour les trois mois clos le 31 décembre 2022 se sont élevées à 31,6 millions \$, une hausse de 9,3 millions \$, ou 41,6 %, par rapport à la période correspondante de 2021. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation des niveaux d'endettement pour financer la croissance des activités de prêt de la Société et à la hausse des coûts d'emprunt. La dette de la Société au 31 décembre 2022 portait intérêt au taux combiné moyen de 5,2 %, en hausse par rapport à 4,9 % au 31 décembre 2021.

Charge d'impôts sur le résultat

Le taux d'imposition effectif pour les trois mois clos le 31 décembre 2022 a été de 26,2 %, en hausse par rapport à 24,0 % à la période correspondante de 2021. La hausse est principalement attribuable aux pertes de réévaluation à la juste valeur sur les placements, comparativement à des profits de réévaluation à la juste valeur sur les placements pour les trois mois clos le 31 décembre 2021, dont le taux d'imposition effectif sur les gains en capital est plus faible.

Résultat net et résultat dilué par action

Le résultat net de la Société pour les trois mois clos le 31 décembre 2022 s'est chiffré à 28,6 millions \$, soit un résultat net dilué par action de 1,71 \$, respectivement en baisse de 42,8 % et de 41,0 % par rapport à 50,0 millions \$ et 2,90 \$ pour la période correspondante de 2021. Si l'on exclut l'incidence des éléments d'ajustement mentionnés à la rubrique « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS », le résultat net ajusté et le résultat dilué par action ajusté de goeasy ont atteint un niveau record, s'établissant respectivement à 51,0 millions \$ et 3,05 \$ pour les trois mois clos le 31 décembre 2022. Le résultat net ajusté et le résultat dilué par action ajusté ont augmenté respectivement de 7,1 % et 10,5 % par rapport à la période correspondante de 2021. L'augmentation du résultat net ajusté est essentiellement attribuable aux produits records, contrebalancés en partie par l'augmentation des coûts liés aux volumes de prêts additionnels et les charges financières connexes nécessaires pour soutenir l'expansion du portefeuille de prêts.

Principales informations financières trimestrielles

(en millions \$, sauf les pourcentages et les montants par action)	Décembre 2022 ³	Septembre 2022 ³	Juin 2022 ³	Mars 2022 ³	Décembre 2021 ³	Septembre 2021 ³	Juin 2021 ³	Mars 2021	Décembre 2020
Prêts à la consommation bruts	2 794,7	2 588,7	2 369,8	2 154,3	2 030,3	1 896,7	1 795,8	1 277,3	1 246,8
Produits	273,3	262,2	251,7	232,1	234,4	219,8	202,4	170,2	173,2
Résultat net	28,6	47,2	38,3	26,1	50,0	63,5	19,5	112,0	48,9
Résultat net ajusté ²	51,0	48,6	46,8	45,8	47,6	46,7	43,7	36,7	35,0
Rendement des actifs	3,6 %	6,3 %	5,5 %	4,0 %	7,9 %	10,3 %	3,8 %	28,8 %	13,6 %
Rendement des actifs ajusté ²	6,3 %	6,5 %	6,7 %	6,9 %	7,5 %	7,6 %	8,6 %	9,4 %	9,8 %
Rendement des capitaux propres	13,8 %	24,2 %	20,2 %	13,5 %	25,0 %	32,7 %	12,0 %	90,1 %	45,8 %
Rendement des capitaux propres ajusté ²	24,6 %	24,9 %	24,7 %	23,8 %	23,9 %	24,0 %	26,9 %	29,5 %	32,8 %
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ²	21,8 %	38,5 %	33,0 %	22,8 %	39,8 %	52,3 %	16,8 %	94,2 %	48,2 %
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté ²	35,9 %	37,7 %	38,0 %	36,5 %	36,2 %	37,1 %	34,8 %	30,8 %	34,5 %
Résultat net en pourcentage des produits	10,5 %	18,0 %	15,2 %	11,2 %	21,3 %	28,9 %	9,6 %	65,8 %	28,2 %
Résultat net ajusté en pourcentage des produits ²	18,7 %	18,5 %	18,6 %	19,7 %	20,3 %	21,2 %	21,6 %	21,6 %	20,2 %
Résultat par action¹									
De base	1,74	2,92	2,37	1,59	3,00	3,79	1,20	7,41	3,24
Dilué	1,71	2,86	2,32	1,55	2,90	3,66	1,16	7,14	3,14
Dilué ajusté ²	3,05	2,95	2,83	2,72	2,76	2,70	2,61	2,34	2,24

¹ Les résultats par action trimestriels ne s'additionnent pas et pourraient ne pas correspondre au résultat par action annuel présenté. Cette situation s'explique par l'incidence de l'émission et du rachat d'actions au cours de la période sur le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires de base (telles que définies dans les présentes) en circulation et par l'arrondissement des données.

² Le résultat d'exploitation ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Le résultat dilué par action ajusté, le rendement des capitaux propres ajusté, le rendement des actifs ajusté et le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires comme présenté et le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté sont des ratios non conformes aux IFRS. Voir les descriptions dans la rubrique « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS ». Se reporter à la rubrique « Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS » du rapport de gestion du 30 septembre 2022, du rapport de gestion du 30 juin 2022, du rapport de gestion du 31 mars 2022, du rapport de gestion du 31 décembre 2021, du rapport de gestion du 30 septembre 2021, du rapport de gestion du 30 juin 2021, du rapport de gestion du 31 mars 2021 et du rapport de gestion du 31 décembre 2020. Ces rapports de gestion sont accessibles à l'adresse www.sedar.com.

³ Au deuxième trimestre de 2021, la Société a fait l'acquisition de LendCare. Les principales informations financières trimestrielles pour les périodes ouvertes à compter du 30 juin 2021 incluent l'information financière de LendCare.

Les principales mesures financières de chaque trimestre de la période des neuf derniers trimestres sont présentées dans le tableau précédent et comprennent les prêts à la consommation bruts, les produits, le résultat net, le résultat par action, le rendement des actifs, le rendement des capitaux propres, le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires et le résultat net en pourcentage des produits pour cette période. L'augmentation des produits pour cette période est principalement attribuable à la croissance des prêts à la consommation bruts. L'augmentation des produits et la gestion des charges d'exploitation ont contribué à la hausse du résultat net ajusté et du résultat par action ajusté de la Société. Le rendement des actifs ajusté, le rendement des capitaux propres ajusté et le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté ont augmenté au cours des trimestres précédents en raison de la hausse du résultat réalisé par la Société, et ont baissé au cours du plus récent trimestre en raison de l'augmentation des actifs et des capitaux propres par suite du placement d'actions par voie de prise ferme de 57,9 millions \$ pour stimuler la croissance.

Analyse du portefeuille

La Société tire ses produits de portefeuilles de prêts à la consommation et de contrats de location. Les résultats financiers de la Société dépendent en grande partie du rendement de ces portefeuilles. La composition des portefeuilles à la fin de la période constitue un indicateur important des résultats financiers ultérieurs.

La Société mesure le rendement de ses portefeuilles pour une période et leur composition à la fin d'une période en utilisant un certain nombre d'indicateurs de rendement clés décrits plus en détail ci-après. Plusieurs de ces indicateurs ne sont pas des mesures définies par les IFRS et ne devraient pas être considérés comme des mesures de remplacement du résultat net ou de toute autre mesure de rendement défini par les IFRS. Dans la présente rubrique, il est fait mention de certaines mesures financières qui ne sont pas établies selon les IFRS. Bien que ces mesures ne soient pas définies par les IFRS et qu'elles ne peuvent être comparées à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés, leur sens est défini dans les présentes ou peut être déterminé par renvoi aux états financiers consolidés de la Société. La Société utilise ces mesures parce qu'elle est d'avis qu'elles facilitent la compréhension de ses résultats d'exploitation et de sa situation financière.

Prêts à la consommation

Prêts octroyés et montants nets

Les prêts bruts octroyés correspondent à la valeur de tous les prêts à la consommation consentis aux clients de la Société au cours d'une période d'octroi de nouveaux prêts. Les prêts bruts octroyés comprennent les prêts aux nouveaux clients et les nouveaux prêts aux clients existants, dont une partie peut être affectée au remboursement d'un emprunt antérieur. Lorsque la Société accorde un nouveau crédit à un client existant, elle réalise une analyse de crédit centralisée ou une évaluation complète de sa solvabilité en utilisant l'information à jour. De plus, la Société tient compte de l'historique de remboursement de prêt du client tout au long de leur relation, ainsi que des autres activités d'emprunt et de remboursement de ce dernier, dans sa décision de lui accorder ou non un crédit. Par conséquent, la décision prise en matière de crédit lors de l'évaluation de clients existants ou d'anciens clients est plus éclairée, ce qui s'est traduit dans le passé par un meilleur rendement. Aucun crédit supplémentaire n'est accordé à un client ayant un prêt en souffrance.

Les prêts octroyés, montant net, constituent une mesure non conforme aux IFRS présentant les prêts bruts que la Société a octroyés au cours d'une période, en excluant la partie des prêts affectée au remboursement des emprunts antérieurs, le cas échéant. La Société utilise les prêts octroyés, montant net, entre autres mesures, pour mesurer la performance opérationnelle de ses activités de prêt. Les mesures non conformes aux IFRS ne sont pas déterminées conformément aux IFRS, n'ont pas de signification normalisée et pourraient ne pas être comparables à des mesures financières semblables présentées par d'autres sociétés.

Les prêts bruts octroyés et les prêts octroyés, montant net pour les périodes considérées se présentent comme suit :

(en milliers \$)	Trois mois clos les		Exercices clos les	
	31 décembre 2022	31 décembre 2021	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Prêts bruts octroyés	632 355	506 853	2 377 606	1 594 480
Prêts octroyés aux nouveaux clients	299 458	215 939	1 117 146	693 774
Prêts octroyés aux clients existants	332 897	290 914	1 260 460	900 706
Moins : produit des prêts affecté au remboursement des prêts existants	(177 848)	(152 153)	(649 509)	(486 627)
Prêts octroyés aux clients existants, montant net	155 049	138 761	610 951	414 079
Prêts octroyés, montant net	454 507	354 700	1 728 097	1 107 853

Prêts à la consommation bruts

La Société utilise les prêts à la consommation bruts comme mesure pour mesurer la taille de son portefeuille de prêts. Les prêts à la consommation bruts reflètent le solde du portefeuille à la fin de la période, avant la provision pour les radiations futures éventuelles. Plusieurs facteurs favorisent la croissance des prêts à la consommation bruts, y compris l'augmentation du nombre de clients et la valeur d'emprunt moyenne des clients. Les variations des prêts à la consommation bruts pour les périodes considérées se détaillent comme suit :

(en milliers \$)	Trois mois clos les		Exercices clos les	
	31 décembre 2022	31 décembre 2021	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Prêts à la consommation bruts au début de la période	2 588 656	1 896 716	2 030 339	1 246 840
Prêts bruts octroyés	632 355	506 853	2 377 606	1 594 480
Prêts bruts achetés	-	-	-	444 520
Paievements de principal bruts et autres ajustements	(355 334)	(321 412)	(1 359 667)	(1 093 566)
Radiations brutes avant recouvrement	(70 983)	(51 818)	(253 584)	(161 935)
Augmentation nette des prêts à la consommation bruts au cours de la période	206 038	133 623	764 355	783 499
Prêts à la consommation bruts à la fin de la période	2 794 694	2 030 339	2 794 694	2 030 339

Le tableau suivant présente l'analyse chronologique des remboursements prévus de principal du portefeuille de prêts à la consommation bruts aux 31 décembre 2022 et 2021 :

(en milliers \$, sauf les pourcentages)	31 décembre 2022		31 décembre 2021	
	\$	% du total	\$	% du total
De 0 à 6 mois	236 026	8,4 %	220 383	10,9 %
De 6 à 12 mois	161 441	5,8 %	160 914	7,9 %
De 12 à 24 mois	363 437	13,0 %	351 028	17,3 %
De 24 à 36 mois	433 895	15,5 %	408 762	20,1 %
De 36 à 48 mois	480 990	17,2 %	332 049	16,4 %
De 48 à 60 mois	346 560	12,4 %	229 782	11,3 %
Plus de 60 mois	772 345	27,7 %	327 421	16,1 %
Prêts à la consommation bruts	2 794 694	100,0 %	2 030 339	100,0 %

Les prêts à la consommation bruts dont le calendrier des remboursements en capital est supérieur à 60 mois au 31 décembre 2022 ont augmenté de 1 160 pdb par rapport au 31 décembre 2021, principalement en raison de la décision de la Société de privilégier une gamme de produits comptant davantage de prêts garantis, lesquels ont des échéances de paiement plus longues.

Le tableau suivant présente les prêts à la consommation bruts du portefeuille selon la durée contractuelle jusqu'à l'échéance aux 31 décembre 2022 et 2021 :

(en milliers \$, sauf les pourcentages)	31 décembre 2022		31 décembre 2021	
	\$	% du total	\$	% du total
De 0 à 1 an	65 485	2,3 %	60 319	3,0 %
De 1 an à 2 ans	139 143	5,0 %	155 957	7,7 %
De 2 à 3 ans	312 612	11,2 %	347 331	17,1 %
De 3 à 4 ans	573 567	20,5 %	501 830	24,7 %
De 4 à 5 ans	493 336	17,7 %	473 096	23,3 %
Plus de 5 ans	1 210 551	43,3 %	491 806	24,2 %
Prêts à la consommation bruts	2 794 694	100,0 %	2 030 339	100,0 %

Les prêts à la consommation bruts dont les durées contractuelles jusqu'à l'échéance sont supérieures à 5 ans au 31 décembre 2022 ont augmenté de 1 910 pdb par rapport au 31 décembre 2021, principalement en raison de la décision de la Société de privilégier une gamme de produits comptant davantage de prêts garantis, lesquels ont des échéances de paiement plus longues.

Les prêts sont accordés et administrés par les secteurs à présenter, easyfinancière et easyhome. La répartition des prêts à la consommation bruts entre ces secteurs se présente comme suit :

(en milliers \$, sauf les pourcentages)	31 décembre 2022		31 décembre 2021	
	\$	% du total	\$	% du total
Prêts à la consommation bruts – easyfinancière	2 705 943	96,8 %	1 960 517	96,6 %
Prêts à la consommation bruts – easyhome	88 751	3,2 %	69 822	3,4 %
Prêts à la consommation bruts	2 794 694	100,0 %	2 030 339	100,0 %

Produits financiers et résultat financier net

Les produits financiers, une mesure non conforme aux IFRS, sont tirés des secteurs à présenter easyfinancière et easyhome. Ils comprennent les intérêts et les autres frais accessoires générés par les prêts à la consommation bruts de la Société. Les produits financiers correspondent au total des produits de la Société, moins les produits locatifs du secteur à présenter easyhome.

Les produits financiers nets constituent une mesure non conforme aux IFRS et présentent la rentabilité des prêts à la consommation bruts de la Société avant les coûts liés à l’octroi ou à la gestion. Les produits financiers nets sont calculés en déduisant la charge d’intérêts, l’amortissement des charges financières différées et la charge au titre des créances irrécouvrables des produits financiers. Les produits financiers nets dépendent de la taille des prêts à la consommation bruts, du rendement du portefeuille, du montant et des coûts de la dette de la Société, du ratio de levier financier de la Société et de la charge au titre des créances irrécouvrables de la période. La Société utilise les produits financiers nets, entre autres mesures, pour mesurer la performance opérationnelle de son portefeuille de prêts. Les mesures non conformes aux IFRS ne sont pas déterminées conformément aux IFRS, n’ont pas de signification normalisée et pourraient ne pas être comparables à des mesures financières semblables présentées par d’autres sociétés.

(en milliers \$)	Trois mois clos les		Exercices clos les	
	31 décembre 2022	31 décembre 2021	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Total des produits de la Société	273 326	234 430	1 019 336	826 722
Moins les produits locatifs	(26 772)	(29 456)	(110 053)	(119 585)
Produits financiers	246 554	204 974	909 283	707 137
Moins : charges financières	(31 551)	(22 281)	(107 972)	(79 025)
Plus : charge d’intérêts sur les obligations locatives	991	821	3 577	3 115
Moins : charge au titre des créances irrécouvrables	(78 257)	(58 640)	(272 893)	(182 084)
Résultat financier net	137 737	124 874	531 995	449 143

Rendement total des prêts à la consommation en pourcentage de la moyenne des prêts à la consommation bruts

Le rendement total des prêts à la consommation en pourcentage de la moyenne des prêts à la consommation est un ratio non conforme aux IFRS et est calculé en divisant les produits financiers générés, y compris les produits générés par la vente de produits accessoires, sur les prêts à la consommation bruts de la Société par la moyenne du solde des prêts à la fin du mois pour la période indiquée. Pour les périodes intermédiaires, le taux est annualisé. La Société utilise le rendement total des prêts à la consommation bruts en pourcentage de la moyenne des prêts à la consommation bruts, entre autres mesures, pour mesurer la performance opérationnelle de son portefeuille de prêts.

(en milliers \$, sauf les pourcentages)	Trois mois clos les		Exercices clos les	
	31 décembre 2022	31 décembre 2021	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Total des produits de la Société	273 326	234 430	1 019 336	826 722
Moins les produits locatifs	(26 772)	(29 456)	(110 053)	(119 585)
Produits financiers	246 554	204 974	909 283	707 137
Multipliés par le nombre de périodes dans l'exercice	X 4	X 4	X 4/4	X 4/4
Divisés par la moyenne des prêts à la consommation bruts	2 726 446	1 982 680	2 409 890	1 680 328
Rendement total des prêts à la consommation en pourcentage de la moyenne des prêts à la consommation bruts (annualisé)	36,2 %	41,4 %	37,7 %	42,1 %

Radiations nettes

Les prêts à la consommation bruts varient non seulement en fonction des prêts accordés, mais aussi des radiations. Les soldes des prêts à la consommation non garantis qui sont en souffrance depuis plus de 90 jours et des prêts à la consommation garantis qui sont en souffrance depuis plus de 180 jours sont radiés. En outre, les soldes des prêts à la consommation sont radiés dès la réception de l'avis de faillite du client, après examen détaillé du dépôt. Les recouvrements des comptes radiés antérieurement sont déduits des radiations brutes pour une période donnée pour obtenir les radiations nettes.

La moyenne des prêts à la consommation bruts a été calculée en fonction de la moyenne mensuelle du solde des prêts à la fin de la période pour la période indiquée. Cet indicateur mesure la performance du recouvrement des prêts à la consommation bruts. Pour les périodes intermédiaires, le taux est annualisé.

(en milliers \$, sauf les pourcentages)	Trois mois clos les		Exercices clos les	
	31 décembre 2022	31 décembre 2021	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Radiations nettes retranchées de la provision	61 511	47 399	219 614	147 998
Multipliés par le nombre de périodes dans l'exercice	X 4	X 4	X 4/4	X 4/4
Divisés par la moyenne des prêts à la consommation bruts	2 726 446	1 982 680	2 409 890	1 680 328
Radiations nettes exprimées en pourcentage de la moyenne des prêts à la consommation bruts (annualisé)	9,0 %	9,6 %	9,1 %	8,8 %

Provision pour pertes de crédit

La provision pour pertes de crédit attendues est une provision présentée dans les états de la situation financière de la Société qui est portée en déduction des prêts à la consommation bruts pour obtenir les prêts à la consommation, montant net. La provision pour pertes de crédit attendues représente les pertes de crédit qui devraient survenir au cours de périodes futures. Les prêts à la consommation pour lesquels nous avons reçu un avis de faillite, les soldes des prêts à la consommation non garantis qui sont en souffrance depuis plus de 90 jours et les soldes des prêts à la consommation garantis qui sont en souffrance depuis plus de 180 jours sont radiés à même la provision pour pertes sur prêts.

(en milliers \$, sauf les pourcentages)	Trois mois clos les		Exercices clos les	
	31 décembre 2022	31 décembre 2021	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Provision pour pertes de crédit au début de la période	196 295	148 521	159 762	125 676
Radiations nettes retranchées de la provision	(61 511)	(47 399)	(219 614)	(147 998)
Charge au titre des créances irrécouvrables	78 257	58 640	272 893	182 084
Provision pour pertes de crédit à la fin de la période	213 041	159 762	213 041	159 762
Provision pour pertes de crédit exprimée en pourcentage des prêts à la consommation en fin de période	7,62 %	7,87 %	7,62 %	7,87 %

IFRS 9 requiert que des indicateurs prospectifs soient pris en compte pour déterminer la provision pour pertes de crédit. Historiquement, les quatre principales variables macroéconomiques contribuant au risque de crédit et aux pertes au sein du portefeuille de prêts de la Société comprenaient les taux de chômage, les taux d'inflation, la croissance du produit intérieur brut (« PIB ») et le prix du pétrole. Selon une analyse effectuée par la Société, une augmentation prévue du taux de chômage ou du taux d'inflation, une diminution du prix futur prévu du pétrole par rapport aux taux en vigueur ou une diminution du taux de croissance du PIB ont historiquement donné lieu à une augmentation des radiations pour la Société. Inversement, une diminution prévue du taux de chômage ou du taux d'inflation, une augmentation du prix futur prévu du pétrole par rapport aux taux en vigueur ou une augmentation du taux de croissance du PIB ont historiquement donné lieu à une diminution des radiations.

Afin de calculer la provision pour pertes de crédit, des modèles conçus en interne ont été utilisés. Ils tiennent compte des paramètres du risque de crédit y compris la probabilité de défaut, l'exposition en cas de défaut, la perte en cas de défaut et d'autres facteurs de risque pertinents. Dans le cadre du processus, la Société a employé cinq scénarios distincts, lesquels sont tirés des prévisions à l'égard des indicateurs prospectifs publiées par Moody's Analytics, qui comprennent des scénarios neutre, modérément optimiste, extrêmement optimiste, modérément pessimiste et extrêmement pessimiste. Ces scénarios s'appuient sur une combinaison de quatre variables macroéconomiques interdépendantes, notamment les taux de chômage, le PIB, les taux d'inflation et les prix du pétrole, et sont utilisés pour déterminer la provision fondée sur des pondérations probabilistes. La direction pose alors un jugement sur les pondérations probabilistes recommandées appliquées à ces scénarios afin de déterminer la provision pour pertes de crédit fondées sur des pondérations probabilistes.

Le tableau suivant présente les principales variables macroéconomiques utilisées pour déterminer la provision fondée sur des pondérations probabilistes au cours de l'horizon prévisionnel aux 31 décembre 2022 et 2021.

Variables macroéconomiques prospectives sur 12 mois (pourcentage annuel moyen)	Scénario neutre	Scénario modérément optimiste	Scénario extrêmement optimiste	Scénario modérément pessimiste	Scénario extrêmement pessimiste
31 décembre 2022					
Taux de chômage ¹	6,07 %	5,28 %	4,59 %	8,30 %	9,72 %
Taux de croissance du PIB ²	0,15 %	1,20 %	2,08 %	(1,88) %	(3,08) %
Taux de croissance de l'inflation ³	4,08 %	3,78 %	3,46 %	4,95 %	5,31 %
Prix du pétrole ⁴	86,85 \$	89,40 \$	91,49 \$	71,65 \$	60,58 \$
31 décembre 2021					
Taux de chômage ¹	5,81 %	5,02 %	4,33 %	8,04 %	9,45 %
Taux de croissance du PIB ²	3,78 %	6,36 %	9,03 %	(2,18) %	(6,91) %
Taux de croissance de l'inflation ³	3,07 %	3,64 %	4,14 %	2,38 %	1,79 %
Prix du pétrole ⁴	67,34 \$	69,02 \$	72,75 \$	42,25 \$	38,69 \$

¹ Moyenne des taux de chômage mensuels prévus sur l'horizon provisionnel des 12 prochains mois.

² Taux de croissance prévu du PIB d'une année à l'autre.

³ Taux de croissance prévu de l'inflation d'une année à l'autre.

⁴ Moyenne des prix du pétrole mensuels prévus sur l'horizon provisionnel des 12 prochains mois.

L'attribution d'une pondération probabiliste aux différents scénarios en appliquant ces variables repose sur le jugement de la direction, qu'elle exerce dans le cadre d'un processus interne rigoureux d'examen et d'analyse afin de dégager une vue d'ensemble de la probabilité de chaque scénario, en tenant compte des conditions économiques actuelles et de leur incidence sur la performance macroéconomique à court terme. Si la direction avait attribué une probabilité de 100 % au scénario extrêmement pessimiste, la provision pour pertes de crédit aurait été supérieure de 31,4 millions \$ à la provision pour pertes de crédit présentée au 31 décembre 2022 (provision pour pertes de crédit supérieure de 24,7 millions \$ au 31 décembre 2021). Cette sensibilité ne tient pas compte de la migration des expositions ni des changements du risque de crédit qui auraient pu survenir dans le portefeuille de prêts en raison des mesures d'atténuation du risque ou d'autres facteurs.

Analyse chronologique des prêts à la consommation bruts

Le tableau suivant présente une analyse chronologique des prêts à la consommation bruts à la fin des périodes considérées :

(en milliers \$, sauf les pourcentages)	31 décembre 2022		31 décembre 2021	
	\$	% du total	\$	% du total
Courants	2 628 884	94,1 %	1 909 110	94,1 %
En souffrance depuis				
De 1 à 30 jours	86 687	3,1 %	71 505	3,5 %
De 31 à 44 jours	22 027	0,8 %	14 417	0,7 %
De 45 à 60 jours	18 245	0,6 %	12 358	0,6 %
De 61 à 90 jours	25 285	0,9 %	14 966	0,7 %
De 91 à 120 jours	6 157	0,2 %	3 350	0,2 %
De 121 à 150 jours	5 020	0,2 %	2 792	0,1 %
De 151 à 180 jours	2 389	0,1 %	1 841	0,1 %
	165 810	5,9 %	121 229	5,9 %
Prêts à la consommation bruts	2 794 694	100,0 %	2 030 339	100,0 %

Une grande partie des prêts à la consommation bruts de la Société fonctionne selon un cycle de remboursement bimensuel plutôt que mensuel. Par conséquent, l'analyse chronologique des différentes périodes pourrait ne pas être comparable selon le jour de la semaine où se termine la période. Une autre analyse chronologique réalisée en date du dernier samedi des périodes considérées pourrait offrir une comparaison plus pertinente.

Le tableau suivant présente les prêts à la consommation bruts en date du dernier samedi des périodes considérées :

	Samedi 31 décembre 2022	Samedi 25 décembre 2021
	% du total	% du total
Courants	94,1 %	93,8 %
En souffrance depuis		
De 1 à 30 jours	3,1 %	3,7 %
De 31 à 44 jours	0,8 %	0,7 %
De 45 à 60 jours	0,6 %	0,7 %
De 61 à 90 jours	0,9 %	0,7 %
De 91 à 120 jours	0,2 %	0,2 %
De 121 à 150 jours	0,2 %	0,1 %
De 151 à 180 jours	0,1 %	0,1 %
	5,9 %	6,2 %
Prêts à la consommation bruts	100,0 %	100,0 %

Prêts à la consommation bruts par région

Le tableau suivant présente la répartition géographique des prêts à la consommation bruts de la Société à la fin des exercices considérés.

(en milliers \$, sauf les pourcentages)	31 décembre 2022		31 décembre 2021	
	\$	% du total	\$	% du total
Terre-Neuve-et-Labrador	82 931	3,0 %	65 514	3,2 %
Nouvelle-Écosse	137 746	4,9 %	104 654	5,2 %
Île-du-Prince-Édouard	18 027	0,6 %	13 395	0,7 %
Nouveau-Brunswick	123 635	4,4 %	93 522	4,6 %
Québec	349 936	12,5 %	243 865	12,0 %
Ontario	1 059 314	37,9 %	762 981	37,6 %
Manitoba	113 146	4,0 %	86 681	4,3 %
Saskatchewan	129 596	4,6 %	99 365	4,9 %
Alberta	465 297	16,7 %	329 465	16,2 %
Colombie-Britannique	290 711	10,4 %	210 611	10,4 %
Territoires	24 355	1,0 %	20 286	0,9 %
Prêts à la consommation bruts	2 794 694	100,0 %	2 030 339	100,0 %

Prêts à la consommation bruts par type de prêt

Le tableau suivant présente la répartition des prêts à la consommation bruts de la Société, selon les types de prêts, à la fin des périodes considérées :

(en milliers \$, sauf les pourcentages)	31 décembre 2022		31 décembre 2021	
	\$	% du total	\$	% du total
Prêts remboursables par versements non garantis	1 703 593	61,0 %	1 364 696	67,2 %
Prêts remboursables par versements garantis ¹	1 091 101	39,0 %	665 643	32,8 %
Prêts à la consommation bruts	2 794 694	100,0 %	2 030 339	100,0 %

¹ Les prêts remboursables par versements garantis comprennent les prêts garantis par des biens immobiliers, les prêts garantis par des biens des particuliers ou les prêts garantis par un avis de sûreté.

Analyse du portefeuille de contrats de location

Produits locatifs mensuels potentiels

Les produits locatifs mensuels potentiels sont une mesure financière supplémentaire. La Société mesure son portefeuille de contrats de location et le rendement de son secteur easyhome en fonction des produits locatifs mensuels potentiels. Ces produits représentent les produits locatifs mensuels que la Société pourrait tirer de son portefeuille d'articles loués si elle recouvrait tous les paiements au titre de la location exigibles pour la période en question, compte non tenu des revenus générés par certains produits accessoires. Les produits locatifs mensuels potentiels sont un important indicateur du potentiel de génération de produits futurs du portefeuille de contrats de location de la Société. Les produits locatifs mensuels potentiels sont calculés en multipliant le nombre de contrats de location en cours par le paiement mensuel moyen exigible par contrat.

Les produits locatifs mensuels potentiels sont calculés comme suit :

	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Nombre total de contrats de location	73 895	79 776
Multipliés par le paiement au titre de la location mensuel moyen exigible par contrat	106,47	102,70
Produits locatifs mensuels potentiels (en milliers \$)	7 868	8 193

Le tableau suivant présente les variations des produits locatifs mensuels potentiels pour les périodes considérées :

(en milliers \$)	Trois mois clos les		Exercices clos les	
	31 décembre 2022	31 décembre 2021	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Produits locatifs mensuels potentiels au début de la période	7 623	8 160	8 193	8 461
Diminution liée à la fermeture de magasins ou aux cessions au cours de la période	(24)	(27)	(111)	(49)
Augmentation (diminution) liée aux activités poursuivies	269	60	(214)	(219)
Variation nette	245	33	(325)	(268)
Produits locatifs mensuels potentiels à la fin de la période	7 868	8 193	7 868	8 193

Produits locatifs mensuels potentiels par catégorie de produit

Le tableau suivant présente la répartition par catégorie de produit du portefeuille de contrats de location de la Société à la fin des périodes, selon les produits locatifs mensuels potentiels :

(en milliers \$, sauf les pourcentages)	31 décembre 2022		31 décembre 2021	
	\$	% du total	\$	% du total
Mobilier	3 238	41,2 %	3 380	41,3 %
Électronique	2 626	33,4 %	2 656	32,4 %
Électroménagers	1 119	14,2 %	1 140	13,9 %
Ordinateurs	885	11,2 %	1 017	12,4 %
Produits locatifs mensuels potentiels	7 868	100,0 %	8 193	100,0 %

Produits locatifs mensuels potentiels par région

Le tableau suivant présente la répartition géographique du portefeuille de contrats de location de la Société à la fin des périodes, selon les produits locatifs mensuels potentiels :

(en milliers \$, sauf les pourcentages)	31 décembre 2022		31 décembre 2021	
	\$	% du total	\$	% du total
Terre-Neuve-et-Labrador	688	8,7 %	699	8,4 %
Nouvelle-Écosse	753	9,6 %	810	9,9 %
Île-du-Prince-Édouard	136	1,7 %	140	1,7 %
Nouveau-Brunswick	642	8,2 %	648	7,9 %
Québec	552	7,0 %	586	7,2 %
Ontario	2 442	31,0 %	2 571	31,4 %
Manitoba	233	3,0 %	234	2,9 %
Saskatchewan	356	4,5 %	383	4,7 %
Alberta	1 217	15,5 %	1 244	15,2 %
Colombie-Britannique	849	10,8 %	878	10,7 %
Produits locatifs mensuels potentiels	7 868	100,0 %	8 193	100,0 %

Radiations de contrats de location exprimées en pourcentage des produits locatifs

Les radiations de contrats de location exprimées en pourcentage des produits locatifs de la Société sont un ratio non conforme aux IFRS. Lorsque easyhome conclut un contrat de location avec un client, elle ne comptabilise aucune vente étant donné qu'elle conserve la propriété de l'actif visé par le contrat de location. La Société comptabilise plutôt ses produits tirés de la location pendant toute la durée de la location, au fur et à mesure qu'elle reçoit des paiements du client. Parfois, le contrat de location est résilié par le client ou la Société avant la date d'échéance prévue du contrat de location et le client retourne les actifs à la Société. Dans certains cas, lorsque la Société n'est pas en mesure de récupérer les actifs, les actifs sont radiés. Les radiations nettes (soit les radiations, déduction faite des reprises des actifs radiés antérieurement) sont comprises dans l'amortissement des actifs loués aux fins de la présentation de l'information financière. Les produits locatifs d'easyhome constituent une mesure non conforme aux IFRS et correspondent au total des produits générés par la Société, moins les produits financiers. La Société utilise les radiations de contrats de location exprimées en pourcentage des produits locatifs, entre autres mesures, pour mesurer la performance opérationnelle de son portefeuille de contrats de location. Les ratios non conformes aux IFRS ne sont pas définis selon les IFRS, n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, pourraient ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres entités.

(en milliers \$, sauf les pourcentages)	Trois mois clos les		Exercices clos les	
	31 décembre 2022	31 décembre 2021	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Amortissement des biens loués	8 516	9 157	33 547	35 844
Moins : amortissement des actifs loués, exclusion faite des radiations nettes	(7 678)	(8 291)	(29 992)	(32 831)
Radiations nettes	838	866	3 555	3 013
Total des produits de la Société	273 326	234 430	1 019 336	826 722
Moins : produits financiers	(246 554)	(204 974)	(909 283)	(707 137)
Produits locatifs	26 772	29 456	110 053	119 585
Radiations nettes exprimées en pourcentage des produits locatifs	3,1 %	2,9 %	3,2 %	2,5 %

Indicateurs de rendement clés et mesures non conformes aux IFRS

En plus des résultats financiers présentés selon les IFRS et des indicateurs dont il est question à la rubrique « Analyse du portefeuille » du présent rapport de gestion, la Société mesure également la réussite de sa stratégie au moyen d'un certain nombre d'indicateurs de rendement clés, décrits plus en détail ci-après. Plusieurs de ces indicateurs de rendement clés ne sont pas des mesures définies par les IFRS et ne devraient pas être considérés comme des mesures de remplacement du résultat net ou de toute autre mesure de rendement défini par les IFRS.

Dans la présente rubrique, il est fait mention de certaines mesures financières qui ne sont pas établies selon les IFRS. Bien que ces mesures ne soient pas définies par les IFRS et qu'elles ne peuvent être comparées à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés, leur sens est défini dans les présentes ou peut être déterminé par renvoi aux états financiers consolidés de la Société. La Société utilise ces mesures parce qu'elle est d'avis qu'elles facilitent la compréhension de ses résultats d'exploitation et de sa situation financière.

Plusieurs mesures non conformes aux IFRS mentionnées dans le présent rapport sont définies ci-après.

Résultat net ajusté et résultat dilué par action ajusté

De temps à autre, le résultat net et le résultat dilué par action peuvent être touchés par des éléments d'ajustement survenus au cours de la période, ce qui peut avoir une incidence sur la comparabilité de ces mesures avec d'autres périodes. Un élément inhabituel est un élément qui ne survient pas dans le cours normal des activités commerciales, d'un montant important, qui a une grande portée, ce qui, selon la direction, ne reflète pas le rendement des activités sous-jacentes. Le résultat net ajusté et le résultat dilué par action ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS. La Société définit i) le résultat net ajusté comme le résultat net, exclusion faite des éléments d'ajustement; et ii) le résultat dilué par action ajusté comme le résultat dilué par action, exclusion faite des éléments d'ajustement. D'après la Société, le résultat net ajusté et le résultat dilué par action ajusté constituent des mesures importantes de la rentabilité des activités.

Le tableau suivant présente les éléments utilisés pour calculer le résultat net ajusté et le résultat dilué par action ajusté pour les trois mois et les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021 :

(en milliers \$, sauf le résultat par action)	Trois mois clos les		Exercices clos les	
	31 décembre 2022	31 décembre 2021	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Résultat net comme présenté	28 576	49 961	140 161	244 943
Incidence des éléments d'ajustement				
<i>Créances irrécouvrables</i>				
Provision pour pertes sur prêts au jour 1 liée aux prêts acquis ¹	-	-	-	14 252
<i>Autres charges d'exploitation</i>				
Radiation d'une immobilisation incorporelle ⁵	20 460	-	20 460	-
Coûts de développement du siège social ⁶	-	-	2 314	-
Coûts d'intégration ³	122	3 447	1 081	5 047
Coûts de transaction ²	-	-	-	7 615
<i>Amortissements</i>				
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises ⁴	3 275	3 277	13 100	8 735
<i>Autres pertes (produits)</i> ⁷	5 609	(8 371)	28 659	(114 876)
<i>Charges financières</i>				
Coûts de transaction ²	-	-	-	1 726
Total de l'incidence par action des éléments d'ajustement avant impôts	29 466	(1 647)	65 614	(77 501)
<i>Incidence fiscale des éléments d'ajustement</i>	(7 016)	(670)	(13 514)	7 317
Incidence après impôts des éléments d'ajustement	22 450	(2 317)	52 100	(70 184)
Résultat net ajusté	51 026	47 644	192 261	174 759
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation après dilution	16 753	17 233	16 650	16 757
Résultat dilué par action comme présenté	1,71	2,90	8,42	14,62
Incidence par action des éléments d'ajustement	1,34	(0,14)	3,13	(4,19)
Résultat dilué par action ajusté	3,05	2,76	11,55	10,43

Éléments d'ajustement liés à l'acquisition de LendCare

¹ La charge au titre des créances irrécouvrables découle de la provision pour pertes sur prêts au jour 1 liée à l'acquisition du portefeuille de prêts de LendCare.

² Les coûts de transaction incluaient les honoraires de conseillers, les frais juridiques et les autres coûts de transaction directs liés à l'acquisition de LendCare, présentés dans les autres charges d'exploitation, ainsi que les commissions pour engagements de prêt liées à l'acquisition de LendCare, présentées dans les charges financières.

³ Les coûts d'intégration relatifs aux honoraires de conseillers, aux incitatifs pour les employés, à la représentation, aux frais d'assurance au titre des garanties et les autres coûts d'intégration liés à l'acquisition de LendCare et la radiation d'un montant lié à des logiciels dans le cadre de l'intégration de LendCare. Les coûts d'intégration sont présentés dans les autres charges d'exploitation.

⁴ L'amortissement de 131 millions \$ au titre des immobilisations incorporelles découlant de l'acquisition de LendCare, qui ont une durée d'utilité estimative de dix ans.

Élément d'ajustement lié à la radiation d'une immobilisation incorporelle

⁵ Au quatrième trimestre de 2022, la Société a décidé de mettre fin à son entente avec un fournisseur de technologies tiers auquel elle avait confié en 2020 le développement d'un nouveau système de gestion des prêts. Après évaluation rigoureuse, la Société a déterminé que les résultats obtenus à ce jour n'étaient pas satisfaisants et que l'investissement additionnel nécessaire pour achever le développement n'était plus rentable, compte tenu de la valeur commerciale escomptée et aux autres options disponibles. Par conséquent, la Société a choisi de radier en 2022 les coûts de logiciels inscrits à l'actif de 20,5 millions \$ liés à ce système de gestion des prêts en cours de développement par le tiers.

Éléments d'ajustement liés aux coûts de développement du siège social

⁶ Les coûts de développement du siège social sont liés à l'analyse d'une occasion d'acquisition stratégique que la Société a choisi de ne pas poursuivre, y compris les honoraires de conseiller et les frais juridiques présentés dans les autres charges d'exploitation.

Éléments d'ajustement liés aux autres produits (pertes)

⁷ Pour les trois mois et les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021, les produits (pertes) de placement sont principalement attribuables aux profits (pertes) de réévaluation à la juste valeur sur le placement de la Société dans Affirm et le contrat de swap sur le rendement total connexe.

Résultat net ajusté en pourcentage des produits

Le ratio du résultat net ajusté en pourcentage des produits est une mesure non conforme aux IFRS. D'après la Société, le résultat net ajusté en pourcentage des produits constitue une mesure importante de la rentabilité de ses activités.

(en milliers \$, sauf les pourcentages)	Trois mois clos les			
	31 décembre 2022	31 décembre 2022 (ajusté)	31 décembre 2021	31 décembre 2021 (ajusté)
Résultat net comme présenté	28 576	28 576	49 961	49 961
Incidence après impôts des éléments d'ajustement ¹	-	22 450	-	(2 317)
Résultat net ajusté	28 576	51 026	49 961	47 644
Divisé par les produits	273 326	273 326	234 430	234 430
Résultat net en pourcentage des produits	10,5 %	18,7 %	21,3 %	20,3 %

¹ Se reporter à la rubrique « Résultat net ajusté et résultat dilué par action ajusté » pour une description des éléments d'ajustement.

(en milliers \$, sauf les pourcentages)	Exercices clos les			
	31 décembre 2022	31 décembre 2022 (ajusté)	31 décembre 2021	31 décembre 2021 (ajusté)
Résultat net comme présenté	140 161	140 161	244 943	244 943
Incidence après impôts des éléments d'ajustement ¹	-	52 100	-	(70 184)
Résultat net ajusté	140 161	192 261	244 943	174 759
Divisé par les produits	1 019 336	1 019 336	826 722	826 722
Résultat net en pourcentage des produits	13,8 %	18,9 %	29,6 %	21,1 %

¹ Se reporter à la rubrique « Résultat net ajusté et résultat dilué par action ajusté » pour une description des éléments d'ajustement.

Autres charges d'exploitation ajustées et ratio d'efficacité

Les autres charges d'exploitation ajustées sont une mesure non conforme aux IFRS. La Société définit les autres charges d'exploitation ajustées comme les autres charges d'exploitation incluant l'amortissement des biens loués, mais excluant les autres charges d'exploitation hors du cours normal des activités commerciales, d'un montant important et d'une grande portée. Le ratio d'efficacité est un ratio non conforme aux IFRS. La Société définit le ratio d'efficacité comme les autres charges d'exploitation ajustées divisées par le total des produits. D'après la Société, le ratio d'efficacité constitue une mesure importante de la rentabilité de ses activités.

(en milliers \$, sauf le résultat par action)	Trois mois clos les		Exercices clos les	
	31 décembre 2022	31 décembre 2021	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Autres charges d'exploitation comme présentées	99 943	74 496	332 730	284 749
Incidence des éléments d'ajustement				
<i>Autres charges d'exploitation¹</i>				
Radiation d'une immobilisation incorporelle	(20 460)	-	(20 460)	-
Coûts de développement du siège social	-	-	(2 314)	-
Coûts d'intégration	(122)	(3 447)	(1 081)	(5 047)
Coûts de transaction	-	-	-	(7 615)
<i>Amortissements</i>				
Amortissement des biens loués	8 516	9 157	33 547	35 844
Total de l'incidence des éléments d'ajustement	(12 066)	5 710	9 692	23 182
Autres charges d'exploitation ajustées	87 877	80 206	342 422	307 931
Total des produits	273 326	234 430	1 019 336	826 722
Ratio d'efficacité	32,2 %	34,2 %	33,6 %	37,2 %

¹ Se reporter à la rubrique « Résultat net ajusté et résultat dilué par action ajusté » pour une description des éléments d'ajustement.

Marge d'exploitation ajustée

La marge d'exploitation ajustée est un ratio non conforme aux IFRS. La Société définit la marge d'exploitation ajustée comme le résultat d'exploitation ajusté divisé par les produits pour la Société dans son ensemble et ses secteurs : easyfinancière et easyhome. La Société définit le résultat d'exploitation ajusté comme le résultat d'exploitation compte non tenu des éléments d'ajustement. D'après la Société, la marge d'exploitation ajustée constitue une mesure importante de la rentabilité de ses activités, ce qui permet d'évaluer la capacité de la Société à générer de la trésorerie pour payer les intérêts sur sa dette et verser des dividendes.

(en milliers \$, sauf les pourcentages)	Trois mois clos les			
	31 décembre 2022	31 décembre 2022 (ajusté)	31 décembre 2021	31 décembre 2021 (ajusté)
easyfinancière				
Résultat d'exploitation	106 277	106 277	87 643	87 643
Divisé par les produits	235 886	235 886	196 015	196 015
Marge d'exploitation d'easyfinancière	45,1 %	45,1 %	44,7 %	44,7 %
easyhome				
Résultat d'exploitation	8 687	8 687	8 450	8 450
Divisé par les produits	37 440	37 440	38 415	38 415
Marge d'exploitation d'easyhome	23,2 %	23,2 %	22,0 %	22,0 %
Total				
Résultat d'exploitation	75 881	75 881	79 629	79 629
<i>Autres charges d'exploitation¹</i>				
Radiation d'une immobilisation incorporelle	-	20 460	-	-
Coûts d'intégration	-	122	-	3 447
<i>Amortissements¹</i>				
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises	-	3 275	-	3 277
Résultat d'exploitation ajusté	75 881	99 738	79 629	86 353
Divisé par les produits	273 326	273 326	234 430	234 430
Total de la marge d'exploitation	27,8 %	36,5 %	34,0 %	36,8 %

¹ Se reporter à la rubrique « Résultat net ajusté et résultat dilué par action ajusté » pour une description des éléments d'ajustement.

(en milliers \$, sauf les pourcentages)	Exercices clos les			
	31 décembre 2022	31 décembre 2022 (ajusté)	31 décembre 2021	31 décembre 2021 (ajusté)
easyfinancière				
Résultat d'exploitation	393 996	393 996	324 751	324 751
Divisé par les produits	869 528	869 528	676 351	676 351
Marge d'exploitation d'easyfinancière	45,3 %	45,3 %	48,0 %	48,0 %
easyhome				
Résultat d'exploitation	34 578	34 578	36 861	36 861
Divisé par les produits	149 808	149 808	150 371	150 371
Marge d'exploitation d'easyhome	23,1 %	23,1 %	24,5 %	24,5 %
Total				
Résultat d'exploitation	332 407	332 407	281 003	281 003
<i>Créances irrécouvrables¹</i>				
Provision pour pertes sur prêts au jour 1 liée aux prêts acquis	-	-	-	14 252
<i>Autres charges d'exploitation¹</i>				
Radiation d'une immobilisation	-	20 460	-	-
Coûts de développement du siège social	-	2 314	-	-
Coûts d'intégration	-	1 081	-	5 047
Coûts de transaction	-	-	-	7 615
<i>Amortissement des immobilisations incorporelles¹</i>				
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises	-	13 100	-	8 735
Résultat d'exploitation ajusté	332 407	369 362	281 003	316 652
Divisé par les produits	1 019 336	1 019 336	826 722	826 722
Total de la marge d'exploitation	32,6 %	36,2 %	34,0 %	38,3 %

¹ Se reporter à la rubrique « Résultat net ajusté et résultat dilué par action ajusté » pour une description des éléments d'ajustement.

Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (« BAIIA ») et marge du BAIIA

Le BAIIA est une mesure non conforme aux IFRS et la marge du BAIIA est un ratio non conforme aux IFRS. La Société définit le BAIIA comme le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements, compte non tenu de l'amortissement des actifs loués. La marge du BAIIA est calculée en divisant le BAIIA par les produits. La Société utilise le BAIIA et la marge du BAIIA, entre autres mesures, pour mesurer la performance opérationnelle de ses activités poursuivies.

(en milliers \$, sauf les pourcentages)	Trois mois clos les		Exercices clos les	
	31 décembre 2022	31 décembre 2021	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Résultat net comme présenté	28 576	49 961	140 161	244 943
Charges financières	31 551	22 281	107 972	79 025
Charge d'impôts sur le résultat	10 145	15 758	55 615	71 911
Amortissements	19 245	21 665	81 306	78 886
Amortissement des biens loués	(8 516)	(9 157)	(33 547)	(35 844)
BAIIA	81 001	100 508	351 507	438 921
Divisé par les produits	273 326	234 430	1 019 336	826 722
Marge du BAIIA	29,6 %	42,9 %	34,5 %	53,1 %

Flux de trésorerie disponibles liés aux activités d'exploitation avant la croissance nette des prêts à la consommation bruts

Les flux de trésorerie disponibles liés aux activités d'exploitation avant la croissance nette des prêts à la consommation bruts sont une mesure non conforme aux IFRS. La Société définit les flux de trésorerie disponibles liés aux activités d'exploitation avant la croissance nette des prêts à la consommation bruts comme les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, ajustés pour exclure les coûts associés aux placements effectués pour favoriser la croissance des prêts à la consommation bruts. La Société estime que les flux de trésorerie disponibles liés aux activités d'exploitation avant la croissance nette des prêts à la consommation bruts constituent un indicateur de rendement important qui lui permet d'évaluer la capacité de son portefeuille de prêts existant à générer de la trésorerie.

	Trois mois clos les		Exercices clos les	
	31 décembre 2022	31 décembre 2021	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation	(139 998)	(74 171)	(505 881)	(78 875)
Augmentation nette des prêts à la consommation bruts au cours de la période	206 038	133 623	764 355	783 499
Moins : prêts bruts acquis ¹	-	-	-	(444 520)
	206 038	133 623	764 355	338 979
Flux de trésorerie disponibles liés aux activités d'exploitation avant la croissance nette des prêts à la consommation bruts	66 040	59 452	258 474	260 104

¹ Prêts bruts acquis au deuxième trimestre de 2021 dans le cadre de l'acquisition de LendCare.

Rendement des actifs

Le rendement des actifs est un ratio non conforme aux IFRS. La Société définit le rendement des actifs ajusté comme le résultat net annualisé ajusté divisé par l'actif total moyen pour la période. D'après la Société, le rendement des actifs ajusté constitue une mesure importante de l'emploi de l'actif total dans ses activités.

(en milliers \$, sauf les pourcentages)	Trois mois clos les			
	31 décembre 2022	31 décembre 2022 (ajusté)	31 décembre 2021	31 décembre 2021 (ajusté)
Résultat net comme présenté	28 576	28 576	49 961	49 961
Incidence après impôts des éléments d'ajustement ¹	-	22 450	-	(2 317)
Résultat net ajusté	28 576	51 026	49 961	47 644
Multipliés par le nombre de périodes dans l'exercice	X 4	X 4	X 4	X 4
Divisé par l'actif total moyen pour la période	3 216 403	3 216 403	2 533 945	2 533 945
Rendement des actifs	3,6 %	6,3 %	7,9 %	7,5 %

¹ Se reporter à la rubrique « Résultat net ajusté et résultat dilué par action ajusté » pour une description des éléments d'ajustement.

(en milliers \$, sauf les pourcentages)	Exercices clos les			
	31 décembre 2022	31 décembre 2022 (ajusté)	31 décembre 2021	31 décembre 2021 (ajusté)
Résultat net comme présenté	140 161	140 161	244 943	244 943
Incidence après impôts des éléments d'ajustement ¹	-	52 100	-	(70 184)
Résultat net ajusté	140 161	192 261	244 943	174 759
Divisé par l'actif total moyen pour la période	2 922 605	2 922 605	2 126 594	2 126 594
Rendement des actifs	4,8 %	6,6 %	11,5 %	8,2 %

¹ Se reporter à la rubrique « Résultat net ajusté et résultat dilué par action ajusté » pour une description des éléments d'ajustement.

Rendement des capitaux propres

Le rendement des capitaux propres est un ratio non conforme aux IFRS. La Société définit le rendement des capitaux propres ajusté comme le résultat net annualisé ajusté de la période divisé par les capitaux propres moyens pour la période. D'après la Société, le rendement des capitaux propres ajusté constitue une mesure importante de l'emploi du capital investi des actionnaires dans ses activités.

(en milliers \$, sauf les pourcentages)	Trois mois clos les			
	31 décembre 2022	31 décembre 2022 (ajusté)	31 décembre 2021	31 décembre 2021 (ajusté)
Résultat net comme présenté	28 576	28 576	49 961	49 961
Incidence après impôts des éléments d'ajustement ¹	-	22 450	-	(2 371)
Résultat net ajusté	28 576	51 026	49 961	47 644
Multipliés par le nombre de périodes dans l'exercice	X 4	X 4	X 4	X 4
Divisé par les capitaux propres moyens pour la période	830 820	830 820	798 620	798 620
Rendement des capitaux propres	13,8 %	24,6 %	25,0 %	23,9 %

¹ Se reporter à la rubrique « Résultat net ajusté et résultat dilué par action ajusté » pour une description des éléments d'ajustement.

(en milliers \$ sauf les pourcentages)	Exercices clos les			
	31 décembre 2022	31 décembre 2022 (ajusté)	31 décembre 2021	31 décembre 2021 (ajusté)
Résultat net comme présenté	140 161	140 161	244 943	244 943
Incidence après impôts des éléments d'ajustement ¹	-	52 100	-	(70 184)
Résultat net ajusté	140 161	192 261	244 943	174 759
Divisé par les capitaux propres moyens pour la période	794 269	794 269	667 962	667 962
Rendement des capitaux propres	17,6 %	24,2 %	36,7 %	26,2 %

¹ Se reporter à la rubrique « Résultat net ajusté et résultat dilué par action ajusté » pour une description des éléments d'ajustement.

Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires

Le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires présenté et ajusté est un ratio non conforme aux IFRS. La Société définit le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires comme le résultat net, ajusté pour tenir compte de l'amortissement après impôts des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition, qui sont traitées comme des éléments d'ajustement, en pourcentage des capitaux propres corporels moyens. Les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires correspondent aux capitaux propres pour la période, moins le goodwill et les immobilisations incorporelles liées à l'acquisition, compte non tenu des passifs d'impôt différé connexes. Le résultat net ajusté avant amortissement après impôts des immobilisations incorporelles ne tient pas compte de l'incidence des éléments d'ajustement. D'après la Société, le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté constitue une mesure importante de l'emploi du capital investi des actionnaires dans les capitaux propres corporels de la Société.

(en milliers \$, sauf les pourcentages)	Trois mois clos les			
	31 décembre 2022	31 décembre 2022 (ajusté)	31 décembre 2021	31 décembre 2021 (ajusté)
Résultat net comme présenté	28 576	28 576	49 961	49 961
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises	3 275	3 275	3 277	3 277
Incidence après impôts des éléments ci-dessus	(868)	(868)	(868)	(868)
Résultat net avant amortissement des immobilisations incorporelles acquises, après impôts sur le résultat	30 983	30 983	52 370	52 370
Incidence des éléments d'ajustement ¹				
<i>Autres charges d'exploitation</i>				
Radiation d'une immobilisation incorporelle	-	20 460	-	-
Coûts d'intégration	-	122	-	3 447
<i>Autres pertes (produits)</i>	-	5 609	-	(8 371)
Total de l'incidence par action des éléments d'ajustement avant impôts	-	26 191	-	(4 924)
<i>Incidence fiscale des éléments d'ajustement</i>	-	(6 148)	-	198
Incidence après impôts des éléments d'ajustement	-	20 043	-	(4 726)
Résultat net ajusté	30 983	51 026	52 370	47 644
Multipliés par le nombre de périodes dans l'exercice	X 4	X 4	X 4	X 4
Capitaux propres moyens	830 820	830 820	798 620	798 620
Goodwill moyen	(180 923)	(180 923)	(180 923)	(180 923)
Immobilisations incorporelles acquises moyennes ²	(110 804)	(110 804)	(123 904)	(123 904)
Passifs d'impôt différé moyens connexes	29 363	29 363	32 835	32 835
Divisé par les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires moyens	568 456	568 456	526 628	526 628
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires	21,8 %	35,9 %	39,8 %	36,2 %

¹ Se reporter à la rubrique « Résultat net ajusté et résultat dilué par action ajusté » pour une description des éléments d'ajustement.

² Excluent les immobilisations incorporelles liées aux logiciels.

(en milliers \$, sauf les pourcentages)	Exercices clos les			
	31 décembre 2022	31 décembre 2022 (ajusté)	31 décembre 2021	31 décembre 2021 (ajusté)
Résultat net comme présenté	140 161	140 161	244 943	244 943
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises	13 100	13 100	8 735	8 735
Incidence après impôts des éléments ci-dessus	(3 471)	(3 471)	(2 314)	(2 314)
Résultat net avant amortissement des immobilisations incorporelles acquises, après impôts sur le résultat	149 790	149 790	251 364	251 364
Incidence des éléments d'ajustement ¹				
<i>Créances irrécouvrables</i>				
Provision pour pertes sur prêts au jour 1 liée aux prêts acquis	-	-	-	14 252
<i>Autres charges d'exploitation</i>				
Radiation d'immobilisations incorporelles	-	20 460	-	-
Coûts de développement du siège social	-	2 314	-	-
Coûts d'intégration	-	1 081	-	5 047
Coûts de transaction	-	-	-	7 615
<i>Autres pertes (produits)</i>	-	28 659	-	(114 876)
<i>Charges financières</i>				
Coûts de transaction	-	-	-	1 726
Total de l'incidence par action des éléments d'ajustement avant impôts	-	52 514	-	(86 236)
<i>Incidence fiscale des éléments d'ajustement</i>	-	(10 043)	-	9 631
Incidence après impôts des éléments d'ajustement	-	42 471	-	(76 605)
Résultat net ajusté	149 790	192 261	251 364	174 759
Capitaux propres moyens	794 269	794 269	667 962	667 962
Goodwill moyen	(180 923)	(180 923)	(116 860)	(116 860)
Immobilisations incorporelles acquises moyennes ²	(115 717)	(115 717)	(75 325)	(75 325)
Passifs d'impôt différé moyens connexes	30 665	30 665	19 961	19 961
Divisé par les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires moyens	528 294	528 294	495 738	495 738
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires	28,4 %	36,4 %	50,7 %	35,3 %

¹ Se reporter à la rubrique « Résultat net ajusté et résultat dilué par action ajusté » pour une description des éléments d'ajustement.

² Excluent les immobilisations incorporelles liées aux logiciels.

Situation financière

Le tableau suivant présente un résumé de l'information sur la structure du capital et la situation financière de la Société aux 31 décembre 2022 et 2021.

(en milliers \$, sauf les ratios)	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Prêts à la consommation, montant net	2 627 357	1 899 631
Trésorerie	62 654	102 479
Débiteurs	25 697	20 769
Charges payées d'avance	8 334	8 018
Impôt sur le résultat à recouvrer	2 323	-
Placements	57 304	64 441
Biens loués	48 437	47 182
Immobilisations corporelles, montant net	35 856	35 285
Actifs financiers dérivés	49 444	20 634
Immobilisations incorporelles, montant net	138 802	159 651
Actifs au titre de droits d'utilisation, montant net	65 758	57 140
Goodwill	180 923	180 923
Total de l'actif	3 302 889	2 596 153
Facilité de crédit renouvelable	148 646	-
Emprunts garantis	105 792	173 959
Facilités renouvelables adossées à des actifs de titrisation	805 825	292 814
Billets à payer	1 168 997	1 085 906
Dettes externes	2 229 260	1 552 679
Créditeurs et charges à payer	51 136	57 134
Impôt sur le résultat à payer	-	27 859
Dividendes à payer	14 965	10 692
Produits différés	28 661	11 354
Intérêts courus	10 159	8 135
Passif d'impôt différé, montant net	24 692	38 648
Obligations locatives	74 328	65 607
Passifs financiers dérivés	-	34 132
Total du passif	2 433 201	1 806 240
Capitaux propres	869 688	789 913
Total de la structure du capital (somme de la dette externe et du total des capitaux propres)	3 098 948	2 342 592
Mesures de gestion du capital		
Dettes externes/capitaux propres ¹	2,56	1,97
Dettes nettes/structure du capital nette ²	0,71	0,65

¹ Le ratio dette externe/capitaux propres est une mesure de gestion du capital que la Société utilise pour évaluer la capacité de ses actifs nets à couvrir l'encours de la dette. Il correspond à la dette externe divisée par les capitaux propres.

² Le ratio dette nette/structure du capital nette est une mesure de l'effet de levier que la Société utilise pour s'assurer de respecter sa fourchette cible. La dette nette correspond à la dette externe moins la trésorerie. Le ratio dette nette/structure du capital nette correspond à la dette nette divisée par la somme de la dette nette et des capitaux propres.

Le total de l'actif s'est établi à 3,30 milliards \$ au 31 décembre 2022, une hausse de 706,7 millions \$ ou 27,2 % par rapport au 31 décembre 2021. Cette hausse s'explique surtout par une augmentation de 727,7 millions \$ des prêts à la consommation, montant net et par une augmentation de 28,8 millions \$ des actifs financiers dérivés, en partie contrebalancées par une diminution de 39,8 millions \$ de la trésorerie, une diminution de 20,8 millions \$ des immobilisations incorporelles découlant principalement de la radiation d'un logiciel développé en interne et une diminution de 7,1 millions \$ des placements découlant d'une perte de réévaluation à la juste valeur de la participation de la Société dans Affirm, contrebalancées en partie par le placement de la Société dans des billets convertibles à recevoir de Canada Drives.

La croissance de 706,7 millions \$ du total de l'actif a été principalement financée par : i) la hausse de 676,6 millions \$ de la dette externe découlant principalement des facilités renouvelables adossées à des actifs de titrisation; et ii) la hausse de 79,8 millions \$ du total des capitaux propres, qui a été stimulée par le placement d'actions par voie de prise ferme de 57,9 millions \$ et les résultats générés par la Société, contrebalancées en partie par les rachats d'actions aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA ») et le versement de dividendes. Bien que la Société ait continué de verser un dividende à ses actionnaires, une grande partie des résultats de la Société a été affectée au financement de la croissance de ses activités de prêt à la consommation.

Situation de trésorerie et sources de financement

Analyse des flux de trésorerie

Le tableau ci-après présente un résumé des composantes des flux de trésorerie pour les trois mois et les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021.

(en milliers \$)	Trois mois clos les		Exercices clos les	
	31 décembre 2022	31 décembre 2021	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avant l'émission de prêts à la consommation, montant net et l'achat de biens loués	141 600	115 882	529 528	439 573
Émission de prêts à la consommation, montant net	(270 167)	(178 198)	(1 000 619)	(484 817)
Achat de biens loués	(11 431)	(11 855)	(34 790)	(33 631)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation	(139 998)	(74 171)	(505 881)	(78 875)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(32 653)	(8 475)	(42 491)	(210 635)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	161 296	60 440	508 547	298 936
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie au cours de la période	(11 355)	(22 206)	(39 825)	9 426

La Société octroie des prêts aux emprunteurs à risque. Elle obtient du capital et du financement qui sont présentés dans les flux de trésorerie liés aux activités de financement et avance ensuite des fonds aux emprunteurs sous forme de prêts qui sont inclus dans les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation. Le remboursement d'un prêt par un emprunteur génère des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et des produits au fil du temps. Par conséquent, lorsque la Société accroît son portefeuille de prêts à la consommation, elle affecte généralement des flux de trésorerie aux activités d'exploitation.

Analyse des flux de trésorerie pour les trois mois clos le 31 décembre 2022

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation pour les trois mois clos le 31 décembre 2022 se sont élevés à 140,0 millions \$, comparativement à 74,2 millions \$ pour la période correspondante de 2021. Les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation pour les trois mois clos le 31 décembre 2022 comprenaient : i) l'émission nette de prêts à la consommation de 270,2 millions \$; et ii) l'achat de biens loués de 11,4 millions \$. Si l'émission nette de prêts à la consommation et l'achat de biens loués avaient été présentés dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se seraient établis à 141,6 millions \$ pour les trois mois clos le 31 décembre 2022, soit une augmentation par rapport à 115,9 millions \$ à la période correspondante de 2021. L'augmentation de 25,7 millions \$ découle de la hausse des charges sans effet de trésorerie, comme les créances irrécouvrables, la radiation ponctuelle d'une immobilisation incorporelle et les pertes de réévaluation à la juste valeur des placements, le tout contrebalancé en partie par la baisse du résultat pour la période.

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement pour les trois mois clos le 31 décembre 2022 se sont élevés à 32,7 millions \$, ce qui s'explique surtout par la hausse de 25 millions \$ du placement de la Société dans Canada Drives. Pour les trois mois clos le 31 décembre 2021, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement s'étaient élevés à 8,5 millions \$, principalement en raison des achats d'immobilisations corporelles et incorporelles.

Pour les trois mois clos le 31 décembre 2022, la Société a généré des flux de trésorerie liés aux activités de financement de 161,3 millions \$, contre 60,4 millions \$ pour la période correspondante de 2021, principalement à partir des prélèvements nets aux termes des facilités de crédit de la Société pour financer la croissance de ses activités de prêt à la consommation et du placement d'actions par voie de prise ferme de 57,9 millions \$. De plus, au cours des trois mois clos le 31 décembre 2021, la Société avait racheté des actions aux termes de l'OPRCNA totalisant 62,3 millions \$, comparativement à néant pour la période correspondante de 2022.

Analyse des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2022

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation pour l'exercice considéré se sont élevés à 505,9 millions \$, comparativement à 78,9 millions \$ en 2021. Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 comprenaient : i) l'émission nette de prêts à la consommation de 1,00 milliard \$; et ii) l'achat de biens loués de 34,8 millions \$. Si l'émission nette des prêts à la consommation et l'achat de biens loués avaient été présentés dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se seraient établis à 529,5 millions \$ pour l'exercice considéré, une augmentation par rapport à 439,6 millions \$ en 2021. L'augmentation de 90,0 millions \$ découle de la hausse des charges sans effet de trésorerie, comme les créances irrécouvrables, la radiation ponctuelle d'une immobilisation incorporelle et les pertes de réévaluation à la juste valeur des placements, le tout contrebalancé en partie par la baisse du résultat pour l'exercice.

Pour l'exercice, la Société a affecté 42,5 millions \$ aux activités d'investissement, en raison surtout du placement de 40 millions \$ dans Canada Drives et d'achats de 27,9 millions \$ d'immobilisations corporelles et incorporelles, le tout contrebalancé en partie par un produit de 25,4 millions \$ provenant du règlement du contrat de swap sur le rendement total lié à la tranche conditionnelle de la participation dans Affirm. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, la Société a affecté 210,6 millions \$ aux activités d'investissement, essentiellement en raison d'un montant de 281,0 millions \$ en trésorerie affecté à l'acquisition de LendCare et de l'achat de participations, principalement celle de 11,3 millions \$ dans Brim, le tout contrebalancé en partie par le produit tiré de la vente des participations dans PayBright et Affirm totalisant 109,2 millions \$.

Pour l'exercice, la Société a généré des flux de trésorerie liés aux activités de financement de 508,5 millions \$, principalement à partir des prélèvements nets aux termes des facilités de crédit de la Société pour financer la croissance de ses activités de prêt à la consommation et du placement d'actions par voie de prise ferme de 57,9 millions \$, le tout partiellement contrebalancé par la trésorerie liée aux rachats d'actions ordinaires aux termes de l'OPRCNA de la Société, le versement de dividendes, et le paiement d'obligations locatives et d'unités d'actions temporairement incessibles réglées en trésorerie. En 2021, la Société avait généré des flux de trésorerie liés aux activités de financement de 298,9 millions \$, principalement en raison du placement de billets de 2026 d'un montant de 320 millions \$ US et du placement d'actions par voie de prise ferme de 172,5 millions \$ lié à l'acquisition de LendCare. Ces entrées de trésorerie ont été contrebalancées en partie par les remboursements nets d'avances sur les facilités de crédit, les remboursements de billets à payer acquis, le versement de dividendes et le paiement d'obligations locatives.

Sources de capital et de financement

goeasy finance ses activités au moyen d'instruments de capitaux propres et d'emprunts. Les actions ordinaires de goeasy sont inscrites à la TSX sous le symbole « GSY ». goeasy est notée BB- avec une tendance stable par S&P et Ba3 avec une tendance stable par Moody's.

Le 22 mars 2021, les actions ordinaires de goeasy ont été ajoutées à l'indice composé S&P/TSX par Dow Jones. L'ajout des actions ordinaires de la Société à l'indice de référence canadien reflète la valeur que la Société a créée pour ses actionnaires au fil des années.

Au 31 décembre 2022, la dette externe de la Société se composait des billets de 2024 d'un montant de 550 millions \$ US et d'une valeur comptable nette de 739,7 millions \$, des billets de 2026 d'un montant de 320 millions \$ US et d'une valeur comptable nette de 429,3 millions \$, des emprunts garantis de 105,8 millions \$, d'un emprunt de 810 millions \$ sur sa facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation I, et d'un emprunt de 150 millions \$ sur sa facilité de crédit renouvelable.

Les billets de 2024 sont assortis d'un taux d'intérêt nominal en dollars américains de 5,375 %. Dans le cadre d'un swap de devise conclu parallèlement au placement des billets de 2024 d'un montant de 550 millions \$ US en novembre 2019, la Société a couvert le risque de variation du taux de change pour l'ensemble des paiements d'intérêts et de principal requis en vertu de ces billets, couvrant ainsi l'obligation à hauteur de 728,3 millions \$ à un taux d'intérêt de 5,65 % en dollars canadiens. Les billets de 2024 viennent à échéance le 1er décembre 2024.

Les billets de 2026 sont assortis d'un taux d'intérêt nominal en dollars américains de 4,375 %. Dans le cadre d'un swap de devise conclu parallèlement au placement des billets de 2026 d'un montant de 320 millions \$ US en avril 2021, la Société a couvert le risque de variation du taux de change pour l'ensemble des paiements d'intérêts et de principal requis en vertu de ces billets, couvrant ainsi l'obligation à hauteur de 400 millions \$ à un taux d'intérêt de 4,818 % en dollars canadiens. Les billets de 2026 viennent à échéance le 1er mai 2026.

Les emprunts sur la facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation I de la Société portent intérêt au CDOR à un mois, majoré de 185 pdb. La facilité vient à échéance le 30 août 2024. Parallèlement à la création de la facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation, la Société a conclu un swap de taux d'intérêt en tant que couverture des flux de trésorerie afin de se protéger du risque de variation des taux d'intérêt futurs, au terme duquel elle paye un taux fixe et reçoit un taux variable équivalent au CDOR à un mois.

Les emprunts sur la facilité de crédit renouvelable de la Société portent intérêt au taux des acceptations bancaires majoré de 225 pdb ou au taux préférentiel majoré de 75 pdb, au gré de la Société.

Comme il est mentionné à la rubrique « Analyse des résultats pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 », la Société a établi une nouvelle facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation II de 200 millions \$, qui porte intérêt à un taux correspondant au CDOR à 1 mois majoré de 185 pdb. Au 31 décembre 2022, aucun montant n'avait été prélevé sur la facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation II.

La dette de la Société au 31 décembre 2022 portait intérêt au taux nominal combiné moyen de 5,2 %, en hausse par rapport à 4,9 % au 31 décembre 2021.

Le tableau suivant résume les échéances des passifs financiers de la Société selon les paiements contractuels non actualisés :

(en milliers \$)	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
31 décembre 2022					
Créditeurs et charges à payer	51 136	-	-	-	51 136
Intérêts courus	10 159	-	-	-	10 159
Facilité de crédit renouvelable	-	150 000	-	-	150 000
Facilités renouvelables adossées à des actifs de titrisation	-	810 000	-	-	810 000
Emprunts garantis	30 901	53 996	16 205	4 690	105 792
Billets à payer	-	745 195	433 568	-	1 178 763
31 décembre 2021					
Créditeurs et charges à payer	57 134	-	-	-	57 134
Intérêts courus	8 135	-	-	-	8 135
Facilités renouvelables adossées à des actifs de titrisation	-	295 000	-	-	295 000
Emprunts garantis	38 727	77 905	47 810	4 936	169 378
Passifs financiers dérivés	-	34 132	-	-	34 132
Billets à payer	-	695 035	404 384	-	1 099 419

Au 31 décembre 2022, la Société avait une situation de trésorerie de 62,7 millions \$, dont un montant de 39,7 millions \$ de trésorerie soumise à restrictions découlant de la facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation et de la réserve détenue à titre de sûreté. Au 31 décembre 2022, la Société avait une capacité d'emprunt de 590 millions \$ en vertu de sa facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation I de 200 millions \$ en vertu de sa facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation II et de 120 millions \$ en vertu de sa facilité de crédit renouvelable. Si l'on exclut l'option de type accordéon de 100 millions \$ en vertu de sa facilité de crédit renouvelable, la Société disposait de liquidités totales de 972,7 millions \$ au 31 décembre 2022. Le total des liquidités actuel, excluant les améliorations futures ou la diversification des sources de financement, procure à la Société un capital de croissance suffisant pour mettre en œuvre ses prévisions de croissance interne.

Actions en circulation et dividendes

Au 15 février 2023, il y avait 16 449 964 actions ordinaires en circulation, ainsi que 317 296 unités d'actions différées du conseil d'administration, 341 200 options sur actions, 318 941 unités d'actions temporairement incessibles, 63 906 unités d'actions différées des membres de la direction et aucun bon de souscription en cours.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 16 décembre 2022, la Société a annoncé que la TSX avait accepté son avis d'intention de lancer une OPRCNA (l'« OPRCNA de 2022 »). Conformément à l'OPRCNA de 2022, la Société propose de racheter, à l'occasion, jusqu'à 1 252 730 actions ordinaires représentant environ 10 % du flottant de goeasy en date du 9 décembre 2022. Au 9 décembre 2022, il y avait 16 438 926 actions ordinaires de goeasy émises et en circulation et, pour les six mois précédant le 30 novembre 2022, le volume de négociation quotidien moyen était de 49 253 actions. Aux termes de l'OPRCNA de 2022, les rachats quotidiens sont limités à 12 313 actions ordinaires, ce qui représente 25 % du volume de négociation quotidien moyen, sous réserve de la dispense relative aux rachats en bloc. Ces rachats ont été autorisés à compter du 21 décembre 2022 et prendront fin le 20 décembre 2023, ou à une date antérieure à laquelle la Société aura terminé ses rachats, conformément à l'OPRCNA de 2022. L'OPRCNA de 2022 est réalisée par l'intermédiaire de la TSX ou de systèmes de négociation parallèles, si admissibles, conformément à leurs règlements. Les rachats visés par l'OPRCNA de 2022 ont été effectués au moyen de transactions sur le marché libre ou par d'autres moyens autorisés par les organismes de réglementation des valeurs mobilières, notamment des applications prédéterminées, des offres franches et des contrats de gré à gré aux termes d'une dispense pour offre

publique de rachat émise par les organismes de réglementation des valeurs mobilières. Le prix payé par goeasy pour les actions ordinaires correspond au cours de ces actions au moment de l'acquisition, sauf autorisation contraire en vertu des règles applicables.

Le 14 décembre 2021, la Société a annoncé que la TSX avait accepté son avis d'intention de lancer une OPRCNA (l'« OPRCNA de 2021 »). Conformément à l'OPRCNA de 2021, la Société propose de racheter, à l'occasion, si elle le juge opportun, jusqu'à 1 243 781 actions ordinaires représentant environ 10 % du flottant de goeasy en date du 7 décembre 2021. Au 7 décembre 2021, il y avait 16 254 135 actions ordinaires de goeasy émises et en circulation et, pour les six mois précédant le 30 novembre 2021, le volume de négociation quotidien moyen était de 62 825 actions. Aux termes de l'OPRCNA de 2021, les rachats quotidiens étaient limités à 15 706 actions ordinaires, ce qui représente 25 % du volume de négociation quotidien moyen, sous réserve de la dispense relative aux rachats en bloc. Ces rachats ont été autorisés à compter du 21 décembre 2021 et ont pris fin le 20 décembre 2022. Les rachats de goeasy dans le cadre de l'OPRCNA de 2021 ont été effectués par l'intermédiaire de la TSX, ainsi que par l'intermédiaire d'autres systèmes de négociation, et selon les règles de la TSX. Le prix payé par la Société pour le rachat des actions ordinaires correspondait au cours de ces actions au moment de l'acquisition. La Société n'a racheté des actions ordinaires que sur le marché libre. Aux termes de l'OPRCNA de 2021, la Société a racheté à des fins d'annulation, par l'intermédiaire de la TSX, 450 058 actions ordinaires à un prix moyen pondéré de 135,52 \$ par action ordinaire pour un coût total de 61,0 millions \$.

Le 16 décembre 2020, la Société a annoncé que la TSX avait accepté son avis d'intention de lancer une OPRCNA (l'« OPRCNA de 2020 »). Conformément à l'OPRCNA de 2020, la Société propose de racheter, à l'occasion, si elle le juge opportun, jusqu'à 1 079 703 actions ordinaires représentant environ 10 % du flottant de goeasy en date du 9 décembre 2020. Au 9 décembre 2020, il y avait 14 801 169 actions ordinaires de goeasy émises et en circulation et, pour les six mois précédant le 30 novembre 2020, le volume de négociation quotidien moyen était de 83 554 actions. Aux termes de l'OPRCNA de 2020, les rachats quotidiens étaient limités à 20 888 actions ordinaires, ce qui représente 25 % du volume de négociation quotidien moyen, sous réserve de la dispense relative aux rachats en bloc. Les rachats en vertu de l'OPRCNA de 2020 ont été autorisés à compter du 21 décembre 2020 et ont pris fin le 20 décembre 2021. Les rachats de goeasy dans le cadre de l'OPRCNA de 2020 ont été effectués par l'intermédiaire de la TSX, ainsi que par l'intermédiaire d'autres systèmes de négociation, et selon les règles de la TSX. Le prix payé par la Société pour le rachat des actions ordinaires correspondait au cours de ces actions au moment de l'acquisition. La Société n'a racheté des actions ordinaires que sur le marché libre. Aux termes de l'OPRCNA de 2020, la Société a racheté à des fins d'annulation, par l'intermédiaire de la TSX, 333 315 actions ordinaires à un prix moyen pondéré de 186,86 \$ par action ordinaire pour un coût total de 62,3 millions \$.

Dividendes

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2022, la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,91 \$ par action sur les actions ordinaires en circulation. Ce dividende a été versé le 13 janvier 2023.

La Société passe en revue sa politique en matière de distribution de dividendes de façon régulière, évaluant sa situation financière, sa rentabilité, ses flux de trésorerie et d'autres facteurs que le conseil d'administration juge pertinents. Toutefois, aucun dividende ne peut être déclaré dans le cas d'une facilité de prêt en souffrance ou lorsqu'un paiement entraînerait un cas de défaut.

Le 16 février 2022, la Société a augmenté le taux de dividende trimestriel de 37,9 %, le faisant passer de 0,66 \$ par action à 0,91 \$ par action. L'année 2022 est la 18^e année consécutive de versement d'un dividende aux actionnaires et la 8^e année consécutive d'augmentation du taux de dividende par action aux actionnaires.

En février 2020, la Société a été ajoutée au S&P/TSX Canadian Dividend Aristocrats Index, avec un taux de croissance annuel composé du dividende de 42 % au cours des 5 années précédentes.

Le tableau suivant présente les dividendes trimestriels versés par la Société au quatrième trimestre des exercices indiqués.

	2022	2021	2020	2019	2018	2017	2016
Dividende trimestriel par action	0,910 \$	0,660 \$	0,450 \$	0,310 \$	0,225 \$	0,180 \$	0,125 \$
Augmentation en pourcentage	37,9 %	46,7 %	45,2 %	37,8 %	25,0 %	44,0 %	25,0 %

Engagements, garanties et éventualités

Engagements

La Société a conclu des contrats de service visant les licences, le développement et l'entretien des logiciels et des contrats de location simple visant des locaux et des véhicules. Certains contrats de location visant les locaux de la Société comprennent des options de prolongation. La direction exerce un jugement important pour déterminer si l'exercice de ces options de prolongation est raisonnablement certain. Au 31 décembre 2022, aucune option de prolongation pour les contrats de location visant des locaux ne devrait être exercée.

Le tableau suivant présente les paiements de loyers futurs non actualisés possibles pour les contrats de location simple visant des locaux et des véhicules et les coûts d'exploitation estimés liés aux engagements technologiques au cours de cinq prochains exercices et par la suite :

(en milliers \$)	Moins d'un an	Plus d'un an, mais moins de cinq ans	Plus de cinq ans
Locaux	22 508	50 812	8 649
Véhicules	696	1 540	31
Engagements technologiques	14 604	13 370	-
Total des obligations contractuelles	37 808	65 722	8 680

Éventualités

La Société est partie à diverses actions en justice dans le cours normal de ses activités. Le règlement de ces litiges ne devrait pas avoir d'incidence défavorable importante sur la situation financière, la performance financière ou les flux de trésorerie de la Société.

La Société a accepté d'indemniser ses administrateurs et ses dirigeants et certains de ses employés conformément aux politiques de la Société. La Société souscrit des polices d'assurance pouvant la protéger contre certaines réclamations.

Facteurs de risque

Aperçu

Les activités de la Société sont exposées à divers risques sur le plan commercial, opérationnel, financier et réglementaire. Dans l'ensemble, la politique de gestion des risques de la Société est axée sur le caractère imprévisible des marchés des capitaux et des marchés financiers et a pour objectif de réduire au minimum les incidences défavorables potentielles sur la performance financière de la Société. La responsabilité générale de l'établissement et de la supervision du cadre de gestion des risques de la Société incombe au conseil d'administration. Le comité de gouvernance, de mise en candidature et des risques du conseil d'administration passe en revue chaque année le programme et les politiques de gestion des risques de la Société.

Risque stratégique

Le risque stratégique est le risque découlant de l'évolution du contexte commercial, de changements fondamentaux dans la demande des produits ou services de la Société, de la mauvaise application des décisions, de la mise en œuvre de la stratégie de la Société ou de l'incapacité à réagir à l'évolution du contexte commercial, notamment à l'évolution des environnements réglementaire et concurrentiel.

La stratégie de croissance de la Société est axée sur les prêts à la consommation par l'entremise des marques easyfinancière et LendCare. La capacité de la Société à accroître sa clientèle et ses produits dépend, d'une part, de sa capacité à trouver de nouveaux établissements pour easyfinancière, à élargir son portefeuille de prêts à la consommation, à accéder à ses clients par de nouveaux canaux de distribution, à conclure et à maintenir des partenariats avec des commerçants pour LendCare, à développer et à lancer de nouveaux produits pour répondre aux demandes en évolution de ses clients, à obtenir du financement pour la croissance à coût raisonnable, à maintenir les niveaux de rentabilité des activités en pleine maturité d'easyhome et à mener ses activités avec efficacité et efficience.

Une mauvaise performance de la direction ou des mesures inadéquates face à l'évolution du contexte commercial pourraient avoir une incidence défavorable importante sur la situation financière, la liquidité et les résultats d'exploitation de la Société.

Risque de marché

Conditions macroéconomiques

Certains changements dans les conditions macroéconomiques, dont plusieurs sont au-delà du contrôle de la Société, peuvent avoir une incidence négative sur ses clients et sa performance. Les principaux clients de la Société sont les clients à risque. Ces clients, dont les ressources financières et le crédit sont limités, subissent les répercussions des conditions macroéconomiques difficiles, dont la hausse du taux de chômage et du coût de la vie, qui peuvent affaiblir les taux de recouvrement et accroître les taux de radiation, et ainsi nuire à la performance, à la situation financière et à la situation de trésorerie de la Société. La Société ne peut prédire ni les répercussions de la conjoncture économique sur ses résultats futurs ni le moment où le contexte économique changera.

Rien ne garantit que les perspectives économiques demeureront favorables pour les activités de la Société ou que la demande de prêts ou que les taux de défaut de la part de ses clients se maintiendront à leurs niveaux actuels. Une baisse de la demande de prêts aurait une incidence négative sur la croissance et les produits de la Société, tandis qu'une hausse des taux de défaut de la part des clients pourrait l'empêcher d'accéder à du capital, freiner la croissance du portefeuille de prêts et peser sur sa rentabilité. Ces résultats pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les perspectives, les résultats d'exploitation, la situation financière et les flux de trésorerie de la Société.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque de perte financière de la Société découlant de fluctuations défavorables des taux d'intérêt. La Société dispose de diverses sources de financement et utilise des instruments financiers dérivés comme couvertures de flux de trésorerie pour aider à gérer la volatilité des taux d'intérêt.

Les billets de 2024 et les billets de 2026 venant à échéance respectivement le 1^{er} décembre 2024 et le 1^{er} mai 2026 ont un taux d'intérêt fixe.

Au 31 décembre 2022, la facilité de crédit renouvelable est assortie d'un taux d'intérêt variable fondé sur le taux des acceptations bancaires majoré de 225 pdb ou le taux préférentiel majoré de 75 pdb, au gré de la Société. La Société ne couvre pas les taux d'intérêt sur la facilité de crédit renouvelable. Par conséquent, les fluctuations futures des taux d'intérêt se répercuteront sur les charges d'intérêts de la Société dans la mesure où des prélèvements sont effectués sur la facilité de crédit renouvelable à taux variable. Au 31 décembre 2022, la Société avait prélevé un montant de 150 millions \$ sur sa facilité de crédit renouvelable de 270 millions \$.

La facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation I est assortie d'un taux d'intérêt variable fondé sur le CDOR à un mois majoré de 185 pdb. La Société a conclu un swap de taux d'intérêt en tant que couverture des flux de trésorerie afin de se protéger des variations des paiements d'intérêt futurs, aux termes desquels elle paye un taux fixe fondé sur la durée de vie moyenne pondérée des prêts titrisés et reçoit un taux variable équivalent au CDOR à un mois. Par conséquent, chaque swap supplémentaire conclu comporte une couverture qui permet de fixer les taux d'intérêt pour la durée de ce swap.

Au 31 décembre 2022, 93 % des soldes de la dette de la Société étaient assortis des taux fixes effectifs en raison du type de dette et de l'entente de swap de taux d'intérêt mentionné plus haut liée à la facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation I.

La Société ne peut prédire l'incidence de l'évolution de la conjoncture économique sur ses résultats futurs ni le moment où les taux d'intérêt changeront.

Risque de change

Les billets de 2024 et de 2026 sont libellés en dollars américains. Dans le cadre du placement de ces billets, la Société a conclu des swaps de devises afin de couvrir le risque de change pour le produit du placement ainsi que l'ensemble des paiements d'intérêts et de principal requis en vertu de ces billets, couvrant ainsi l'obligation. La couverture est conçue pour correspondre aux obligations au titre des flux de trésorerie de la Société sur les billets à payer.

La Société se procure certaines marchandises et services aux États-Unis et, par conséquent, certaines de ses activités canadiennes ont des soldes de trésorerie et des soldes créditeurs libellés en dollars américains. La Société est donc exposée à la fois au risque de change et au risque de conversion. Bien que ces achats soient libellés en dollars américains, la Société, jusqu'à présent, a été en mesure de fixer le prix de ses opérations de location de manière à neutraliser l'incidence des fluctuations des devises sur ces achats. Cependant, en cas de changement subit du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain, la Société pourrait ne pas être en mesure de répercuter les variations de coût des produits achetés à ses clients, ce qui pourrait nuire à sa performance financière.

Concurrence

La Société estime que la taille du marché canadien pour les prêts à la consommation à risque, à l'exclusion des prêts hypothécaires, s'élève à environ 193,6 milliards \$. À l'heure actuelle, une grande variété d'intervenants du secteur répondent à la demande par les divers produits qu'ils offrent, qu'il s'agisse de prêts automobiles, de cartes de crédit, de prêts remboursables par versements, de programmes de financement au détail, de prêts aux petites entreprises et de prêts immobiliers garantis. Généralement, les intervenants du secteur préfèrent se concentrer sur l'offre d'un seul produit au lieu de fournir aux consommateurs une panoplie de solutions. C'est ce qui explique la grande variété de fournisseurs actifs sur le marché.

La concurrence sur le marché du crédit à la consommation à risque s'exerce essentiellement sur le plan de l'accès, de la flexibilité et du coût (taux d'intérêt). Les consommateurs sont généralement en mesure de passer d'un type de produit de prêt à un autre offert sur le marché pour répondre à leurs besoins en fonction de ces différentes caractéristiques. La Société s'attend, dans un avenir prévisible, à ce que la concurrence autour des prêts à la consommation à risque au Canada demeure relativement stable. Les institutions financières traditionnelles afficheront vraisemblablement une moins grande tolérance au risque et délaisseront de plus en plus les prêts à risque, de sorte que les institutions financières régionales, comme les coopératives d'épargne et de crédit, les prêteurs sur salaire, les prêteurs sur plateforme de prêts et les prêteurs en ligne devraient envisager de prendre de l'expansion sur ce marché.

De plus, la Société rivalise directement avec d'autres sociétés de location de marchandises sur le marché canadien. Parmi les autres facteurs qui peuvent nuire à la performance des activités de location, notons l'augmentation des ventes d'ameublement et d'appareils électroniques usagés en ligne et dans les magasins de détail qui offrent une option de financement à l'achat à risque au point de vente. D'autres concurrents, au pays et à l'étranger, pourraient faire surface, car les barrières à l'entrée sont relativement faibles.

La Société pourrait ne pas être en mesure de rivaliser efficacement avec les concurrents nouveaux et existants, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur ses produits et ses résultats d'exploitation. En outre, les investissements nécessaires pour s'adapter à l'évolution des conditions du marché peuvent avoir une incidence négative sur les activités et la situation financière de la Société.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque que la Société subisse une perte en cas de défaut de paiement d'un client ou d'une contrepartie.

L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable des débiteurs, des prêts à la consommation et des biens loués en vertu de contrats de location de marchandises. La Société octroie des prêts à la consommation et loue des produits à des milliers de clients en vertu de politiques et de procédures qui visent à éliminer toute concentration du risque de crédit auprès d'une personne, d'une société ou d'une entité en particulier. Toutefois, la Société est exposée à un risque de crédit important étant donné les restrictions de crédit auxquelles sont assujettis nombre de ses clients, ainsi que dans les cas où ses politiques et procédures ne sont pas respectées.

Le risque de crédit lié aux prêts à la consommation de la Société octroyés est touché par les politiques de crédit et pratiques de prêt de la Société, qui sont supervisées par le comité du crédit de la Société, composé de membres de la haute direction. La qualité du crédit de chaque client est évaluée d'après des modèles de crédit exclusifs, et des limites de crédit sont établies pour chaque client en fonction de cette évaluation. La Société considère que la concentration du risque lié aux prêts à la consommation est faible étant donné que ses clients sont établis dans différents territoires et exercent leurs activités de façon distincte les uns des autres. La Société met continuellement à jour ses modèles de souscription fondés sur la performance historique dégagée par des groupes de prêts à la consommation, lesquels orientent ses décisions de prêt. Si les données historiques utilisées pour élaborer ses modèles de souscription ne sont pas représentatives ou prédictives de la performance pouvant être dégagée par son portefeuille de prêts actuel, la Société pourrait voir ses pertes sur prêts augmenter.

La Société maintient une provision pour pertes de crédit selon IFRS 9 et comme il est décrit plus amplement dans les notes des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2022. Le processus d'établissement d'une provision pour pertes sur prêts est un élément essentiel des résultats d'exploitation et de la situation financière de la Société et repose sur des données historiques, la santé et la qualité sous-jacentes du portefeuille de prêts à la consommation à un moment donné, ainsi que sur des indicateurs prospectifs. Si les données utilisées pour constituer sa provision pour pertes de crédit ne sont pas représentatives ou prédictives de la performance pouvant être dégagée par son portefeuille de prêts actuel, la Société pourrait subir des pertes sur prêts plus élevées que le montant comptabilisé aux états financiers consolidés.

La Société ne peut garantir que le nombre de cas de défaut et le montant des pertes correspondront à ceux enregistrés par le passé et il se pourrait que ceux-ci augmentent considérablement et aient une incidence défavorable importante sur les résultats financiers de la Société.

Le risque de crédit lié aux biens loués aux clients découle de la possibilité que les clients ne s'acquittent pas des paiements convenus ou qu'ils ne retournent pas les biens loués. La Société a mis en place un processus de recouvrement normalisé en cas de défaut de paiement, lequel comprend la récupération du bien loué si des modalités de paiement acceptables ne peuvent être établies avec le client, étant donné que la Société demeure propriétaire des biens loués jusqu'à ce que les options de paiement soient exercées.

Dans le cas des débiteurs de tiers, le risque de crédit correspond à la possibilité de défaut à l'égard des montants dus à la Société. La Société traite avec des sociétés crédibles, effectue des évaluations de crédit continues des contreparties et des consommateurs et établit une provision pour montants irrécouvrables lorsqu'elle le juge approprié.

La Société a mis sur pied un comité du crédit et établi des processus et des procédures pour repérer, mesurer, surveiller et atténuer les risques de crédit importants. Toutefois, si ces risques ne sont pas relevés ou ne sont pas réglés rapidement ou de façon adéquate par la haute direction, la Société et sa situation financière pourraient en subir les conséquences.

Risque de liquidité et de financement

Risque de liquidité

La Société a obtenu son financement de sources variées, dont la facilité de crédit renouvelable, les facilités renouvelables adossées à des actifs de titrisation, les billets de 2024 et de 2026 et les placements publics de titres de capitaux propres. L'accès à des fonds additionnels dépendra de plusieurs facteurs, dont la disponibilité du crédit pour le secteur des services financiers et la performance financière et la solvabilité de la Société.

La Société a annoncé publiquement son intention d'élargir considérablement ses activités de prêt à la consommation. Pour y parvenir, la Société aura besoin de fonds additionnels, qu'elle pourrait obtenir de sources variées, notamment des titres d'emprunts ou de capitaux propres. Toutefois, rien ne garantit que des fonds additionnels seront disponibles lorsqu'elle en aura besoin ou qu'elle pourra s'en procurer à des conditions qui lui sont favorables. L'impossibilité d'avoir accès à des sources de financement suffisantes, ou d'y avoir accès à des conditions favorables, pourrait nuire à la structure du capital de la Société et à sa capacité de répondre à ses besoins opérationnels et de satisfaire à ses obligations financières. Si des fonds additionnels sont recueillis par l'émission de titres de capitaux propres, cela pourrait diluer l'avoir des actionnaires.

Le risque de liquidité est le risque que la situation financière de la Société soit minée par l'incapacité de celle-ci à satisfaire à ses obligations de financement et à soutenir sa croissance. La Société gère son capital de façon à préserver sa capacité de poursuivre ses activités et à dégager un rendement adéquat pour ses actionnaires grâce à la plus-value de ses actions et à la distribution de dividendes. La structure du capital de la Société se compose de la dette externe et des capitaux propres, constitués du capital social, du surplus d'apport et des résultats non distribués.

Les facilités d'emprunt de la Société doivent être renouvelées périodiquement. Ces facilités sont assorties de restrictions quant à la capacité de la Société, entre autres, de payer des dividendes, de vendre ou de transférer des actifs, de contracter des emprunts additionnels, de rembourser d'autres emprunts, de procéder à certains investissements ou à certaines acquisitions, de racheter des actions et d'entreprendre des activités commerciales différentes. Les facilités contiennent aussi quelques clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir certains ratios financiers. Tout manquement à ces clauses restrictives pourrait entraîner un cas de défaut aux termes de ces facilités et amener les prêteurs à déclarer que tous les fonds empruntés sont immédiatement exigibles et à payer. Une telle situation pourrait nuire considérablement à la situation financière, à la liquidité et aux résultats d'exploitation de la Société.

Au cours des dernières années, la Société a renforcé ses relations bancaires et diversifié ses sources de financement. En 2022, la Société a ajouté de nouvelles grandes banques canadiennes à sa facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation I et a créé la facilité renouvelable adossée à des actifs de titrisation II avec l'un de ses principaux partenaires bancaires. La Société a également élargi le syndicat de banques aux termes de sa facilité de crédit renouvelable. Si la Société ne parvient pas à renouveler ces facilités à des conditions acceptables lorsqu'elles viennent à échéance, cela pourrait nuire gravement à sa situation financière, à sa liquidité et à ses résultats d'exploitation.

Service de la dette

La capacité de la Société à effectuer les versements prévus sur sa dette ou à refinancer celle-ci dépend de sa situation financière et de son rendement d'exploitation, qui sont assujettis à des facteurs indépendants de sa volonté. La Société pourrait ne pas être en mesure de maintenir des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation suffisants pour lui permettre de rembourser le principal et les intérêts sur sa dette.

Si les flux de trésorerie et les sources de financement sont insuffisants pour financer le service de la dette, la Société pourrait avoir d'importants problèmes de liquidité et être forcée de réduire ou de reporter des investissements et des dépenses d'investissement, de céder des activités ou des actifs importants, de réduire ses plans de croissance, de chercher du nouveau financement au moyen de titres d'emprunt ou de capitaux propres, ou encore de restructurer ou de refinancer sa dette. La Société pourrait être dans l'incapacité de mettre en œuvre ces mesures de rechange selon des modalités raisonnables sur le plan commercial, voire de les mettre en œuvre. Même si elle y parvient, ces mesures de rechange ne garantissent pas que la Société pourra assurer le service de sa dette selon le calendrier prévu. Les conventions de crédit de la Société limitent sa capacité à céder des actifs et à utiliser le produit de ces cessions et pourraient également restreindre sa capacité à obtenir du financement par emprunt ou par capitaux propres ou à utiliser ce financement pour rembourser d'autres dettes lorsqu'elles viennent à échéance. La Société pourrait ne pas être en mesure de réaliser ces cessions ou de tirer un produit suffisant pour respecter des obligations au titre du service de la dette lorsqu'elles deviennent exigibles.

Une incapacité de la Société de générer des flux de trésorerie suffisants pour respecter ses obligations en vertu de la dette ou pour refinancer celle-ci selon des modalités raisonnables sur le plan commercial, voire d'en générer, pourrait avoir une incidence défavorable importante sur ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière. Le manquement aux obligations en vertu du service de la dette pourrait mener à une situation de défaut aux termes de ses conventions de prêt. Dans l'éventualité d'un tel défaut, les porteurs des dettes pourraient déclarer que tous les fonds empruntés sont immédiatement exigibles et à payer, de même que les intérêts courus et impayés, et la Société pourrait, parmi les autres recours à sa disposition, être forcée de se mettre en situation de faillite, d'insolvabilité ou de liquidation. Si le rendement d'exploitation de la Société se détériore, elle pourrait tenter d'obtenir des renonciations des porteurs de dettes afin d'éviter un défaut à l'égard des instruments liés à cette dette. Si la Société ne respecte pas les clauses restrictives associées à sa dette, elle pourrait être dans l'impossibilité d'obtenir une renonciation des porteurs selon des modalités acceptables pour la Société, voire d'en obtenir une. Dans une telle situation, la Société se retrouverait en situation de défaut et les porteurs de dettes pourraient exercer leurs droits comme il est décrit précédemment, de sorte que la Société pourrait, parmi les autres recours à sa disposition, être forcée de se mettre en situation de faillite, d'insolvabilité ou de liquidation. Un défaut aux termes des conventions régissant certaines des dettes existantes ou futures de la Société et les recours que pourraient entamer les porteurs de telles dettes pourraient faire en sorte que la Société soit dans l'incapacité de rembourser le principal ou les intérêts sur la dette.

Clauses restrictives

Les conventions régissant les facilités de crédit de la Société renferment des clauses restrictives qui pourraient limiter son pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne certaines questions commerciales. Ces clauses pourraient prévoir d'importantes restrictions quant à, notamment, la capacité de la Société de créer des priorités ou d'autres charges, de verser des distributions, d'effectuer d'autres versement ou investissements, de contracter d'autres prêts ou de donner des garanties, et de vendre ou autrement céder des actifs. En outre, les conventions régissant les facilités de crédit de la Société pourraient renfermer des clauses restrictives qui obligent la Société à respecter certains ratios et critères financiers.

Si la Société n'est pas en mesure de respecter les ratios financiers aux termes des conventions régissant ses facilités de crédit, elle ne pourra plus emprunter de montant aux termes des facilités de crédit jusqu'à ce que ce défaut soit corrigé ou fasse l'objet d'une renonciation. En outre, un tel manquement pourrait constituer un événement de défaut aux termes des conventions de prêts de la Société donnant droit aux prêteurs de devancer l'échéance du remboursement de la dette en question à moins qu'un tel événement de défaut ne soit corrigé tel que requis par la convention. La capacité de la Société à respecter ces clauses au cours des périodes à venir dépendra de son rendement financier et de ses résultats d'exploitation continus, qui eux seront soumis à la conjoncture économique et aux facteurs financiers, commerciaux et concurrentiels, dont bon nombre sont indépendants de sa volonté.

Les restrictions prévues par les conventions régissant les facilités de crédit de la Société pourraient limiter la capacité de la Société de prendre des mesures, qui selon elle, seraient dans l'intérêt de l'entreprise et faire en sorte qu'il soit difficile pour la Société d'exécuter sa stratégie d'affaires ou de livrer une concurrence efficace aux sociétés qui ne sont pas assujetties à de telles restrictions. La Société pourrait également contracter des obligations futures au titre de la dette l'assujettissant à des clauses restrictives supplémentaires qui pourraient nuire à sa souplesse financière et opérationnelle.

Les conditions économiques, financières et sectorielles pourraient nuire à la capacité de la Société de respecter les clauses et restrictions stipulées dans les conventions régissant ses facilités de crédit. La violation de l'une ou l'autre de ces clauses ou restrictions pourrait entraîner un défaut en vertu des conventions, ce qui permettrait aux prêteurs de déclarer que tous les fonds empruntés sont immédiatement exigibles et payables (y compris de résilier toute entente de couverture en cours), de même que les intérêts courus et impayés, ou donnerait lieu à un défaut de paiement croisé à l'égard d'autres dettes de la Société. Si la Société n'est pas en mesure de rembourser sa dette garantie, les prêteurs pourraient réaliser les sûretés accordées en garantie de la dette, ce qui est susceptible d'avoir de sérieuses conséquences sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société et pourrait mener à sa faillite ou à son insolvabilité.

Notations de crédit

La Société a reçu des notations de crédit à l'égard des billets de 2024 et de 2026 qu'elle a émis. Toute notation de crédit attribuée aux billets de 2024 et de 2026 constitue une évaluation de la capacité de la Société de payer ses obligations. La Société n'est pas tenue de maintenir quelque notation que ce soit auprès des agences de notation et rien ne garantit qu'une notation de crédit attribuée aux billets de 2024 et de 2026 sera maintenue pour une période donnée ni qu'elle ne sera pas révisée à la baisse ou retirée complètement par l'agence de notation. La révision à la baisse ou le retrait d'une notation de crédit attribuée aux billets de 2024 et de 2026 ou le fait de ne pas maintenir une telle notation pourrait avoir un effet défavorable sur le cours ou la valeur de marché des billets de 2024 et de 2026 ainsi que sur leur liquidité, ce qui, en outre, rendrait probablement plus difficile ou plus coûteux pour la Société d'obtenir du financement additionnel pour rembourser ses dettes futures.

Volatilité du cours des actions

Le cours de marché des actions ordinaires de la Société, comme pour bien d'autres sociétés ouvertes, a beaucoup fluctué en raison de nombreux facteurs, dont les variations importantes de l'accès au crédit à l'échelle mondiale, les variations de la performance macroéconomique découlant de la volatilité des prix du pétrole et des désastres naturels imprévus, les inquiétudes à l'égard de l'économie mondiale et de la possibilité d'une récession, les chocs économiques, ainsi que les variations des résultats financiers annuels et trimestriels de la Société, le moment des annonces d'acquisitions ou de transactions importantes par la Société et ses concurrents, ou d'autres conditions économiques, en général ou dans le secteur en particulier, la modification de lois et de règlements applicables, etc. En outre, à l'occasion, des fluctuations importantes des volumes et des cours secouent les marchés boursiers et peuvent se répercuter sur le cours du marché des actions ordinaires pour des motifs qui n'ont rien à voir avec la performance de la Société. On ne peut prévoir l'effet, le cas échéant, que les ventes futures d'actions ordinaires ou que la disponibilité d'actions à des fins de ventes futures (notamment des actions pouvant être émises à l'exercice d'options sur actions) auront sur le cours du marché des actions ordinaires à un moment ou à un autre. Les ventes de volumes importants de ces actions ou le fait que l'on croit que pareilles ventes pourraient être effectuées pourraient nuire au cours du marché des actions ordinaires. Des variations importantes du cours des actions pourraient nuire à la capacité de la Société de mobiliser du capital de croissance par un placement de titres de capitaux propres sans diluer considérablement la part actuelle des actionnaires.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel, inhérent à toute activité commerciale, est le risque de perte découlant d'événements externes, du comportement humain (dont les erreurs et les fraudes, le non-respect des politiques et procédures prescrites ou d'autres comportements inappropriés) ou l'insuffisance ou la défaillance de processus, de procédures ou de contrôles. Il peut s'ensuivre des pertes financières, une perte de notoriété, l'affaiblissement de la position concurrentielle ou des sanctions civiles et réglementaires. Bien qu'il soit impossible d'éliminer les risques opérationnels, la Société prend des mesures raisonnables pour atténuer ces risques, par la mise en place d'un système de surveillance, de politiques, de procédures et de contrôles internes.

Dépendance à l'égard du personnel clé

L'embauche et le maintien en poste des meilleurs employés sont l'un des principaux facteurs limitants de la performance et des plans d'expansion de la Société. Ces dernières années, la Société a solidifié ses capacités d'embauche et ses programmes de formation.

La Société dépend tout particulièrement des aptitudes, expériences et efforts de son équipe de haute direction et autres employés clés. La perte de ces personnes, si elles ne sont pas remplacées adéquatement, pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les affaires et activités de la Société.

Du fait de sa stratégie de croissance et du taux de roulement relativement élevé de son personnel dans les magasins et succursales, la Société a besoin d'un nombre croissant de gérants qualifiés et d'autres employés dans ses magasins ou succursales pour réussir à exploiter son réseau grandissant de magasins et de succursales. La concurrence est forte pour cette catégorie d'employés et rien ne garantit que la Société réussira à attirer et à garder le personnel dont elle a besoin. Si la Société n'est pas en mesure d'attirer et de maintenir en poste des employés qualifiés ou que ses coûts pour ce faire augmentent drastiquement, ses activités seront sérieusement atteintes.

Risque lié aux services externalisés

La Société externalise certaines fonctions commerciales à des fournisseurs tiers, ce qui a pour effet de complexifier ses activités et de réduire son contrôle. La Société se fie aux fournisseurs pour fournir un service et un soutien de grande qualité, ce qui l'expose aux risques associés à une prestation de service inadéquate ou tardive. En outre, si ces ententes d'externalisation ne devaient pas être renouvelées ou étaient résiliées, ou s'il y avait interruption des services fournis, la Société serait dans l'obligation d'obtenir ces services auprès d'autres fournisseurs. La Société pourrait être dans l'incapacité de remplacer ces fournisseurs ou ne pas y arriver rapidement, et il existe un risque qu'elle ne puisse pas conclure une entente similaire avec un autre fournisseur promptement ou selon des modalités qu'elle considère comme favorables. À long terme, la Société pourrait externaliser d'autres fonctions commerciales. Si l'un de ces risques ou tout autre risque lié aux services externalisés devait s'avérer, la situation financière, la liquidité et les résultats d'exploitation de la Société pourraient en souffrir.

Risque de fraude

L'inconduite d'employés ou de clients pourrait entraîner des pertes financières pour la Société ou des sanctions réglementaires et une grave atteinte à la réputation de la Société. L'inconduite de ses employés peut représenter le fait de dissimuler des activités non autorisées, de se livrer à des activités inappropriées ou non autorisées pour le compte de clients ou d'utiliser de façon abusive des renseignements confidentiels. Il n'est pas toujours possible de prévenir les erreurs commises par des employés ou la conduite répréhensible d'employés, et les précautions que la Société prend pour les prévenir et les détecter pourraient ne pas s'avérer efficaces dans tous les cas. Les erreurs commises par des employés pourraient aussi exposer la Société à des réclamations financières pour négligence.

Si les contrôles internes de la Société ne permettent pas de prévenir ou de détecter ces cas, ou advenant qu'une perte qui en résulte ne soit pas assurée, soit supérieure aux limites de l'assurance applicable ou si la couverture d'assurance était refusée ou n'était pas disponible, les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société pourraient subir une incidence négative importante.

Risque lié aux technologies

La Société dépend du bon fonctionnement continu de ses ordinateurs, de son accès à Internet et de ses systèmes de traitement de données. Une panne de ces systèmes pourrait interrompre les activités ou nuire considérablement à la capacité de la Société à conclure une nouvelle opération de prêt ou de location et de gérer ou de recouvrer ses comptes clients. Bien que la Société se soit dotée de programmes complets de sécurité informatique et de reprise après sinistre, une telle panne, en supposant qu'elle dure, nuirait considérablement à la situation financière, à la liquidité et aux résultats d'exploitation de la Société.

Brèche de sécurité

Les activités de la Société reposent grandement sur le traitement, le stockage et la transmission sécurisés de données confidentielles et sensibles de ses clients et d'autres informations à partir de son réseau informatique. Les autres risques comprennent le recours par la Société à des fournisseurs tiers qui ont accès à son réseau, ce qui peut accroître le risque d'une brèche de sécurité. Les intrusions de tiers ou des niveaux inadéquats d'expertise en sécurité informatique et de mesures de cyberprotection peuvent exposer la Société, directement ou indirectement, à des brèches de sécurité.

Une brèche, un accès non autorisé, un virus informatique ou toute autre forme d'attaque touchant la sécurité de l'information de la Société peuvent avoir pour conséquence la compromission des données confidentielles ou sensibles des clients ou des employés, la destruction ou l'altération de données, l'atteinte à la réputation de la Société qui aurait pour effet de diminuer la confiance des clients et des investisseurs et la perturbation de la gestion des relations avec les clients ou l'incapacité de monter, de traiter et de gérer des portefeuilles de prêt ou de location, ce qui nuirait considérablement à la situation financière, à la liquidité et aux résultats d'exploitation de la Société.

Pour atténuer le risque de brèche de sécurité, la Société évalue régulièrement son exposition à ce type de risque, s'est dotée d'un plan de reprise après sinistre et a mis en place des contrôles raisonnables à l'égard des accès non autorisés. La chaîne de magasins, les bureaux administratifs et le siège social, y compris les fonctions centralisées, prennent des mesures raisonnables pour protéger leurs systèmes d'information (notamment contre les cyberattaques). Le chef de l'information de la Société supervise la sécurité de l'information. Toutefois, une cyberattaque ou une brèche de sécurité pourraient nuire considérablement à la situation financière, à la liquidité et aux résultats d'exploitation de la Société.

Règlements sur la protection de la vie privée, la sécurité de l'information et la protection des données

La Société est assujettie à plusieurs lois sur la protection de la vie privée et la sécurité de l'information prend des mesures raisonnables pour s'assurer de s'y conformer. Les législateurs et organismes de réglementation adoptent de plus en plus de nouvelles lois sur la protection de la vie privée et la sécurité de l'information, ce qui peut faire augmenter le coût de conformité de la Société. Bien que la Société ait pris des mesures raisonnables pour protéger ses données et celles de ses clients, une intrusion dans les systèmes d'information de la Société pourrait nuire à la réputation de celle-ci et donne lieu à des amendes ou à des sanctions des autorités gouvernementales ou organismes de réglementation.

Processus et procédures de gestion des risques

La Société a mis sur pied un comité de supervision des risques et établi des procédures et des processus réguliers et continus pour repérer, mesurer, surveiller et atténuer les risques importants auxquels elle est exposée. Toutefois, si ces risques ne sont pas relevés ou ne sont pas réglés rapidement ou de façon adéquate par la direction, la Société pourrait en subir les conséquences.

Risque lié à la conformité

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

La conception efficace de contrôles internes à l'égard de l'information financière est essentielle pour permettre à la Société de prévenir et de détecter les fraudes et erreurs importantes pouvant survenir. La Société est également tenue de respecter les obligations d'attestation de l'Annexe 52-109A2, *Attestation des documents intermédiaires*, et de l'Annexe 52-109A1, *Attestation des documents annuels*, de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, en vertu desquelles le chef de la direction et le chef des finances de la Société doivent produire chaque trimestre et chaque exercice une attestation de conformité. La Société et les membres de sa direction ont pris des mesures raisonnables pour s'assurer que des contrôles internes adéquats à l'égard de l'information financière sont en place. Toutefois, le risque subsiste qu'une fraude ou une erreur importante ne soit pas détectée et qu'une telle fraude ou erreur importante nuise à la Société.

Réglementation gouvernementale et conformité

La Société prend des mesures raisonnables pour s'assurer de se conformer aux lois constitutives, aux règlements et aux politiques réglementaires. Le non-respect de ces lois, règlements ou politiques réglementaires pourrait donner lieu à des sanctions, des amendes ou d'autres formes de règlement qui pourraient nuire tant aux bénéfices de la Société qu'à sa réputation. La modification de lois, de règlements ou de politiques réglementaires pourrait également avoir des répercussions sur la rentabilité des activités de location de marchandises et de prêt à la consommation de la Société, dont la capacité de vendre des produits accessoires ou d'en fixer le prix, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la Société.

L'article 347 du Code criminel interdit l'imposition d'un taux d'intérêt annuel effectif supérieur à 60 % pour une convention ou une entente visant du capital prêté. La Société croit qu'easyfinancière est assujettie à l'article 347 du Code criminel et elle surveille étroitement tout changement législatif à cet égard. L'application d'exigences en matière de capital supplémentaire ou une diminution du plafond des coûts d'emprunt pourraient avoir une incidence défavorable importante sur la situation financière, la liquidité et les résultats d'exploitation de la Société. À l'heure actuelle, d'autres réglementations provinciales aux prêts portant intérêt à des taux élevés ont été adoptées, mais elles n'ont eu aucune incidence importante sur les activités de la Société.

Bien que la direction de la Société soit d'avis que les activités de location de marchandises ne comportent pas d'octroi de crédit, il pourrait toutefois être établi que certains aspects des activités de location de marchandises d'easyhome sont assujettis au Code criminel. La Société a mis en œuvre des mesures pour garantir que l'ensemble des frais en tout genre prévus par ses contrats de location de marchandises n'est pas supérieur au taux d'intérêt maximal permis par la loi. Si des aspects des activités d'easyhome sont assujettis au Code criminel et si la Société ne s'est pas conformée à ces exigences, la Société pourrait être visée par 1) des actions civiles pour annulation de contrat, pour remise d'une partie ou de la totalité des paiements effectués par des clients et pour dommages-intérêts et 2) une poursuite criminelle pour violation du Code criminel, dont l'issue pourrait avoir un effet défavorable important sur la Société.

De nombreuses lois sur la protection des consommateurs et les règlements connexes imposent des obligations importantes aux prêteurs offrant du crédit à la consommation, notamment dans les secteurs de la location et des prêts. De plus, des lois fédérales et provinciales prescrivent des restrictions à l'égard des transactions avec des consommateurs et exigent que le coût d'emprunt et d'autres éléments soient précisés au contrat. Ces textes prévoient des obligations juridiques particulières pour les créanciers qui y contreviennent.

Les activités d'easyfinancière en Saskatchewan sont assujetties aux exigences minimales de fonds propres. Sinon, la Société exerce actuellement ses activités dans un environnement non réglementé en ce qui concerne les niveaux de fonds propres exigés.

Normes comptables

De temps à autre, la Société pourrait être soumise à des changements de normes comptables publiées par les organismes de normalisation comptable, lesquels pourraient avoir une incidence sur les états financiers consolidés de la Société, réduire la rentabilité présentée et modifier la façon dont elle calcule ses mesures financières restrictives.

Risque juridique et risque d'atteinte à la réputation

Risque d'atteinte à la réputation

La réputation de la Société est très importante afin d'attirer de nouveaux clients vers sa plateforme, de s'assurer que les clients existants empruntent à nouveau auprès de la Société, d'embaucher les meilleurs employés sur le marché et d'obtenir du financement afin de favoriser la croissance de ses activités. Bien que la Société croie qu'elle a une bonne réputation et qu'elle offre une expérience client supérieure aux autres entreprises, il n'y a aucune garantie que la Société pourra conserver une bonne relation avec ses clients ou éviter toute mauvaise publicité.

Au cours des dernières années, les groupes de défense des droits des consommateurs et certains reportages ont réclamé que des mesures gouvernementales soient mises en œuvre afin d'interdire les prêts à la consommation octroyés par des sociétés autres que les banques ou d'imposer d'importantes restrictions à leur égard, sans établir une distinction adéquate entre les prêts sur salaire et les prêts à risque. Les groupes et les reportages en question portent généralement leur attention sur le taux annuel exigé pour ce type de prêt à la consommation, lequel se compare défavorablement au taux d'intérêt accordé par les banques aux clients ayant un historique de crédit de première qualité. Les frais de financement que la Société exige pourraient attirer l'attention des médias sur le secteur et être sujets à controverse. L'acceptation par les clients des taux d'intérêt que la Société impose sur ses prêts à la consommation pourrait avoir une incidence sur le taux de croissance futur. En outre, si les descriptions négatives de ces types de prêts devaient être reconnues par les législateurs et les organismes de réglementation, la Société pourrait être assujettie à des dispositions législatives ou réglementaires plus contraignantes qui s'appliqueraient aux produits de prêts à la consommation, ce qui pourrait avoir une incidence négative importante sur les activités, les perspectives, les résultats d'exploitation, la situation financière ou les flux de trésorerie de la Société.

La capacité de la Société à attirer des clients et à les fidéliser est étroitement liée aux perceptions du public quant au niveau de ses services, de sa fiabilité, de ses pratiques commerciales, de sa situation financière et d'autres qualités fondées sur la subjectivité. Les perceptions ou publicités négatives à l'égard de la Société, même si elles se rapportent à des événements apparemment isolés ou même à des pratiques qui ne sont pas propres aux prêts à court terme, comme le recouvrement des dettes, pourraient ébranler la confiance et porter atteinte à la réputation de la Société auprès des clients existants ou potentiels, ce qui pourrait compliquer la recherche de nouveaux clients et la fidélisation des clients existants, faire chuter abruptement la demande pour les produits de la Société, accroître la surveillance exercée par les organismes de réglementation et nuire aux activités, aux perspectives, aux résultats d'exploitation, à la situation financière, à la capacité de mobiliser des capitaux de croissance ou de générer des flux de trésorerie de la Société.

Litiges

De temps à autre et dans le cours normal des activités, la Société peut être impliquée dans des litiges importants ou soumis à des mesures réglementaires. Rien ne peut garantir que les litiges ou les mesures réglementaires dans lesquels la Société pourrait être impliquée n'auront pas d'effet défavorable sur ses activités, sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Les poursuites ou mesures réglementaires pourraient obliger la Société à engager des dépenses importantes, générer de la mauvaise publicité et compromettre de façon importante les activités de la Société, l'obliger à cesser ses activités commerciales dans un ou plusieurs territoires ou l'obliger à retirer un ou plusieurs produits de son offre.

De plus, la Société est susceptible de faire l'objet d'autres litiges l'opposant aux organismes de réglementation et de recevoir d'autres communications de ceux-ci dans l'avenir. Un jugement ou un règlement défavorable d'un litige en cours ou futur ou des mesures réglementaires entreprises contre la Société ou un autre prêteur pourraient obliger la Société à rembourser des frais ou des intérêts perçus, à renoncer au montant en principal de prêts ou à verser de multiples dommages-intérêts, à payer des sanctions pécuniaires ou à modifier ou à cesser ses activités dans des territoires en particulier. La défense contre toute poursuite ou mesure réglementaire, même si elle s'avérait un succès, pourrait exiger que la direction de la Société y consacre beaucoup de temps et une bonne partie de son attention et que la Société engage des montants importants en honoraires juridiques et autres coûts connexes.

Risque d'assurance

Les polices d'assurance de la Société peuvent ne pas couvrir de façon exhaustive tous les risques et toutes les responsabilités, étant donné qu'une couverture suffisante peut ne pas être disponible (ou ne pas couvrir adéquatement toutes les pertes), ou la Société peut choisir de ne pas s'assurer contre certains risques. Elle peut choisir de ne pas le faire, par exemple, lorsqu'elle juge que les primes applicables sont excessives par rapport aux risques et aux avantages perçus qui pourraient survenir. Par conséquent, la Société peut être tenue responsable de réclamations importantes au-delà de ses limites de couverture d'assurance qui pourraient avoir une incidence négative importante sur son rendement financier et sur sa réputation. En outre, toute réclamation importante dans le cadre de telles polices peut entraîner une augmentation des primes lors du renouvellement et/ou des

exclusions supplémentaires aux conditions des futures polices. Si l'assurance (y compris la cyberassurance) n'est pas disponible pour couvrir une réclamation ou si le montant d'une réclamation dépasse les limites de la police, la Société sera exposée aux répercussions financières que l'événement pourrait avoir, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur l'entreprise, le rendement financier et les activités de la Société.

Instruments financiers

Les actifs et les passifs de la Société comprennent les instruments financiers.

Les actifs financiers de la Société se composent des débiteurs, des prêts à la consommation, des instruments financiers dérivés et des placements, qui sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, majorée des coûts de transaction. Les débiteurs et les prêts à la consommation sont ensuite évalués au coût amorti. Les placements sont évalués ultérieurement à la juste valeur.

Les activités de financement de la Société l'exposent aux risques financiers liés aux variations des taux de change et à la volatilité des taux d'intérêt. La Société utilise des instruments financiers dérivés comme couvertures de flux de trésorerie pour gérer ces risques. Les instruments financiers dérivés sont initialement évalués à la juste valeur à la date de transaction et sont ensuite réévalués à la juste valeur chaque date de clôture à l'aide de données observables du marché.

Les passifs financiers de la Société comprennent une facilité de crédit renouvelable, les billets à payer, les facilités renouvelables adossées à des actifs de titrisation, les emprunts garantis, les instruments financiers dérivés et les créditeurs et charges à payer. Les passifs financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur. Après la comptabilisation initiale, les emprunts portant intérêt de la Société sont ensuite évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les passifs financiers ne portant pas intérêt, comme les créditeurs et charges à payer, sont comptabilisés ultérieurement au montant dû.

Estimations comptables critiques

La préparation d'états financiers consolidés exige de la direction qu'elle fasse des estimations et qu'elle pose des hypothèses ayant une incidence sur les montants présentés à l'égard des actifs et des passifs à la date des états financiers consolidés et sur les montants présentés à l'égard des produits et des charges de l'exercice. Les montants réels pourraient différer de ces estimations.

Des modifications importantes apportées aux hypothèses, y compris celles qui se rapportent aux plans d'affaires futurs et aux flux de trésorerie, pourraient entraîner des changements importants aux montants présentés.

Les estimations comptables critiques de la Société sont présentées dans les notes aux états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Changements de méthodes comptables et informations à fournir

a) Nouvelles normes, interprétations et modifications adoptées par la Société

Aucune nouvelle norme, interprétation ou modification n'a eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société. La Société n'a pas adopté de façon anticipée des normes, interprétations ou modifications publiées, mais pas encore entrées en vigueur.

b) Normes publiées, mais non encore entrées en vigueur

Aucune nouvelle norme publiée, mais pas encore entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2022, n'a eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Contrôles internes

Contrôles et procédures de communication de l'information

Les contrôles et les procédures de communication de l'information (« CPCI ») sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information que la Société doit présenter dans les rapports déposés ou transmis auprès des divers organismes de réglementation des valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par la législation canadienne en valeurs mobilières applicables, notamment les contrôles et les procédures conçus pour garantir que l'information devant être présentée par la Société dans ses documents ou autres rapports est rassemblée puis communiquée à la direction de la Société, y compris le chef de la direction et le chef des finances, afin que les décisions soient prises en temps opportun concernant la communication de l'information.

La direction de la Société, sous la surveillance et avec la collaboration du chef de la direction et du chef des finances, a conçu et ont évalué les CPCI de la Société, conformément au *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*. Selon cette évaluation, le chef de la direction et le chef des finances ont conclu que la conception du système de contrôles et de procédures de communication de l'information de la Société était efficace au 31 décembre 2022.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») est le processus conçu par la haute direction, ou sous leur supervision, et mis en œuvre par le conseil d'administration, la direction ou d'autres membres du personnel pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers consolidés ont été établis conformément aux IFRS.

Le CIIF de la Société comprend des politiques et des procédures qui :

- i) ont trait à la tenue de dossiers décrivant avec exactitude et fidélité, et de manière raisonnablement détaillée, les opérations et les cessions d'actifs de la Société;
- ii) fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont enregistrées comme il se doit pour permettre la préparation d'états financiers consolidés conformément aux IFRS et que les encaissements et décaissements de la Société ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et des administrateurs de la Société;
- iii) fournissent l'assurance raisonnable que des mesures sont prises pour prévenir et déceler en temps opportun l'acquisition, l'utilisation ou la cession non autorisée d'actifs de la Société qui pourraient avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir un CIIF et de concevoir ces contrôles de manière à viser l'atteinte des objectifs de ces contrôles internes. La direction utilise le cadre de contrôle Internal Control – Integrated Framework (2013) pour évaluer l'efficacité du CIIF, qui est un cadre de contrôle reconnu et convenable publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission.

Lors de la conception et de l'évaluation de tels contrôles, il y a lieu de noter qu'en raison des limites inhérentes, les contrôles, peu importe la manière dont ils sont conçus et mis en œuvre, ne procurent qu'une assurance raisonnable et ne peuvent détecter toutes les anomalies en raison notamment des erreurs ou de la fraude. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de l'efficacité du contrôle interne sur des périodes futures est exposée au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou d'une détérioration du niveau de respect des politiques ou des procédures.

Changements apportés au CIIF en 2022

Aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Évaluation du CIIF au 31 décembre 2022

Au 31 décembre 2022, sous la direction et la supervision du chef de la direction et du chef des finances, la Société a évalué l'efficacité de son CIIF. L'évaluation comprend un examen des principaux contrôles, des tests et une évaluation des résultats de ces tests. Selon cette évaluation, le chef de la direction et le chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement du CIIF de la Société étaient efficaces au 31 décembre 2022.